

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE
L'IMPUTABILITÉ

En matière de Responsabilité civile

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 21 Mars 1912, à 3 heures

PAR

Valentin ORSAT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Président : M. A. TISSIER, professeur.

*Suffragants : { MM. JAY, } professeurs.
BARTIN, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE
L'IMPUTABILITÉ

En matière de Responsabilité civile

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le jeudi 21 Mars 1912, à 3 heures

PAR

Valentin ORSAT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Président : M. A. TISSIER, *professeur.*

Suffragants : { MM. JAY,
BARTIN, } *professeurs.*

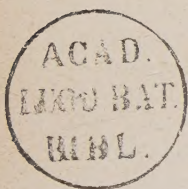
PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912





Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

(Ouvrages de fond, monographies, thèses,
articles de revue)

- Aubry et Rau.** — Cours de droit civil français, 4^e édit.
Bélimé. — Philosophie du droit.
Beudant et Capitant. — Essai d'une théorie générale de la responsabilité. *Annales de l'Université de Grenoble*, 1906.
Blondel. — L'action, Paris, 1893.
Bosc. — Essai sur les éléments constitutifs du délit civil. Thèse Montpellier, 1901.
Capitant. — Les obligations de voisinage. *Revue critique*, 1900.
Carnot. — Commentaire sur le Code pénal.
Charmont. — De l'abus du droit. *Revue trimestrielle de droit*, 1902.
Chauveau et F. Hélie. — Théorie du Code pénal.
Code civil allemand publié par le Comité de législation étrangère institué près le ministère de la justice.
Corbesco. — Devoirs moraux et obligations légales. Thèse Paris, 1903.
Delvincourt. — Cours de droit civil.
Demolombe. — Cours de Code Napoléon.
Deschamps. — Le dol et la faute des incapables. Thèse Paris, 1889.
Exner. — Traité sur la notion de force majeure et sur la responsabilité dans le contrat de transport (trad. Seligman).
Garçon. — Code pénal annoté.
Garraud. — Traité théorique et pratique de droit pénal français.
Gény. — Risques et responsabilité. *Revue trimestrielle de droit*, 1902.
Girard. — Manuel élémentaire de droit romain.
Huc. — Commentaire théorique et pratique de droit civil.
Hugueney. — La peine privée en droit contemporain. Thèse Dijon, 1904 et *Revue critique*, 1905.

- Ihering (de).** — La faute en droit privé (trad. Meulenaere).
- Josserand.** — De la responsabilité du fait des choses inanimées.
- Labbé.** — De la démence au point de vue de la responsabilité.
Revue critique, 1870.
- Landry.** — La responsabilité pénale.
- Larombière.** — Théorie et pratique des obligations.
- Léfort.** — L'hypnotisme au point de vue juridique. *Revue générale de droit*, 1888.
- Legraverend.** — Traité de législation criminelle.
- Marcadé.** — Explication théorique et pratique du Code civil.
- Mare.** — Essai sur les notions de cas fortuit et de force majeure.
Thèse Paris, 1910.
- Mataja.** — Das Recht des Schadenersatzes vom Standpunkte der Nationalökonomie.
- Merkel.** — Die Kollision Rechtmässiger Interessen...
- Merlin.** — *Répertoire de jurisprudence*.
- Ortolan.** — Principes de droit pénal.
- Pascaud.** — La responsabilité des aliénés. *Revue critique*, 1905.
- Perreau.** — Examen doctrinal. *Revue critique*, 1902.
- Planiol.** — Examen doctrinal. *Revue critique*, 1905.
— Traité élémentaire de droit civil.
- Pothier.** — Traité des obligations.
- Puffendorf.** — Du droit de la nature et des gens.
- Ripert.** — Examen doctrinal. *Revue critique*, 1909.
- Rossi.** — Traité de droit pénal.
- Saleilles.** — De l'abus du droit. *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1905.
- Les accidents du travail et la responsabilité civile. *Essai d'une théorie objective de la responsabilité délictuelle*.
- Sourdat.** — De la responsabilité civile.
- Teisseire.** — Essai d'une théorie générale sur le fondement de la responsabilité. Thèse Aix, 1901.
- Willem.** — Essai sur la responsabilité édictée par les articles 1382 à 1386 du Code civil. *Revue générale de droit*, 1895.
-

De L'Imputabilité

EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ CIVILE

INTRODUCTION

La responsabilité peut, d'une manière générale, être définie : l'état de celui qui encourt la sanction attachée à la réalisation d'un fait.

Partant de là, il est possible de se faire une idée des différentes questions qu'elle soulève :

1° La première question a trait à la nature de la sanction encourue ;

2° Un fait n'est sanctionné que parce qu'il se présente extérieurement comme la violation d'une loi : loi juridique ou loi morale, peu importe. L'élément fondamental de la responsabilité, c'est donc la violation matérielle d'une règle ; et la seconde question qui se pose est relative à la détermination de cet élément matériel ;

3° La responsabilité d'un fait ne peut incomber à une personne que s'il existe un lien entre cette personne et ce fait : cela est évident. Elle suppose donc une certaine

appropriation du fait par la personne. Cette appropriation constitue ce que l'on appelle l'élément moral de la responsabilité ou imputabilité : d'où une troisième question relative à la détermination de cet élément moral.

Suivant le domaine que l'on envisage, les réponses que réclament ces questions seront assez différentes.

En morale, la sanction consiste dans la réprobation soulevée par un acte contraire à la loi morale ; en droit pénal, c'est une peine, c'est-à-dire un mal atteignant un individu dans sa personne, dans sa liberté ou dans ses biens à l'occasion d'un acte contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs et réprimé comme tel par la loi pénale ; enfin, en droit civil, c'est l'obligation pour une personne de réparer un dommage causé en violation du droit d'autrui.

Ainsi apparaissent nettement les différences séparant ces divers domaines au point de vue : 1° de la sanction encourue ; 2° de la nature de la règle dont la violation entraîne cette sanction. Il nous faut maintenant envisager le second des éléments que nous avons distingués dans le fait constitutif de responsabilité, c'est-à-dire l'imputabilité.

Quelle est la nature du lien qui doit exister entre un fait et une personne pour que celle-ci ait à répondre de celui-là ? A partir de quel degré l'appropriation d'un fait sera-t-elle suffisante pour entraîner la responsabilité de

l'agent ? Voilà les questions que nous avons à résoudre dans le domaine du droit civil. Mais il nous faut, avant tout, les considérer d'un point de vue plus général.

Le maximum de l'appropriation d'un fait se trouve réalisé, lorsque ce fait a été commis volontairement et que ses conséquences ont été voulues librement. Il en est ainsi, par exemple, en droit pénal, dans le cas où un individu, sain d'esprit, commet un homicide dans le but de se venger ou de voler sa victime ; en droit civil, dans le cas où un dommage a été causé intentionnellement à autrui.

L'accomplissement volontaire d'un fait dont les suites, sans avoir été voulues, ont été prévues par l'agent (que nous supposons toujours libre et raisonnable), constitue de ce fait une appropriation d'un degré moins élevé, mais suffisante pour que l'on puisse imputer ce fait.

Mais au-dessous de ce degré, les difficultés apparaissent ; et la question délicate est de déterminer le minimum des conditions à exiger chez l'auteur d'un fait pour qu'il ait à répondre de ce fait.

Ce que l'on peut constater, c'est que si ce minimum varie suivant le domaine que l'on a en vue, les conditions générales de l'élément moral du fait de responsabilité seront toujours, dans l'opinion commune, sensiblement les mêmes. Ces conditions peuvent se résumer ainsi : liberté et raison.

Pour être responsable d'un fait, à quelque point de vue que l'on se place, l'auteur de ce fait doit agir librement, et il doit posséder une raison suffisante pour comprendre la portée de ses actes. Voilà le principe traditionnel.

Seulement, le degré de raison ou de liberté exigé variera. Il sera moins élevé en droit civil qu'en droit pénal. Un acte, bien qu'impliquant à la fois l'élément matériel d'un délit pénal et celui d'un délit civil, pourra n'entraîner à la charge de son auteur que les sanctions du droit civil, parce que l'appropriation du fait, suffisante pour fonder la responsabilité civile, ne le sera pas pour entraîner la responsabilité pénale. C'est ainsi, par exemple, que la contrainte morale subie par l'agent laissera généralement subsister la première, tandis qu'elle sera considérée comme devant mettre obstacle à la seconde. On pourrait établir une opposition semblable entre le droit pénal et la morale.

En résumé, l'imputabilité n'est pas une ; et cela suffit déjà à justifier l'étude spécialisée que nous en entreprenons en matière civile.

Nous venons de constater simplement un fait. Quelle en est la raison d'être ? En d'autres termes, comment s'expliquer que l'élément moral du fait constitutif de la responsabilité ne soit pas invariablement le même dans les différents domaines où l'on envisage celle-ci. Nous nous bornerons sur ce point à formuler les observations

qui suivent, observations que nos développements ultérieurs préciseront.

Dans chaque domaine, la responsabilité a, nous l'avons vu, un objet spécial ; mais, de plus, elle poursuit un but bien distinct. Les sanctions de la morale ont leur fin en elles-mêmes : elles donnent satisfaction à un intérêt moral. Les sanctions du droit, au contraire, ont un but nettement pratique. Il est assez facile de se rendre compte pourquoi la loi inflige une peine à l'auteur d'un crime ou d'un délit ; et pourquoi elle oblige l'auteur d'un dommage à indemniser la victime de ce dommage. Le but poursuivi est, dans le premier cas, la satisfaction d'un intérêt social ; dans le second cas, il consiste dans celle d'un intérêt purement privé.

Or n'apparaît-il pas que les conditions à exiger chez l'auteur d'un acte pour qu'une sanction lui soit appliquée efficacement, c'est-à-dire pour que l'intérêt visé puisse être satisfait, doivent être influencées par la nature de cet intérêt ?

Les considérations tirées de la destination de la sanction qu'il s'agit d'appliquer, permettent seules d'expliquer que la question de l'imputabilité ne soit pas résolue d'une manière identique en morale, en droit pénal et en droit civil. Il est impossible de ne pas accorder un rôle à ces considérations purement utilitaires ; mais on peut se demander quelle doit être l'étendue de ce rôle. Et ce

sont les difficultés que soulève ce point en droit civil qui feront l'objet principal du présent ouvrage.

Dans la conception traditionnelle que nous aurons tout d'abord à exposer, les sanctions du droit sont destinées, avant tout, à réprimer une faute morale de l'agent. Les conditions de la responsabilité en ce qui concerne l'agent, sont alors les mêmes que celles de la responsabilité morale. Les considérations dont nous venons de parler n'interviennent alors qu'à un titre secondaire, et surtout en droit pénal, pour restreindre l'application de la peine.

C'est le point de vue que reflètent, en droit pénal, la théorie dite classique et les théories qui en sont dérivées ; en droit civil, la théorie traditionnelle de la faute.

Nous verrons ce qu'il faut penser de ces théories et surtout de la dernière. Celle-ci a été, ces dernières années, vivement combattue. L'introduction d'idées nouvelles relativement au fondement de la responsabilité civile, a donné carrière à des questions qui, auparavant, ne pouvaient pas logiquement se poser ; on s'est demandé notamment, si l'insensé, le jeune enfant et d'une manière générale, les personnes privées de raison, ne devaient pas être soumises à la réparation des dommages qu'elles causent injustement. L'équité semble exiger qu'elles soient tenues de cette obligation au moins dans une certaine mesure : cette solution se trouve d'ailleurs consacrée par quelques codes étrangers.

Certains auteurs, il est vrai, répugnent à appeler res-

ponsabilité, l'obligation mise ainsi à la charge des personnes privées de raison ; de même qu'ils ne peuvent se résigner à leur *imputer* même civilement un fait.

Nous verrons plus loin ce qu'il faut penser de ces scrupules ; mais avant d'aborder cette étude, nous devons faire observer qu'en traitant « de l'Imputabilité en matière de responsabilité civile » nous nous proposons de déterminer avec l'initiative la plus grande, et dussions-nous aboutir à un résultat incompatible avec la notion traditionnelle d'imputabilité, les conditions à exiger chez un individu pour que celui-ci soit tenu de réparer le dommage qu'il a causé injustement à autrui.

L'étymologie du mot permet de le comprendre avec ce sens large ; et nous ne voyons pas d'inconvénients à l'employer puisque nous venons d'indiquer la portée que nous entendons lui attribuer.

PREMIÈRE PARTIE

LES SOLUTIONS ACTUELLES

TITRE PREMIER

CHAPITRE UNIQUE

LA QUESTION DE L'IMPUTABILITÉ EN DROIT.

SECTION I. — Généralités.

Lorsqu'un acte considéré en lui-même présente les caractères d'une infraction sanctionnée par la loi (1), la question se pose de savoir, s'il y a lieu d'en déclarer l'auteur responsable, c'est-à-dire de lui appliquer la sanction prévue.

(1) En droit criminel, les diverses infractions qui donnent lieu à la responsabilité sont nécessairement déterminées par les textes mêmes du Code pénal qui les sanctionnent.

L'article 1382 du Code civil, au contraire, n'a que la valeur d'une sanction : il en résulte bien que nous devons réparer les dommages que nous causons par notre « faute » à autrui ; mais des difficultés considérables s'élèvent relativement à la détermination des caractères de la faute.

Il peut arriver, en effet, qu'en raison de considérations spéciales à l'agent ou des circonstances qui ont accompagné son fait, celui-ci, bien que commis en violation du droit, ne soit pas érigé en délit (1) : on dit alors qu'il n'est pas imputable ou encore que l'élément moral de l'infraction fait défaut. Toutefois il n'en est ainsi qu'exceptionnellement ; et l'on peut poser en principe que normalement, nos actes doivent nous être imputés.

Nous nous plaçons, bien entendu, uniquement au point de vue juridique, car la justification d'une telle proposition serait assez difficile en morale. Dans ce domaine largement ouvert aux considérations métaphysiques, les idées les plus opposées peuvent se donner carrière ; et les questions relatives à l'étendue et à l'existence même de la responsabilité seront résolues de manières très différentes suivant que l'on optera pour le Fatalisme qui nie la liberté de l'homme, pour le Déterminisme qui la restreint ou pour le Spiritualisme qui l'exagère.

En droit, au contraire, toute question d'ordre métaphysique doit délibérément être écartée (2). Ayant à poursuivre un but nettement pratique, qu'il s'agisse de réprimer certaines actions jugées contraires à l'ordre public ou de régler des conflits d'intérêts purement privés, le

(1) Nous entendons le mot délit dans un sens très général et comme désignant tout fait illicite engendrant la responsabilité.

(2) Contre l'intervention des idées métaphysiques dans le domaine juridique, voir : relativement au droit pénal, Blondel, *L'action*, Paris, 1893, p. 270 ; relativement au droit civil, Teisseire, *Théorie générale du fondement de la responsabilité*, thèse Aix, 1901, p. 48.

législateur n'a pas à se demander si l'homme est susceptible de responsabilité : il l'admet comme une idée indiscutable, car il ne peut édicter des lois qu'à cette condition. De par sa nature, une loi doit être observée par tous : cela n'implique-t-il pas en règle générale, la possibilité de déclarer passible des sanctions qu'elle comporte, quelque y a contrevenu ?

Il faut donc considérer comme une sorte de postulat cette idée que la liberté dont nous jouissons ordinairement est suffisante pour que l'on nous impute juridiquement nos actions.

Mais cette liberté est dans certains cas considérablement réduite et même complètement anéantie : l'agent peut se trouver, au moment de son acte, dans un état mental tel qu'il ne soit pas en possession de son libre arbitre et être privé de tout discernement par la folie, l'ivresse, le développement de certaines passions, etc. ; ou bien certaines circonstances extraordinaires le déterminent à agir, en quelque sorte, contre sa volonté : et alors la question se pose de savoir si, en présence de ces diverses restrictions subies par sa volonté, l'agent doit pénalement ou civilement répondre de son fait.

Quelle est la nature de ce problème ?

Si celui-ci est étranger à la métaphysique, on ne peut nier qu'il se rattache par un côté à la philosophie, car il comportera la détermination du degré à partir duquel l'appropriation d'un fait par une personne permet d'attribuer psychologiquement celui-là à celle-ci ; n'est-il pas

évident que ce minimum d'appropriation fixe une limite en dehors de laquelle la question d'imputabilité juridique cesse de se poser et qu'il importe de connaître cette limite avec exactitude ?

Enfin ce problème a un caractère nettement juridique : nous entendons par là que sa solution est fonction des données spéciales à la branche du droit dans laquelle on l'envisage : on ne pourrait guère s'expliquer, s'il en était autrement, que les conditions d'existence de l'élément moral de l'infraction ne soient pas identiques en droit pénal et en droit civil. Mais ce que nous croyons devoir ajouter, c'est que ce caractère juridique est dominant, et il y a lieu de regretter, à notre avis, que trop souvent les considérations d'ordre philosophique et moral tiennent la place prépondérante dans les discussions relatives à la question qui nous occupe.

Dans le domaine du droit pénal, on peut concevoir qu'elles soient appelées à jouer un rôle assez important, encore que, selon nous, elles dussent être reléguées au second plan. Sans doute, il paraît assez naturel de justifier l'irresponsabilité du fou, de l'enfant, et en général de ceux qui n'ont pas agi librement, par cette idée qu'il serait injuste d'infliger une peine à des personnes qui ne sont pas condamnables moralement ; mais cette justification doit certainement subir le sort d'une doctrine aujourd'hui abandonnée (1) dont elle n'est d'ailleurs que

(1) Cette doctrine, dite doctrine classique, a eu pour représen-

la conséquence, et d'après laquelle la peine était considérée comme une satisfaction donnée à la loi morale et le droit pénal comme une dépendance de la morale.

D'après les tendances qui prévalent actuellement, soit qu'elles se déclarent franchement utilitaires, soit qu'elles réalisent ce que l'on peut appeler un utilitarisme atténué, le droit pénal punit, non parce qu'il a été péché « *quia peccatum* », mais pour qu'il ne soit plus péché *ne* « *peccetur* ». Nous ne pouvons mieux faire, pour résumer ces tendances, que de citer ces lignes de M. Landry, qui est partisan d'un utilitarisme intégral : « On édicte des peines dans l'espoir que la menace de ces peines empêchera, sinon tous les membres de la société, du moins beaucoup d'entre eux, de délinquer. Ces mêmes peines, lorsqu'on les inflige, ont une double vertu, l'une d'exemplarité, et l'autre que, pour la distinguer de la première, on dira d'intimidation. Elle détourne du crime des gens qui y tomberaient sans les condamnations auxquelles le crime expose, et elle aura aussi cet effet, quelquefois du moins, de corriger le coupable en lui faisant sentir d'une manière plus vive à quoi l'on s'expose lorsqu'on transgresse les lois » (1).

tants : Kant (*Principes métaphysiques du droit*), Leibniz (*Théodicée*), mais ses origines sont anciennes, puisqu'elle se trouve défendue dans le *Gorgias* de Platon. Il n'y a plus personne aujourd'hui pour l'accepter sous sa forme primitive, mais le point de vue qu'elle reflète joue encore un rôle important dans la détermination et l'application des peines. — V. *infra*, p. 15.

Pour l'exposé et la réfutation de cette doctrine, v. Landry, *La responsabilité pénale*, p. 17 à 41.

(1) Landry, *op. cit.*, p. 111.

D'autre part, la peine en elle-même est mauvaise. Elle ne doit être établie et appliquée que si elle peut être utile, c'est-à-dire si elle est susceptible d'avoir les effets que nous venons de lui voir attribuer : exemplarité à l'égard des tiers, intimidation à l'égard du délinquant (1).

Et en ce qui concerne la question de l'imputabilité, il ne s'agit pas de savoir, dans le cas incriminé, si moralement l'auteur de l'infraction mérite d'être puni mais si sa punition sera « plus utile considérée tant au point de vue de l'influence intimidante qu'elle exerce sur le délinquant lui-même, qu'au point de vue de l'influence exemplaire qu'elle exercera sur les autres hommes, qu'elle ne sera mauvaise d'autre part, tant par elle-même que par la dépense qu'elle causera à la société » (2).

Pourquoi, dans ces conditions, faut-il déclarer irresponsables pénalement les personnes privées de raison ? Parce qu'une peine ne posséderait à leur égard aucune vertu d'intimidation, et qu'il n'y a pas de danger considérable au point de vue de l'exemplarité, à soustraire à la répression une catégorie d'individus dans laquelle celui qui serait tenté de délinquer ne pourra se ranger à sa volonté (3).

(1) La peine de mort ne possède que la vertu d'exemplarité, mais elle constitue en outre une mesure d'élimination.

(2) Landry, *op. cit.*, p. 151.

(3) Le danger existe néanmoins : la crainte de la peine chez certains individus peut être diminuée par cette idée qu'il est possible d'éviter la condamnation en simulant la folie.

Pourquoi n'y a-t-il pas lieu de punir les actes commis en état de nécessité comme, par exemple, l'acte de celui qui, dans un naufrage, aurait sacrifié la vie de son compagnon pour sauver la sienne (1) ? Parce qu'il est évident que ce n'est pas la menace de quelques années de prison, voire même d'une peine capitale, qui empêchera un individu placé dans une telle situation, d'accomplir un acte qui a pour résultat de lui éviter une mort certaine en ne l'exposant qu'à une condamnation à échéance lointaine et d'ailleurs problématique (2).

Tel est du moins ce qui nous paraît résulter, relativement à l'explication et à l'interprétation des articles 64 et suivants du Code pénal, du point de vue strictement utilitaire.

En fait, toutefois, il n'est pas contestable qu'il est à peu près impossible de ne pas tenir compte de la valeur purement morale de l'acte incriminé, non seulement pour la mesure, mais aussi pour l'admission même de la culpabilité pénale. Il faut peut-être voir là une survivance de la doctrine classique (3), survivance qui s'explique par le désir que nous avons naturellement de voir régner sur terre une justice parfaite d'après laquelle chacun serait

(1) V. *infra*, p. 22, note 1.

(2) Sur les diverses justifications que l'on a données de cette solution, voy. Garçon, *Code pénal annoté*, sous l'article 64, n° 108 et suiv.

(3) Dans l'opinion populaire, cette doctrine est demeurée toute puissante. La peine est toujours considérée comme étant destinée à faire expier une faute morale, et rien n'en témoigne mieux que certains verdicts rendus par les jurys, en matière criminelle.

traité suivant son mérite ou son démerite ; quoi qu'il en soit, force nous est de reconnaître, qu'en ce qui concerne la détermination des conditions de l'imputabilité pénale, la prise en considération d'idées d'ordre moral est, sinon désirable (1), du moins pratiquement inévitable.

En droit civil, l'objet de la responsabilité consistant dans le règlement d'intérêts pécuniaires, il semble que les idées dont nous venons de nous expliquer l'influence en droit criminel, devraient être hors de cause. Cependant il n'en est pas ainsi. Le fait d'où naît l'obligation de réparer les dommages a été, dans une doctrine demeurée longtemps incontestée, considéré comme impliquant, au même titre que le délit pénal, une certaine culpabilité de l'agent ; et il en résulte que l'on s'est placé, à peu près au même point de vue pour établir les conditions d'existence de l'élément moral du délit en droit civil et en droit pénal. La doctrine traditionnelle de la faute à laquelle nous faisons allusion est depuis une trentaine d'années sérieusement battue en brèche ; mais comme c'est à elle que se rattachent logiquement les solutions données généralement encore aujourd'hui aux questions que nous devons traiter, il nous faudra consacrer à la critique qui en a été faite, une partie de nos explications.

(1) Voir un exposé de la Terza Scuola dans Landry, *op. cit.* : « Doit-on faire des concessions à l'opinion vulgaire ? »

Si grand que soit le rôle accordé aux idées générales d'ordre moral dans les discussions qui nous occupent, il ne peut exclure la prise en considération des données particulières à la branche du droit que l'on envisage spécialement. Aussi la solution donnée à la question de l'imputabilité varie-t-elle, dans certains cas, du droit pénal au droit civil (1). Il nous suffira pour le moment d'indiquer le sens de cette variation en rappelant qu'il est reconnu d'une manière unanime, que pour les mêmes personnes et dans les mêmes circonstances, l'irresponsabilité civile doit être admise plus difficilement que l'irresponsabilité pénale (2).

Les divers événements qui, au point de vue pénal, entraînent l'irresponsabilité, n'ont donc pas nécessairement le même effet au point de vue civil ; mais la détermination de ces événements permet d'établir limitativement les cas où se pose la question que nous avons à résoudre.

Un résumé de la théorie de l'imputabilité du droit pénal, qui a sur celle du droit civil la supériorité de s'ap-

(1) La signification que nous attribuons à ce verbe a besoin d'être précisée. En disant que la solution « varie », nous entendons qu'elle est positive dans un domaine et négative dans l'autre. L'imputabilité n'est pas susceptible de plus ou de moins. Elle existe ou elle n'existe pas.

(2) Il faut supposer qu'un fait présente en lui-même les caractères d'un délit pénal et ceux d'un délit civil.

L'agent, tout en étant soustrait à l'application de la peine, pourra néanmoins se voir condamner à des dommages-intérêts. — V. un arrêt de la Cour de Rouen du 17 mars 1874 (D. 74.2.190) ; un arrêt de la Cour de cassation du 31 mai 1892 (S. 92.1.292).

puyer sur des textes formels et d'avoir été élucidée à fond, nous paraît donc devoir précéder utilement l'étude de notre sujet proprement dit, tant au point de vue de la connaissance complète des difficultés qu'il comporte, que de la recherche du plan à suivre dans l'examen de celles-ci.

SECTION II. — La théorie du droit pénal et la question de l'imputabilité civile.

§ 1. — Examen des articles 64 et 66 du Code pénal.

Pour les raisons données au début de ce chapitre, l'homme normal, agissant dans des conditions normales, doit répondre juridiquement de ses actes, proposition qui peut encore s'énoncer de la manière suivante : l'imputabilité est la règle, l'état de non-imputabilité l'exception.

Le problème que nous formulons d'autre part se ramène donc en définitive à la recherche des faits exceptionnels qui mettent obstacle à la naissance de la responsabilité.

En droit criminel, il est, comme nous venons de le dire, résolu par des textes formels : les articles 64 et 66 du Code pénal.

De l'examen de ces deux articles et des commentaires auxquels ils ont donné lieu, il résulte que les cas d'irres-

ponsabilité pénale se divisent en deux catégories. Il y a lieu de distinguer en effet :

1° *Ceux qui sont fondés sur des considérations relatives à la personne même de l'agent* : celui-ci est soustrait à la répression, soit parce que ses facultés mentales ne sont pas suffisamment développées (c'est le cas du jeune enfant) ; soit parce qu'au moment de son acte, elles se sont, pour une cause quelconque, trouvées amoindries : et comme le défaut de discernement exclut toute faute morale, on peut dire que cette catégorie concerne les personnes moralement irresponsables.

2° *Ceux qui résultent des circonstances qui ont accompagné l'acte incriminé* : on dit alors que l'agent n'a pas agi librement (1).

Nous allons énumérer les cas d'irresponsabilité pénale en tenant compte de cette distinction.

1° *De l'irresponsabilité pénale des personnes privées de raison ou moralement irresponsables.*

Il faut ranger dans cette catégorie la démence et le défaut d'âge de l'agent.

a) *La démence* (art. 64, C. pén., 1^{er} al.). Ce terme est

(1) On range couramment parmi les causes privatives de liberté non seulement celles que nous comprenons dans cette deuxième catégorie, mais aussi la démence. Jusqu'à présent nous nous sommes conformé dans le langage à cette manière de voir. Cependant nous croyons qu'il est préférable de réserver cette dénomination aux forces extérieures qui agissent sur l'agent. V. Teisseire, *op. cit.*, p. 22.

entendu de la façon la plus large par la doctrine et la jurisprudence et s'applique aux formes les plus diverses de l'aliénation mentale.

Lorsque l'agent, ayant perdu, soit d'une manière permanente, soit momentanément, l'usage de la raison, commet une infraction à la loi pénale, celle-ci n'est pas punissable. D'après l'article 64, la démence doit être établie au moment de l'action, mais en fait, on considère les manifestations de folie antérieures ou postérieures à l'acte incriminé comme étant des présomptions sérieuses en faveur de l'innocence du délinquant (1).

b) *Le défaut d'âge de l'agent* (art. 66, C. pén., modifié par la loi du 12 avril 1906). — Il y a une période de l'enfance pendant laquelle il est certain que le discernement fait défaut (2). Mais jusqu'à quel âge cette période s'étend-elle ? En d'autres termes, à partir de quel âge les actes de l'enfant méritent-ils d'être examinés ? Le Code pénal est muet à cet égard : il a avec raison laissé cette question à l'appréciation des magistrats. Certains enfants ont l'usage de la raison plus tôt que d'autres : il y aura donc lieu

(1) Sur le sens à attribuer au terme démence, V. Garçon, *Code pénal annoté* sous l'article 64.

(2) Rossi dit à ce sujet : « Il est entre le jour de la naissance et l'âge de seize ans un point où la présomption d'innocence s'affaiblit assez pour que l'acte individuel mérite d'être examiné, mais avant d'attendre ce point la présomption d'innocence est tellement forte qu'elle doit dominer sans partage et ne pas admettre d'examen. »

Rossi fixe à neuf ans l'âge à partir duquel les actes de l'enfant méritent un examen au point de vue criminel. Rossi, *Traité de droit pénal*, t. II, p. 156.

d'examiner dans chaque espèce si l'intelligence de l'agent est assez développée pour que l'on puisse le poursuivre. Il résulte seulement de l'article 66 du Code pénal que si le délinquant a moins de dix-huit ans, la question de discernement se pose spécialement.

*2° De l'irresponsabilité pénale résultant des circonstances
qui ont accompagné l'acte.*

« Il n'y a ni crime ni délit... lorsque le prévenu a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister » (art. 64, *in fine*).

Il semblerait que l'article 64 exige que la volonté de l'agent soit complètement annihilée, et que son fait soit déterminé physiquement ; mais cet article est interprété de la manière la plus large. On distingue :

a) *La contrainte physique*. — Celui qui se trouve contraint physiquement est privé de toute liberté : ce n'est plus qu'un instrument mû par une force extérieure. On peut dire de lui : *Non agit, sed agitur*. Il faut remarquer que cette contrainte peut provenir soit d'un individu, soit d'une force naturelle. Exemples : quelqu'un en me tenant la main me force à faire un faux. — Je suis jeté par un naufrage sur les côtes d'un pays d'où je suis banni. Dans ces deux cas, l'imputabilité disparaît (1).

(1) Garçon, *loc. cit.* : « Il y a contrainte physique lorsque l'agent a été matériellement forcé d'accomplir ou a été matériellement dans l'impossibilité d'éviter un acte illicite par un événement provenant d'une cause étrangère auquel il n'a pu résister. L'agent dont la volonté disparaît est alors justifié par la force majeure. »

b) *La contrainte morale.* — La contrainte morale consiste dans l'oppression du libre arbitre par la menace d'un danger imminent, danger résultant soit de la volonté de l'homme, soit d'un fait indépendant de cette volonté, elle n'agit que sur le moral en laissant à l'agent la liberté physique de ne pas commettre l'acte prohibé : on dit alors que celui-ci a été accompli en état de nécessité.

L'exemple classique de l'état de nécessité est celui de la planche de salut, cité par Cicéron (1). La nécessité entraîne-t-elle l'irresponsabilité pénale ? Peu de questions ont donné lieu à autant de controverses que celle-là ; mais l'opinion est depuis longtemps fixée dans le sens de l'affirmative (2).

(1) Dans un naufrage, un des naufragés peut-il s'emparer de vive force de la planche de salut que tient son compagnon plus faible que lui ? Cicéron, *de Republica*.

On peut concevoir l'état de nécessité comme résultant d'un danger menaçant non seulement la vie, mais la fortune ou une partie considérable de la fortune de l'agent ; de même que celui-ci peut s'y soustraire par un acte présentant soit les caractères objectifs d'un crime (exemple cité ci-dessus), soit ceux d'un délit (exemple : un individu vole un pain pour ne pas mourir de faim). Mais dans aucun cas le mal commis ne peut être hors de proportion avec celui sous la menace duquel l'agent s'est trouvé. Il est évident que celui qui tue-rait quelqu'un pour éviter la perte d'un bien, même de grande valeur, n'agirait pas en état de nécessité. Il faut en outre, pour que l'agent puisse invoquer la nécessité, qu'il n'ait pas eu pour échapper au danger d'autre moyen que l'acte délictueux. Sur les nombreuses difficultés auxquelles donne lieu la question, V. Garçon, *loc. cit.*, sous l'article 64.

(2) La morale, au contraire, ne considère pas la nécessité comme un cas de justification, car ses dispositions doivent être observées au prix des plus grands sacrifices.

§ 2. — Délimitation du sujet. Position de la question.

En énumérant les cas où un fait cesse d'être imputable pénalement, nous n'avons eu pour objectif que de fixer les points qui devront retenir notre attention en droit civil : aussi avons-nous banni de notre exposé, toutes les controverses qui, en droit criminel, s'élèvent à l'occasion de chacun d'eux, controverses sans doute très intéressantes, mais dont l'examen n'aurait eu qu'une médiocre utilité pour notre sujet.

L'essentiel était que notre énumération fût complète (1) et qu'en outre, elle ne comprît aucun élément étranger à ce qui doit former l'objet de notre étude. Il nous fallait,

(1) En droit pénal, presque tous les délits sont intentionnels, c'est-à-dire qu'ils impliquent l'intention criminelle : c'est ce qui fait que l'on classe quelquefois l'absence d'intention parmi les cas de non-imputabilité. Nous estimons qu'une telle classification est vicieuse. L'imputabilité n'est que l'ensemble des conditions de la « punissabilité » de l'individu considéré en lui-même. Or, la preuve que l'intention n'est pas une de ces conditions, c'est qu'il y a des délits non intentionnels. L'intention n'est donc qu'une manière d'être du délit.

« La raison, la liberté sont des facultés de l'âme... l'intention n'est qu'un fait. Il ne s'agit donc plus de l'état moral de l'agent, il s'agit du fait en lui-même. La question est moins de savoir quelles sont en nous les conditions de l'imputabilité par rapport à nos actes que de savoir les actes qui peuvent ou non, mériter une peine publique » (Ortolan, *Principes du droit pénal*, t. I, p. 251). Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, nous n'aurons pas, en droit civil, à nous occuper de l'intention, comme condition d'existence de l'élément moral du délit, puisque la question de savoir si un fait dommageable a ou n'a pas été commis avec intention de nuire est indifférente à la question de réparation.

d'une part, déterminer aussi soigneusement que possible la portée et les applications des articles 64 et 66 du Code pénal ; et, d'autre part, borner notre examen à ces textes seuls. C'est pourquoi nous avons laissé de côté deux hypothèses qui se rapprochent singulièrement de la dernière de celles que nous venons de considérer : nous voulons parler du cas où l'auteur de l'acte a agi sur l'ordre de la loi et après commandement de l'autorité légitime (art. 327, C. pén.) et de celui où il a agi en état de légitime défense (art. 328, C. pén.).

La légitime défense et l'ordre de la loi ont le même effet que les événements énumérés au paragraphe précédent. Comme eux, ils font disparaître la culpabilité de l'agent, et ce qui semble encore autoriser à assimiler les unes aux autres ces diverses situations, c'est que pour indiquer cet effet, les articles 327 et 328 emploient identiquement la même formule que l'article 64. Cependant il importe d'établir une distinction très nette entre les causes de non-culpabilité résultant de ces différents textes.

L'irresponsabilité fondée sur les articles 327 ou 328 est, pourrait-on dire, plus radicale que celle qui dérive de l'article 64. Un fait ne peut constituer un délit que s'il est commis en violation de la loi ; or, celui qui agit en état de légitime défense ou sur l'ordre de la loi, avait le droit ou était dans l'obligation d'accomplir l'acte : il ne peut naître à sa charge ni responsabilité pénale, ni responsabilité civile.

Tout autre est la situation dans les hypothèses que nous avons étudiées précédemment : l'état de nécessité, par exemple, ne rend pas licite l'acte accompli par l'agent : aussi l'irresponsabilité dont bénéficie ce dernier est-elle toute relative. Soustrait aux sanctions du droit pénal, l'auteur d'un tel acte n'en restera pas moins susceptible d'encourir celles du droit civil.

La distinction entre les divers cas d'irresponsabilité pénale a été faite très nettement en ces termes (1) : « La culpabilité n'existe qu'en cas de réponse affirmative aux deux questions suivantes : ce fait est-il moralement imputable à l'agent ? Celui-ci avait-il le droit de le commettre. Il faut en effet distinguer dans la culpabilité deux chefs, comme il faut distinguer dans les circonstances qui l'excluent les causes de non-culpabilité et les faits justificatifs... ces deux choses sont quelquefois confondues sous le nom générique de causes de justification. On les divise alors en deux catégories : il y aurait les causes de justification subjectives qui feraient disparaître la culpabilité en exemptant l'agent de toute responsabilité ; il y aurait les causes de justification objectives qui détruiraient la criminalité de l'acte au point de vue matériel. »

Il y a lieu d'établir une distinction semblable en matière de responsabilité civile.

(1) Garraud, *Traité théorique et pratique de droit pénal français*, t. I, p. 311.

Les causes objectives de justification, ce sont celles dont peut se prévaloir l'auteur d'un acte dommageable qui aurait commis cet acte dans la plénitude de son droit. Seuls les dommages causés injustement font naître l'obligation à la réparation civile ; il n'y a ni délit ni quasi-délit civils lorsque l'agent a lésé autrui par l'exercice d'un droit. Ici, comme en matière de répression, il est exact de dire que l'élément légal de l'infraction fait défaut. Sur la question de savoir si un dommage est ou non illicite, de grandes difficultés s'élèvent parfois, et celles-ci font l'objet d'une partie importante des discussions relatives au fondement de la responsabilité civile (1). En principe, de telles discussions doivent rester étrangères à cet ouvrage ; et ce n'est que d'une manière accidentelle que nous aurons à nous occuper dans certains cas (2) du problème souvent compliqué de la détermination du droit de l'agent par rapport à celui de la victime du dommage.

L'objet de cette étude est la recherche des causes subjectives de justification : nous supposons que l'agent a commis un acte dommageable en dehors de tout droit ; mais qu'il a accompli cet acte dans des conditions telles qu'au point de vue criminel, il serait déclaré non coupable en vertu des articles 64 ou 66 du Code pénal :

(1) C'est à elles que se rattache la théorie de l'abus du droit. V. *infra*, p. 110 et suiv.

(2) V. *infra*, p. 132.

considérant successivement les divers événements qui, par application de ces textes, ont pour résultat d'exclure la culpabilité pénale, nous aurons alors à rechercher quel est l'effet de chacun d'eux relativement à l'existence de la responsabilité purement pécuniaire de l'agent.

TITRE II

LA QUESTION DE L'IMPUTABILITÉ CIVILE

Il n'existe dans le Code civil aucun texte qui puisse fournir une indication vraiment certaine pour la solution des difficultés que comporte notre sujet : la théorie de l'imputabilité civile est donc l'œuvre exclusive de la doctrine et de la jurisprudence. C'est cette œuvre qu'il nous faut maintenant exposer et apprécier.

Cette théorie, telle qu'elle existe actuellement en France, présente de nombreuses lacunes. Beaucoup de points, relatifs notamment aux dommages causés en état de nécessité, n'ont pas été élucidés, ou l'ont été d'une manière insuffisante.

En Allemagne, au contraire, les questions que nous étudions, ont donné lieu à d'intéressantes controverses, et elles ont fait l'objet de multiples dispositions du nouveau Code civil. Procédant du même point de vue que les solutions généralement admises en France, ces dispositions offrent ceci de remarquable, qu'elles ont été dans une large mesure inspirées par des considérations d'équité. Aussi nous paraissent-elles mériter d'être brièvement commentées à la suite de l'exposé des solutions du droit français.

Le plan que nous devons suivre dans nos explications se déduit des observations que nous avons faites dans le titre premier.

Nous considérerons successivement :

1^o Les actes dommageables commis par des personnes anormales ;

2^o Les actes dommageables accomplis dans certaines circonstances exceptionnelles.

De là, la division de ce titre en deux chapitres qui seront subdivisés eux-mêmes en trois sections, dont la première sera consacrée aux généralités, la seconde aux solutions pratiques du droit français, et la troisième, à l'examen des particularités intéressantes du droit allemand.

CHAPITRE PREMIER

LES PERSONNES ANORMALES AU POINT DE VUE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE.

Une personne « anormale », c'est celle qui momentanément ou d'une manière permanente, n'a pas l'usage de la raison : c'est le jeune enfant, le fou, l'individu atteint de troubles mentaux, etc. Nous désignons ces diverses personnes sous une même rubrique, parce qu'elles ont pour caractère commun d'être privées de discernement, et qu'au point de vue qui nous concerne, c'est là le seul fait qui puisse leur créer une situation particulière. Quant aux difficultés que soulève l'application aux diverses catégories de personnes anormales, du principe généralement admis, elles seront étudiées dans la section II.

SECTION I. — Généralités.

Les personnes anormales sont-elles responsables civilement du dommage qu'elles causent injustement à autrui ?

Un auteur dont l'opinion sur ce point représente assez

bien celle de la majorité de la doctrine, pose et résout cette question dans les termes suivants (1) :

« Le défaut d'intention et de liberté peut être tel que tout délit disparaît; celui qui n'a pas son libre arbitre et la conscience de ses actes, le fou n'est pas responsable de ses actes (C. pén., art. 64), mais en est-il de même en ce qui concerne la responsabilité purement pécuniaire ou civile. La réparation du dommage que le fou aura pu causer pourra-t-elle être poursuivie sur ses biens personnels? La même question se pose à l'égard du mineur qui n'a pas l'âge de discernement. Mais où avons-nous trouvé le principe de la responsabilité même purement civile? Dans une faute, dans un acte coupable imputable à son auteur. La raison philosophique aussi bien que le texte philosophique le disent assez haut.. Ainsi le fou, l'insensé, l'enfant qui n'a pas encore de discernement seront affranchis de tout recours même sur leurs biens. »

L'irresponsabilité des personnes anormales est considérée généralement comme une conséquence nécessaire de l'idée de faute. La faute, c'est-à-dire le fait d'où dérive l'obligation à la réparation civile, impliquant de la part de son auteur une négligence ou une imprudence coupables, négligence ou imprudence qu'il aurait été possible d'éviter avec un peu de réflexion, il s'ensuit que les déments et les enfants, qui ne sont pas capables de réflexion, ne peuvent commettre de faute et qu'ils doivent échapper par suite à toute responsabilité.

(1) Sourdat, *De la responsabilité civile*, n° 16.

Telle est l'idée traditionnellement admise. Issue du droit romain, reproduite par Pothier (1), elle se retrouve, sous une forme à peu près invariable, chez la plupart des auteurs modernes (2).

Quant à la jurisprudence, elle est, d'une manière quasi-unanime, fixée dans le même sens (3).

Nous nous bornerons à citer un arrêt de la Cour de Lyon, du 22 février 1871 (4), s'exprimant ainsi :

(1) Pothier, *Obligations*, n° 119 : « Il résulte de la définition que nous avons donnée des délits et des quasi-délits qu'il n'y a que les personnes qui ont l'usage de la raison qui en seront capables, car celles qui ne l'ont pas tels que les enfants et les insensés, ne sont capables ni de malignité, ni d'imprudence. C'est pourquoi, si un enfant ou un fou fait quelque chose qui cause tort à quelqu'un, il ne résulte aucune obligation de la part de cet enfant ou de ce fou, car ce n'est ni un délit ni un quasi-délit puisqu'il ne renferme ni imprudence ni malignité dont ces deux sortes de personnes ne sont pas capables. »

(2) V. Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, t. IV, §§ 444 et 446 ; Delvincourt, *Cours de droit civil*, t. III, p. 682, art. 1383 ; Demolombe, *Cours de droit Napoléon*, t. XXXI, n° 485 et suiv. ; Larombière, *Théorie et pratique des obligations*, art. 1382, n°s 20-21 ; Marcadé, *Explication théorique et pratique du Code civil*, t. V, art. 1382 ; Iuc, *Commentaire théorique et pratique de droit civil*, t. VIII, n° 407 ; Willem, *Essai sur la responsabilité*, *Revue de droit, de législation et de jurisprudence*, 1895, I, 49 ; Rivière, *De l'imputabilité civile*, *Rev. crit.*, 1846 ; Labbé, *De la démence au point de vue de la responsabilité*, *Rev. crit.*, 1870, t. 37 ; Deschamps, *Le dol et la fraude des incapables*, thèse Paris, 1889, n° 12.

(3) Il n'y a qu'un arrêt dissident. V. *infra*, p. 80.

(4) D. 72.2.133. — Cf. un arrêt de la Cour de cassation du 14 mai 1866, D. 67.1.297 ; un arrêt du 21 octobre 1901, S. 1902.1.32 ; un jugement du tribunal civil de Nancy du 27 août 1883, *Gaz. Pal.*, 1883, 4^e p., p. 151. Les décisions consacrant l'irresponsabilité civile du fou abondent ; en ce qui concerne celle du jeune enfant, nous n'avons pas pu en trouver. Cela tient à ce que ses parents étant civilement responsables de son fait, la question de l'imputabilité civile n'a guère à son égard qu'un intérêt théorique.

« Attendu, en droit, que si, d'après l'article 1382, tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui qui l'a commis à le réparer, ce n'est qu'autant qu'il y a faute de sa part ; que par l'expression faute, la loi suppose évidemment un fait accompli avec discernement ; qu'un insensé, n'ayant pas conscience de ses actes, ne saurait être responsable, même civilement, des actes par lui accomplis pendant l'état de démence. »

.

L'irresponsabilité des personnes anormales est-elle vraiment inconciliable avec l'idée de faute ? En d'autres termes, les caractères de la faute, c'est-à-dire du fait générateur de responsabilité, sont-ils tels que le fou, l'enfant ne puissent accomplir un acte présentant ces caractères ? C'est là une question que nous examinerons plus loin, et il est évident que nous ne pourrions la traiter qu'en prenant parti dans les discussions sur le fondement de la responsabilité. Mais le problème de l'imputabilité civile ne se confond pas avec celui de la faute ; et il nous faut maintenant exposer comment il a pu être envisagé et résolu, indépendamment de toute considération relative à la nature du délit ou du quasi-délit.

« Un acte de folie n'est pas une faute, cela est certain, mais n'est-ce pas un fait de la personne, fait dont cette personne doit souffrir plutôt qu'un tiers ? » s'est demandé M. Labbé (1) qui a répondu à cette question de la ma-

(1) Labbé, *loc. cit.*

nière suivante : « Non, le fait dont la folie est le principe n'est pas imputable à la personne qui l'accomplit. « Il ne doit pas être mis au compte de cette personne. Il ne dérive pas de l'usage ou de l'abus que cette personne fait de sa liberté. Le fou cède à une force à laquelle il ne peut résister... L'acte de destruction accompli par un fou est pour lui-même comme pour les autres un cas fortuit ou un événement de force majeure. »

Ainsi, il faudrait admettre : 1° que le fait du fou ne peut constituer une faute ; 2° qu'il n'est même pas un fait imputable.

Mais quel intérêt présente en droit la justification de cette dernière proposition ?

Pour l'apercevoir, il faut considérer, en dehors du domaine de la responsabilité délictuelle, certains cas où nous avons à répondre non seulement de notre faute, mais encore de notre simple fait, indépendamment de toute imprudence ou négligence de notre part.

Tel est le cas prévu par l'article 1042 du Code civil : « Le legs sera caduc si la chose a totalement péri pendant la vie du testateur. Il en sera de même si elle a péri depuis sa mort sans le *fait* et la faute de l'héritier... »

Tel est enfin le cas plus général prévu par l'article 1245 : « Le débiteur d'un corps certain et déterminé est libéré par la remise en l'état où il se trouve lors de la livraison, pourvu que les détériorations qui y sont survenues ne viennent point de son *fait* ou de sa faute... (1). »

(1) Voici des exemples donnés par M. Labbé de cas où notre res-

Et alors la question de savoir si le fait du fou doit ou non être considéré comme « son fait » présente un grand intérêt.

Dans un accès de folie, Primus, débiteur d'un corps certain, détériore celui-ci ; ou bien, il détruit la chose qui constituait l'objet d'un legs mis à sa charge. Cet acte de Primus n'est pas une faute, du moins dans le sens attribué à ce mot par l'opinion dominante ; mais n'est-ce pas un fait pouvant être mis au compte de celui qui, matériellement, l'a accompli, dont celui-ci par conséquent doit supporter les conséquences plutôt que le créancier ou le légataire (art. 1245 ou 1042) ?

Nous venons de voir comment M. Labbé a résolu cette question. Pour lui, le fait accompli en état de démence est étranger à la personne de celui dont il émane physi-

ponsabilité naîtra de notre simple fait.

1° « Un héritier trouve parmi les biens héréditaires une chose mobilière corporelle qui avait été prêtée à son auteur sans que le prêt eût été constaté par aucun écrit en la possession de ce dernier. Il est dans l'erreur, croyant que la chose appartient au défunt. Il en dispose. Son erreur a été inévitable. Peut-on dire qu'il ait été en faute. Non. Toutefois l'acte de disposition par lui accompli est un fait volontaire, c'est-à-dire exécuté en état de liberté et de raison, un fait imputable, un fait qu'il n'est pas injuste de mettre à son compte » (art. 1245).

2° « Un héritier ignore l'existence d'un legs contenu dans un codicille que toutes les recherches faites après la mort du testateur n'ont point fait découvrir. Il dispose de l'objet légué : c'est une chose mobilière dont le tiers acquéreur de bonne foi retiendra la possession en vertu de l'article 2279 du Code Napoléon ; ou il dénature, il spécifie cette chose. Cette hypothèse est analogue à la précédente. »

quement : c'est un cas fortuit ou un événement de force majeure, ce qui exclut dans tous les cas toute possibilité de demander des dommages-intérêts à l'agent (art. 1148, C. civ.) (1).

Nous nous bornons pour le moment à rapporter cette opinion sans la discuter : mais il y a lieu de constater dès maintenant, que l'irresponsabilité civile des personnes privées de raison y est considérée comme résultant non seulement de l'attribution de certains caractères au fait constitutif de la faute, mais encore et avant tout, de cette idée que les actes de ces personnes ne leur sont pas imputables en tant que simples faits. Et c'est en conformité avec cette dernière idée, que certains des adversaires les plus résolus de la conception traditionnelle de la faute ont pu admettre le principe des solutions qui vont être exposées ci-après (2).

(1) On tire de cette idée la conséquence suivante : L'assuré contre l'incendie est en droit de réclamer à la Compagnie d'assurances l'indemnité prévue, si dans un accès d'aliénation mentale, il a mis le feu à l'immeuble assuré. Labbé, *loc. cit.*

(2) V. Teisseire, thèse précitée. L'auteur, répudiant complètement la théorie traditionnelle relative au fondement de la responsabilité et donnant pour base à l'obligation de réparer les dommages, non la faute mais le simple fait, n'en déclare pas moins les personnes privées de raison irresponsables.

SECTION II. — Solutions pratiques admises
en droit français.

La mise en pratique du principe d'après lequel le manque de raison est une cause d'irresponsabilité, n'est pas sans donner lieu à de sérieuses difficultés.

La privation des facultés intellectuelles existe à des degrés variables et se présente sous des formes diverses. Toutes les atteintes subies par la raison de l'agent n'ont pas pour effet d'entraîner l'irresponsabilité de celui-ci. Il s'agit donc de rechercher d'une manière générale à quelles conditions, en droit civil, le défaut de discernement est considéré comme un cas de non-imputabilité.

Ces conditions sont, comme nous le disons d'autre part, assez différentes de celles qui sont exigées en droit pénal ; et dans bien des cas, l'agent, tout en étant déclaré non punissable pour avoir accompli son acte sans discernement, pourra cependant être considéré comme possédant une raison suffisante pour en répondre civilement (1).

Nous allons formuler brièvement les quelques règles que l'on peut dégager des solutions admises en doctrine

(1) On établit, à ce point de vue, entre le droit pénal et le droit civil, la différence suivante que nous trouvons un peu artificielle : ce qui en droit pénal entraînerait l'irresponsabilité, ce serait l'inaptitude à distinguer le bien du mal, tandis qu'en droit civil, ce serait l'impossibilité de prévoir les suites dommageables du fait.

et en jurisprudence relativement : 1° aux personnes en état de démence ; 2° aux enfants.

1° *La démence*. — La démence est, en droit civil comme en droit criminel, un cas de justification. Toutefois ce terme ne nous paraît pas devoir être entendu ici avec le sens très large qui lui est attribué dans l'article 64 du Code pénal. C'est ainsi qu'il a été jugé que certaines maladies mentales, telles que la monomanie, qui en droit pénal excluent la culpabilité de l'agent, ne mettent pas obstacle à l'existence de la responsabilité civile (1). On peut poser en principe que pour être excusé civilement, l'agent doit avoir été dans l'impossibilité absolue de comprendre la portée de son acte (2). La surexcitation ou la passion ne seront jamais des causes de justification.

Enfin, la démence doit exister au moment même de l'acte dommageable. Celui qui se trouve habituellement en état de démence doit répondre de son fait s'il a agi dans un intervalle lucide. Par contre, l'homme qui, normalement sain d'esprit, cause un dommage dans un accès d'aliénation mentale, n'a pas à le réparer. Il en résulte que l'interdiction n'a en elle-même aucune influence sur l'existence de la responsabilité délictuelle. Les interdits ne sont protégés qu'au point de vue purement contrac-

(1) Paris, 6 juillet 1844, P. 44.1.93, P. chr. — Sur l'influence en matière de responsabilité civile de l'aliénation mentale sous ses diverses formes, V. Rivièrè, *op. cit.*

(2) Trib. Pau, 30 juin 1898, *La Loi*, 27 juillet 1898.

tuel, et si leur faiblesse d'esprit rend ces personnes incapables à traiter elles-mêmes avec les tiers, elle ne les dispense pas de réparer le dommage qu'elles causent à autrui par leurs délits ou leurs quasi-délits civils (1).

Enfin, une idée admise unanimement et dont les conséquences sont très importantes, c'est celle d'après laquelle l'état d'aliénation mentale ne sera pas une excuse si le fait dommageable peut se rattacher à une faute antérieure de l'agent. La principale application de cette idée se réfère aux actes commis en état d'ivresse. L'ivresse, dont l'admission parmi les cas de non-imputabilité pénale est assez douteuse, laisse, d'une manière certaine, subsister la responsabilité civile, à moins, bien entendu, qu'elle n'ait été provoquée par des tiers (2). Mais il semble que l'on accorde à l'idée dont il est question une plus grande portée, en admettant que la démence, d'une manière générale, ne sera pas une cause de justification si elle peut être considérée comme la suite des excès de toutes sortes commis antérieurement par l'agent (3).

2° *L'enfance*. — De la combinaison du principe de l'irresponsabilité civile des personnes privées de discernement avec l'article 1310 du Code civil qui dispose que « le mineur n'est point restituable contre les obligations

(1) Demolombe, *op. cit.*, t. XXI, n° 492.

(2) Demolombe, *op. cit.*, t. XXXI, n° 491 ; Rivière, *loc. cit.*

(3) Voir la note sous un arrêt de la Cour de cassation (Chambre des requêtes) du 14 mai 1866, S. 66.4.237.

naissant de son délit ou de son quasi-délit », il résulte que l'enfant, dès qu'il a atteint l'âge de raison, doit répondre civilement de son fait. Mais le point délicat, c'est justement de déterminer l'âge à partir duquel le mineur jouit d'une raison suffisante pour être soumis à la réparation des dommages causés par lui.

L'intérêt de la question paraît plutôt théorique que pratique. Le tiers, victime d'un dommage causé par un enfant, aura généralement un recours contre d'autres personnes que l'auteur direct du dommage : il poursuivra, soit les parents du mineur, soit l'instituteur ou l'artisan, sous la surveillance duquel l'enfant se trouve (art. 1384, C. civ.).

Mais ce tiers ne possédera pas toujours un pareil recours. Il se peut qu'aucune des personnes de l'article 1384 n'ait à répondre du fait de l'enfant (1). Et alors la ques-

(1) Cela arrive lorsque l'enfant est orphelin de père et de mère. Le tuteur ne figure pas au nombre des personnes civilement responsables de l'article 1384 (V. Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, p. 303). L'enfant, sans être orphelin, peut être confié à des personnes que l'on ne peut déclarer responsables de son fait en vertu de l'article 1384. Et alors le tiers n'a de recours ni contre les parents puisque l'enfant n'habite pas avec eux, ni contre ces personnes, celles-ci fussent-elles les grands-parents, puisqu'en raison de l'interprétation stricte qu'il doit recevoir, l'article 1384 ne leur est pas applicable. Bien entendu, si le tuteur ou les autres personnes à la garde desquelles l'enfant est confié, ne sont pas responsables en vertu de l'article 1384, ils n'en doivent pas moins répondre de l'acte de l'enfant si le dommage causé par ce dernier peut se rattacher à une faute de leur part : faute qui serait à établir dans les conditions du droit commun. Même si l'enfant mineur habite avec ses parents, même s'il se trouve sous la surveillance d'un institu-

tion de la responsabilité personnelle de celui-ci présente un intérêt pratique. Cette question n'est résolue par aucun texte : de l'article 1310, résulte seulement pour le mineur la possibilité de s'obliger par son délit ou son quasi-délit. L'âge à partir duquel l'enfant possède une raison suffisante, pour qu'on lui impute civilement ses actes, n'est pas déterminé, et il ne pouvait guère l'être, cet âge étant très variable suivant les individus (1). Aussi les tribunaux ont-ils à apprécier en fait, quand l'auteur du dommage est un mineur, s'il a agi avec assez de discernement pour pouvoir en répondre (2).

.....
 Nous venons d'examiner les solutions admises en ma-

teur ou d'un artisan, ces personnes peuvent échapper à l'obligation de réparer les dommages causés par cet enfant, puisque la présomption de faute établie par l'article 1384 n'est pas irréfragable. Enfin ces personnes peuvent être insolvables : si l'enfant possède des biens personnels, la victime du dommage a intérêt à le poursuivre directement. Dans tous ces cas la question de la responsabilité personnelle du mineur présente un intérêt pratique.

(1) Pothier, *Obligations*, n° 119 : « On ne peut pas précisément définir l'âge auquel les hommes ont l'usage de la raison et sont par conséquent capables de malignité, les uns l'ayant plus tôt que les autres. Cela doit s'apprécier d'après les circonstances. »

(2) En droit français les tribunaux jouissent du plus grand pouvoir d'appréciation puisqu'il n'existe dans le Code civil aucun texte réglementant la capacité délictuelle de l'enfant. Il y a lieu de noter que quelques jugements ont admis la responsabilité civile dans des cas où l'agent, en raison de son âge, aurait devant la juridiction criminelle bénéficié d'une manière certaine de l'article 64 du Code pénal. V. Nancy, 26 mai 1886, sous Cass., 13 janvier 1890, P. 1891.113. En droit allemand, au contraire, les pouvoirs des juges sont limités par l'article 828 du Code civil (V. *infra*, p. 43).

tière de responsabilité civile relativement aux personnes privées de raison. Il s'agit maintenant, non d'en discuter la valeur théorique, mais de les apprécier en nous plaçant au seul point de vue de l'équité.

Au premier abord, elles semblent donner à celle-ci complète satisfaction : elles ont pour résultat de soustraire des personnes aux suites fâcheuses de faits qui n'impliquent à l'égard de ces personnes aucune culpabilité morale, et comme telles, elles paraissent conformes à la justice la plus élémentaire. Mais cette impression perd beaucoup de sa force, si l'on considère que la charge dont on exonère l'insensé retombe forcément sur quelqu'un. Que l'agent soit, pour cause de démence, déclaré irresponsable du dommage par lui causé, celui-ci n'en subsiste pas moins : et il doit être supporté par une personne à laquelle on ne peut davantage reprocher la moindre faute morale.

Le fait pour la victime d'un dommage injuste, de ne pouvoir en obtenir la réparation, est toujours un résultat regrettable ; mais ce résultat constitue une violation manifeste de l'équité si l'on suppose que l'agent se trouve dans une brillante situation de fortune et que sa victime soit au contraire de condition modeste. Qu'un individu privé de raison (jeune enfant ou dément) vienne par un de ses actes à léser gravement, et même à réduire à la plus grande misère, une personne que l'âge ou la maladie rend incapable de travailler, la victime de cet acte n'en reste pas moins privée, par application du prin-

cipe admis, de tout recours contre l'agent, celui-ci fût-il possesseur d'une très grosse fortune.

L'irresponsabilité de l'enfant ne présente pas, en fait, d'inconvénients graves : nous venons de voir pourquoi. Mais il n'en est pas de même de celle du dément. Légalement, il n'existe en effet aucune personne qui ait à répondre civilement des actes du fou. Le danger qui résulte pour les tiers de l'incapacité délictuelle de celui-ci, ne reçoit donc aucune atténuation.

Certains arrêts ont, il est vrai, reconnu qu'il existait à la charge des père et mère du dément, même majeur, habitant avec eux, un devoir de surveillance, et l'obligation de faire interner leur enfant, si son maintien en liberté constituait un danger pour la société ; qu'il y avait donc lieu de les déclarer civilement responsables de tout dommage pouvant être imputé à l'inobservation de ce devoir et de cette obligation (1).

Mais le recours qui résulte de l'idée contenue dans ces arrêts (2) ne peut, en raison de son caractère excep-

(1) Voir un arrêt de la Cour de Chambéry du 29 octobre 1889, S. 91.2.10 ; et un arrêt de la Cour supérieure de Bruxelles du 3 juillet 1830 (P. chr.). — Cf. l'arrêt de la Cour de cassation du 14 mai 1866 précité, et la note sous cet arrêt.

(2) Cette idée est-elle justifiée ? En se plaçant uniquement au point de vue de l'équité, on ne peut que l'approuver, son admission pourrait avoir pour résultat de rendre certains parents moins insoucians du danger que présente pour les tiers, le maintien en liberté d'un de leurs enfants atteints d'aliénation mentale. Mais il faut reconnaître qu'elle ne trouve aucun appui dans les textes. La loi du 30 juin 1838 sur les aliénés n'impose pas aux parents l'obligation dont parlent les arrêts que nous mentionnons. Sur cette question, V. Labbé, *op. cit.*

tionnel, être considéré comme un remède aux inconvénients que nous venons de signaler.

SECTION III. — Solutions du Code civil allemand.

Le nouveau Code civil de 1900 ayant formellement reconnu à la responsabilité civile le fondement qui lui est généralement attribué en droit français, il en résulte qu'au point de vue qui nous occupe, les solutions du droit allemand se rapprocheront beaucoup de celles qui sont exposées ci-dessus. Les unes et les autres découlent du même principe ; mais tandis qu'en Allemagne, ce principe a, dans ses applications, fait l'objet de dispositions qui, dans une large mesure, ont tenu compte de l'équité, il a dû être appliqué sans aucune restriction par la doctrine et la jurisprudence françaises.

Nous allons commenter succinctement les articles 827, 828 et 829 du Code allemand qui ont trait à la matière.

L'article 827 (1) ne fait que consacrer les solutions auxquelles est parvenue notre jurisprudence, d'une part, en posant le principe de l'irresponsabilité du dément ; d'autre part, en déclarant pleinement responsable celui qui, par l'usage de boissons alcooliques ou choses ana-

(1) V. le Code civil allemand, publié par le Comité de législation étrangère institué près le ministère de la justice, t. II, p. 393 et suiv.

logues, s'est trouvé passagèrement privé de l'usage de la raison.

En ce qui concerne l'enfant, l'article 828 contient une disposition assez remarquable : écartant d'une manière absolue la responsabilité civile jusqu'à l'âge de sept ans, il fixe, à partir de cet âge, une période pendant laquelle la question de l'imputabilité doit donner lieu à un examen spécial (1).

Mais la disposition la plus intéressante se trouve dans l'article 829 qui est ainsi conçu :

« Celui qui, dans un des cas indiqués aux articles 823 à 826, se trouve, par application des articles 827 et 828, n'être pas responsable du dommage causé par lui, n'en doit pas moins, si la réparation du dommage causé ne peut être obtenue d'un tiers chargé de sa surveillance, réparer le dommage dans la mesure où, d'après les cir-

(1) « Quiconque n'a pas accompli sa septième année n'est pas responsable des dommages qu'il a causés à autrui ; quiconque a plus de sept ans sans avoir dix-huit ans n'est pas responsable du dommage qu'il a causé à un autre, lorsqu'au moment de la réalisation du fait dommageable il n'avait pas le discernement nécessaire pour se rendre compte de la responsabilité », *op. cit.*, t. II, p. 393.

Cet article se rapproche de notre article 64 du Code pénal, en ce qu'il établit jusqu'à l'âge de 18 ans une sorte de présomption d'innocence en faveur du délinquant ; mais en outre, il fixe un âge au-dessous duquel les actes de l'enfant cessent de mériter un examen ; la situation qui en résulte nous paraît assez semblable à celle du droit romain qui exemptait de toute responsabilité les impubères se trouvant dans l'*infantia*, et faisait pour les autres, de la question de l'imputabilité, une question d'appréciation (D. *de furtis*, I ; 2, § 19 ; D. *de vi bonis raptis*, I ; 3, § 41. — V. également Girard, *Manuel élémentaire de droit romain*, p. 200, n. 1.

constances, et en particulier d'après la situation respective des parties, l'équité exige un dédommagement et en tant qu'il ne serait pas privé par là des moyens dont il a besoin pour son entretien conformément à sa situation, ainsi que pour l'exécution des devoirs d'entretien qui lui sont imposés. »

Voilà donc une exception importante apportée à l'irresponsabilité civile des personnes anormales et dont l'admission contredit formellement l'idée de faute telle qu'elle est comprise par l'article 823 du Code civil allemand.

Mais est-ce à dire que l'obligation imposée au dément ou à l'enfant par l'article 829, existe en dehors de toute idée de faute ? Nullement. Ce qui donne naissance à cette obligation, ce n'est pas un simple fait, c'est un fait irrégulier, présentant en lui-même un certain caractère d'imprudence ou de négligence et tel qu'il entraînerait la responsabilité de son auteur si celui-ci était un être raisonnable ; c'est donc une faute, mais une faute appréciée objectivement, indépendamment de toute considération relative à l'état mental de l'agent.

Au point de vue pratique, la disposition de l'article 829 remédie d'une manière très heureuse au danger que nous avons signalé dans la section II : grâce à elle, cette hypothèse d'un individu ruiné irrémédiablement par un fou ou un enfant très riches, hypothèse qui, nous l'avons vu, peut se concevoir en droit français, est d'une réalisation impossible en droit allemand. Et cela, sans qu'il soit

donné le moindre prétexte à des sentiments de pitié à l'endroit de la personne privée de raison qui se trouve ainsi soumise à l'obligation de réparer le dommage par elle causé, puisque dans aucun cas cette personne ne peut être privée de ses moyens d'existence, ni des ressources qui lui sont nécessaires pour l'exécution des devoirs qui lui incombent (1).

La situation qui est ainsi faite en matière de responsabilité civile aux personnes anormales nous paraît donc assez satisfaisante. De fait, les solutions que nous proposerons plus tard se rapprocheront beaucoup de celles qui viennent d'être exposées ; et nous pouvons dire qu'avec un point de départ opposé à celui du droit allemand, nous aboutirons à des résultats pratiques très voisins de ceux que consacre l'article 829.

(1) Sa responsabilité n'est d'ailleurs que subsidiaire, c'est-à-dire qu'elle n'existe que si la réparation du dommage ne peut être obtenue d'un tiers chargé de la surveillance de cette personne.

CHAPITRE II

LES ACTES ACCOMPLIS DANS DES CONDITIONS ANORMALES AU POINT DE VUE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE.

SECTION I. — Généralités.

L'objet de ce chapitre est de rechercher comment, en doctrine et en jurisprudence, la question de l'imputabilité civile se trouve résolue dans les différents cas où l'agent serait, en matière criminelle, déclaré non coupable en vertu de l'article 64 du Code pénal, pour avoir été contraint « par une force à laquelle il n'a pu résister ».

La contrainte présente, nous l'avons vu, deux formes bien différentes : physique, elle anéantit complètement la liberté de l'homme ; morale, elle ne fait qu'opprimer le libre arbitre en laissant à l'agent une certaine délibération. Enfin, les hypothèses dans lesquelles l'auteur d'un acte peut se trouver soumis à l'une ou à l'autre de ces contraintes sont extrêmement variées.

Les points sur lesquels doit porter notre examen sont donc nombreux ; et si certains d'entre eux ne donnent pas lieu à de grandes difficultés, il en est d'autres, au contraire, qui sont très délicats et sur la solution desquels il s'élève des doutes.

Commençons par établir ce qui est certain.

Lorsque l'agent subit une contrainte physique irrésistible, il est évident que l'imputabilité disparaît à tous les points de vue : celui qui est jeté sur une personne par un mauvais plaisant ou par une force naturelle, telle qu'un violent coup de vent, ne peut être rendu, ni moralement ni juridiquement responsable du dommage que, par sa chute, il aura causé à cette personne. Ce n'est même pas lui qui a agi physiquement : il n'a été que le jouet d'une « force majeure », c'est-à-dire, d'une force plus grande que celle qu'il a pu lui opposer. La véritable cause du dommage, c'est donc cette force. Si celle-ci est résultée du fait dolosif ou même simplement fautif d'un tiers, la victime du dommage ne sera pas dépourvue de tout recours : il lui sera possible de poursuivre ce tiers. Il y a dans ce cas simple déplacement de l'imputabilité : celle-ci fait défaut à l'égard de l'auteur immédiat ou apparent du dommage, mais elle existe par rapport à une autre personne. Si, au contraire, cette force est naturelle, si elle ne peut se rattacher à aucune volonté humaine, le fait dommageable est réellement, à l'égard de tous, un événement de force majeure, et tout recours manque à celui qui en a été victime.

Souvent, il faut le remarquer, la situation ne se présentera pas aussi nettement que dans l'exemple indiqué ci-dessus : il y aura lieu de rechercher si, par une résistance adroite à la force qui agissait sur lui, celui qui invoque la force majeure n'aurait pas pu éviter le dommage qui est survenu ; ou bien si, par une faute qu'il aurait

antérieurement commise, il n'a pas rendu possible l'action de cette force. Mais ces difficultés ne concernent que l'application du principe et ne touchent en rien à son existence ; nous voulons dire qu'elles s'élèvent relativement à la question de savoir si, dans tel cas particulier, l'agent est fondé à invoquer la contrainte physique, mais qu'elles laissent hors de doute cette idée que la contrainte physique exclut toute responsabilité.

La question est autrement compliquée si, abandonnant l'hypothèse de la contrainte physique, nous considérons le cas où l'auteur de l'acte dommageable a subi une contrainte purement morale. L'état de nécessité est-il une cause d'irresponsabilité civile ?

Il est admis généralement, en France et à l'étranger, que l'état de nécessité laisse subsister la responsabilité civile. Et l'on en donne comme raison, que l'homme contraint moralement agit avec une certaine délibération ; qu'il a la liberté physique de ne pas commettre l'acte délictueux ; et que s'il cause un dommage, c'est qu'il préfère le réparer plutôt que de subir le mal qui le menace dans sa personne ou dans ses biens.

Mais pourquoi se montre-t-on, à l'égard des actes commis en état de nécessité, plus rigoureux en droit civil qu'en droit pénal ? C'est ce qu'il est assez difficile d'expliquer si l'on s'attache à prendre dans tous les cas comme critérium de l'imputabilité, le caractère blâmable de l'acte accompli ; car si les circonstances qui ont accompagné cet acte ont pour effet de lui enlever son caractère d'acte

coupable en matière criminelle, pourquoi laissent-elles subsister ce caractère aux yeux du juge civil ? Question demeurée sans réponse, car on ne peut considérer comme telle cette formule vague qui affirme, sans qu'il en soit justifié autrement, que l'irresponsabilité civile doit être admise plus difficilement que l'irresponsabilité pénale(1).

« On ne conçoit pas, en principe, dit un auteur (2), qu'il soit permis de causer un dommage à autrui pour s'en éviter un à soi-même. » Mais conçoit-on davantage qu'il soit permis de sacrifier la vie d'autrui pour écarter de soi un danger ? Le fou qui tue sans raison un passant, accomplit-il un acte permis ? Il est évident que non : cela n'empêchera pas de considérer l'homicide commis en état de nécessité comme ne devant entraîner aucune sanction pénale ; et l'homicide commis par le fou comme excluant, du moins dans l'opinion générale, la responsabilité à tous les points de vue. Il est donc superflu de dire que le fait qui consiste à causer un dommage à autrui pour s'en éviter un à soi-même est défendu : c'est justement parce qu'il l'est, que la question de l'imputabilité se pose relativement à lui (3).

Renonçons donc pour le moment à savoir pourquoi le principe de la réparation des dommages causés en état de nécessité est et doit être admis, et bornons-nous à en délimiter le domaine d'application.

(1) Rivière, *op. cit.*

(2) Willem, *op. cit.*

(3) V. *suprà*, p. 24 et suiv.

L'expression « état de nécessité » est vague : elle désigne d'une manière générale les circonstances qui accompagnent tout acte commis pour éviter un danger. Si ce danger provient d'une cause étrangère à la victime du dommage, il est assez naturel que celle-ci soit indemnisée du préjudice qui lui a été causé. Mais il n'en est pas de même si l'état de nécessité dans lequel a été commis l'acte dommageable, est dû à une faute de cette personne ; et l'on a pu justement dire, dans ce cas, que l'auteur de cet acte s'est trouvé en état de légitime défense quant aux biens, et l'exempter de toute réparation civile (1).

Il y a donc lieu de distinguer l'acte « nécessaire » proprement dit, qui est commis au préjudice d'une personne qui ne l'a provoqué en aucune façon, et l'acte que, pour le distinguer du précédent, on peut qualifier d'acte de défense personnelle, et qui a son origine dans une faute de celui contre lequel il est dirigé.

Cette distinction étant admise, il semble que l'application du principe que nous avons formulé plus haut n'aurait dû donner lieu à aucune complication. Logiquement, il fallait décider qu'il régirait sans aucune exception tous les actes nécessaires (sens strict), et que seuls resteraient en dehors de son domaine les actes dits de défense per-

(1) Voir Willem, *op. cit.* : « Mais la réparation ne peut se concevoir alors que c'est celui qui subit le dommage qui a donné naissance à la nécessité. Il y a là une espèce de légitime défense quant aux biens. »

sonnelle ; sauf, bien entendu, à résoudre les difficultés s'élevant relativement à la détermination des conditions à exiger pour qu'un fait puisse être considéré comme un « acte de légitime défense quant aux biens ».

Mais l'intervention de l'idée de « faute subjective » allait singulièrement compliquer dans notre droit, la question de l'imputabilité relativement aux dommages causés en état de nécessité : si bien que des solutions, d'ailleurs assez rares, regues par cette question tant en doctrine qu'en jurisprudence, il est difficile de dégager des règles bien précises.

En Allemagne, le triomphe de cette même idée allait donner lieu aux mêmes complications ; il est facile de s'en rendre compte en consultant les travaux préparatoires du nouveau Code. Mais les considérations d'équité pure devaient finalement tenir la première place dans la rédaction définitive des textes. Et les articles 227, 228 et 904 du Code civil allemand, tout en ne réglementant que d'une manière incomplète la matière, contiennent, relativement à celle-ci, des dispositions dont l'examen pourra présenter quelque intérêt.

SECTION II. — Solutions du droit français.

L'exposé de ces solutions comprend deux parties : l'une consacrée à la contrainte physique n'offrira pas de grandes difficultés, l'autre relative aux dommages com-

mis sous l'influence d'une contrainte morale sera plus délicate ; et nous aurons à y étudier, vu le peu de certitude qu'offrent les résultats acquis relativement à ce point, des tendances plutôt que des solutions positives.

§ 1. — La contrainte physique.

La contrainte physique enlève au fait de l'homme tout caractère volontaire : suivant l'expression de Puffendorf, « les membres sont employés à faire quelque chose par un effet de la violence d'une autre personne en qui réside le mouvement » (1)... « D'une autre personne, ou, peut-on ajouter, d'une force naturelle, car il n'y a aucune raison de distinguer au point de vue de la responsabilité de l'agent, les causes de la violence subie par ce dernier.

Celui qui a été, par suite d'un événement indépendant de sa volonté, dans l'impossibilité matérielle d'exécuter une obligation contractuelle, se trouvera justifié par le cas fortuit ou la force majeure (art. 1148, C. civ.). Il en est de même lorsque, sous l'influence d'une force physi-

(1) Puffendorf, *Du droit de la nature et des gens*, t. I, p. 8. Les termes que nous citons expriment bien l'impuissance de la volonté chez l'agent, mais il en découle une notion de la contrainte physique trop étroite. Il y a contrainte physique non seulement lorsque l'agent ne peut éviter un fait positif, mais aussi lorsqu'il se trouve dans l'impossibilité physique d'agir. — Cf. la définition de M. Garçon, *suprà*, p. 21, note 1.

que irrésistible, un individu se trouve être l'auteur d'un fait dommageable en dehors de tout contrat.

Pour être justifié par la contrainte, l'agent doit avoir été dans l'impossibilité absolue d'éviter l'acte, qui lui est reproché : cela suppose que la force sous l'influence de laquelle il s'est trouvé, a été physiquement irrésistible. Il n'est pas nécessaire qu'elle soit considérable : il suffit qu'elle soit plus grande que celle de l'agent.

Mais la contrainte physique ne supprime l'imputabilité civile que si celui qui l'a subie n'a pas été soumis à son action à la suite d'une faute qu'il aurait antérieurement commise. Elle ne constituerait pas un cas de force majeure si elle résultait d'un fait commis par l'agent, fait dont il était possible de prévoir les suites : ou encore, si la force qui a déterminé la contrainte sans être imputable à l'agent a rendu dommageable le fait de ce dernier, alors qu'il était possible avant l'acte, de prévoir l'intervention de cette force (1).

(1) Cf. la définition du cas fortuit et de la force majeure dans Mare, *Essai sur les notions du cas fortuit et de la force majeure*, thèse Paris, 1910. « Le cas fortuit ou de force majeure, s'entend de tout événement imprévisible, non imputable à celui dont la responsabilité est en cause, qui s'impose à lui, paralyse son effort. »

Et plus loin : « L'individu qui s'entendra demander réparation d'un dommage qu'on lui impute prouvera que la cause du préjudice est ailleurs, et qu'il a été l'instrument passif d'une force pour lui invincible, qu'il n'a pas déchaînée et dont il ne s'est servi qu'en se conformant à toutes les prescriptions qui en réglementent l'exercice » ; Demolombe, *loc. cit.* : « Vous avez brûlé des herbes dans votre champ, et le feu que vous avez allumé, poussé par le vent, a porté l'incendie dans les récoltes ou dans les maisons voisines. Etes-vous

§ 2. — La contrainte morale ou état de nécessité.

La contrainte physique est certainement un cas de force majeure, mais ce n'est pas le seul dont puisse se prévaloir l'agent.

Il suffit pour en trouver un autre dont l'existence ne fasse aucun doute, de se reporter à cette définition de l'expression « force majeure » : « Se dit de toute force à laquelle on ne peut résister, soit de fait, soit de droit (1). »

Une force à laquelle on ne peut résister de fait, c'est indiscutablement celle d'où résulte pour l'agent une contrainte physique dans les conditions que nous venons d'indiquer ; et d'après l'opinion généralement admise, et que nous allons avoir à exposer, c'est également celle qui agit sur le moral d'un individu par la menace d'un mal considérable et imminent : opinion qui enlève beaucoup de portée au principe énoncé d'autre part, et d'après lequel l'état de nécessité laisse subsister l'obligation de réparation civile.

responsable du dommage qu'il a causé ? Telle est la question que Paul s'est posée et qu'il a résolue affirmativement (Paul, L. 30, § 3, *ad legem Aquiliam*).

« En soi, sans doute, le fait d'allumer du feu pour brûler des herbes n'est pas une faute ni une imprudence, mais encore faut-il qu'il ne s'y mêle pas quelque imprudence ou négligence qui en fasse une cause légitime de responsabilité.

« La responsabilité sera encourue, si le défendeur a placé son foyer à une trop petite distance de la récolte du voisin ; s'il l'a allumé un jour où le vent très fort devait porter les flammèches de son côté. »

(1) Nouveau Denisart, V^o *Force majeure*, n^o 1.

Une cause certaine de justification que nous avons à citer après le cas de contrainte physique, c'est « une force à laquelle on ne peut résister de droit ». Il faut entendre par là, la décision d'une autorité légitime, décision à laquelle l'agent doit obéir sous peine de se mettre en état de rébellion contre cette autorité et dont l'observation serait d'ailleurs assurée par l'emploi de la force. Cette cause de justification, que l'on désigne sous le nom de fait du prince, peut être comparée à celle qui, en matière criminelle, résulte de l'article 327 du Code pénal, relatif aux actes ordonnés par la loi et commandés par l'autorité légitime (1).

Abandonnons cette hypothèse qui constitue ce que l'on peut appeler un cas de contrainte légale, en prenant le mot « légale » dans un sens très large, et abordons le cas de contrainte morale proprement dite, c'est-à-dire celui où l'agent commet un acte dommageable sous le coup d'un danger qui le menace dans sa personne ou dans ses biens.

Les expressions « contrainte morale » et « état de nécessité », qui sont synonymes, désignent des hypothèses

(1) Le fait du prince est assez souvent invoqué en matière de responsabilité contractuelle. C'est ainsi qu'il a été jugé qu'il fallait considérer comme des cas de force majeure : la décision du ministre de l'intérieur qui interdit la représentation d'une pièce de théâtre (Paris, 29 décembre 1835, Jouslin de la Salle contre Alexandre Dumas) ; la défense formelle de la part d'un maire d'une ville de faire paraître sur la scène un acteur désigné (Toulouse, 28 novembre 1829, L... c. M...) ; *J. Pal.*, *Rép. gén.*, *V^o Force majeure*, n^{os} 11 et 12.

très différentes les unes des autres, comportant des difficultés nombreuses dont la plupart sont restées sans solutions certaines : ayant, par conséquent, à exposer relativement à ces difficultés les tendances de notre droit plutôt que des résultats précis, nous croyons que l'ordre le plus commode à suivre dans nos explications consiste à commencer par les points les moins douteux pour finir par les plus litigieux.

La contrainte morale, à la différence de la contrainte physique, peut exister à des degrés très différents (1). Le simple conseil donné par un ami constitue déjà une sorte de contrainte morale, mais si faible, qu'on ne saurait en tenir compte au point de vue juridique. La crainte révérentielle des ascendants peut être considérée comme une contrainte d'un degré plus élevé mais elle laisse encore à l'agent une grande liberté. L'article 1114 du Code civil l'exclut du nombre des vices du consentement pouvant entraîner la nullité d'un contrat ; à plus forte raison ne doit-on lui attribuer aucune influence en matière de responsabilité.

La contrainte n'est susceptible d'être prise en considération, en droit, que lorsqu'elle se manifeste avec les caractères définis par l'article 1112 du Code civil, c'est-à-dire « lorsqu'elle est de nature à faire impression sur une

(1) Il n'y a, en effet, contrainte physique que si la volonté de l'agent est complètement supprimée : la contrainte morale, au contraire, ne suppose que l'amointrissement à un degré quelconque de cette volonté.

personne raisonnable et qu'elle peut lui inspirer la crainte d'exposer sa personne à un mal considérable et présent ». C'est à cette condition qu'elle entraîne l'irresponsabilité au point de vue criminel, car c'est à l'article 1112 du Code civil que les commentateurs du Code pénal se réfèrent généralement lorsqu'il s'agit de définir la contrainte dont parle l'article 64. C'est donc avec ces caractères que nous devons la comprendre dans les explications qui vont suivre.

Dans tous les cas de contrainte morale, l'acte commis ne cesse pas d'être volontaire : c'est un acte que l'agent préfère accomplir plutôt que de s'exposer à un danger. Si cependant la contrainte résultait de violences exercées contre une personne pour lui faire exécuter le fait incriminé, celui-ci pourrait se rattacher à la volonté de l'auteur de ces violences plutôt qu'à celle de l'agent. Comme dans le cas de contrainte physique (1), celui-ci ne serait guère qu'un instrument. Le véritable responsable du fait serait donc celui qui a usé de violences : et l'on peut dire qu'il y aurait, dans ce cas, déplacement de l'imputabilité.

Mais le cas d'une volonté étrangère venant subjuguer celle de l'agent, s'il est assez courant dans la conclusion

(1) Il n'y a d'ailleurs qu'une différence peu appréciable entre ce cas de contrainte morale et celui de contrainte physique. Par exemple, entre l'hypothèse dans laquelle on obligerait une personne à signer un acte en lui tenant la main et celle dans laquelle on arriverait au même résultat en braquant sur cette personne un revolver.

des contrats, ne se présentera guère en matière de réalisation de dommages ; et l'hypothèse vraiment pratique que nous avons à examiner, c'est celle où l'agent a causé un dommage sous l'empire de certaines circonstances, que ces circonstances soient purement fortuites ou qu'elles puissent se rattacher au fait de l'homme. C'est d'ailleurs à cette hypothèse que s'applique spécialement, l'expression « état de nécessité » (1).

Nous avons signalé, relativement aux dommages causés en état de nécessité, un cas dans lequel l'agent doit, d'une manière certaine, être exempté de toute réparation civile ; c'est celui où la victime du dommage a donné naissance à la nécessité. « Il y a là, dit Willem, une espèce de légitime défense quant aux biens (2). »

Cette idée ne saurait faire aucun doute : et elle peut se justifier facilement avec la conception de la faute sub-

(1) En réalité cette expression ne désigne pas seulement le cas où un danger menace l'auteur même du fait ou un des siens. Elle s'applique à toute hypothèse dans laquelle un fait, en lui-même illégitime, a été accompli pour éviter un événement dont les conséquences auraient été beaucoup plus graves que ne le sont celles de ce fait : et lorsqu'un individu commet un pareil fait dans l'intérêt général ou dans l'intérêt d'autrui, on ne peut voir dans ce fait que l'accomplissement d'un devoir. Un dommage causé dans ces conditions ne peut, dans notre droit, entraîner la responsabilité de son auteur, puisque celui-ci suppose une faute et que l'accomplissement d'un devoir ne saurait constituer une faute. Nous étudions d'ailleurs (p. 64) une hypothèse où l'irresponsabilité de l'agent, quoique plus douteuse est admise : c'est celle où il est menacé personnellement d'un danger, d'une telle gravité qu'il se trouve « en état de nécessité absolue ».

(2) V. *suprà*, p. 52, n. 1.

jective : celui qui lèse autrui pour éviter d'être lésé par lui ne commet pas de faute ; mais encore est-il nécessaire de savoir à quelles conditions l'auteur d'un dommage pourra être considéré comme ayant défendu légitimement ses biens.

Il est malaisé, en l'absence de tout texte, de définir ces conditions.

Ce qui est certain, c'est qu'il faut considérer comme légitime tout acte de défense destiné à éviter un dommage plus considérable que celui qui doit résulter de cet acte.

Mais un acte de défense pourra être également légitime, même si le dommage causé est plus important que le dommage évité, lorsqu'il apparaît d'une manière manifeste à l'agent qu'il lui serait impossible en fait d'obtenir la réparation du préjudice qu'il subirait. Ou encore si cet acte constitue le seul moyen de parvenir à l'indemnisation d'un dommage déjà réalisé (1). Ce qui crée ici

(1) C'est ainsi qu'un jugement du tribunal de Trévoux, du 12 mars 1903, a décidé « que celui qui tue un chien ayant détruit des poulets et des dindons, après que le dommage est consommé et dans le seul but de reconnaître le propriétaire de ce chien, agit en état de nécessité ». L'auteur de ce fait a échappé à toute obligation de réparation civile. *Moniteur judiciaire de Lyon*, 5 avril 1903.

Une telle hypothèse rentrerait, en droit allemand, dans le domaine d'application de l'article 230 du Code civil qui légitime les actes accomplis dans un but de justice personnelle.

On peut rapprocher de cette décision, cette disposition du décret du 28 septembre 1791, concernant les biens et usages ruraux et la police rurale (Code rural ou recueil chronologique des décrets de l'Assemblée nationale Constituante qui intéressent plus particu-

l'état de nécessité, ce n'est pas le danger de destruction ou de détérioration qui menace tel bien particulier du patrimoine de l'agent, mais le danger que court l'agent de subir définitivement et sans recours une lésion injuste.

Il est évident que dans ces deux cas, le dommage résultant de l'acte de défense ne pourra être hors de proportion avec la lésion que l'agent veut éviter (1). Cette idée demanderait sans doute à être précisée. Mais puisque nous étudions en ce moment les solutions pratiques du droit, elle n'a pas à l'être ici. Il y a là, en effet, une question qui relève exclusivement de l'appréciation des

lièrement le régime des campagnes, XII).

« Si ce sont des volailles de quelque espèce que ce soit qui causent le dommage, le propriétaire, le détenteur ou le fermier qui l'éprouvera pourra les tuer, mais seulement sur le lieu au moment du dommage. » — Cf. les articles 453, 454 et 441-4° du Code pénal.

(1) Un propriétaire peut-il légitimement causer un dommage à la personne de celui qui menace ses biens ? Peut-il par exemple tirer sur le voleur qui emporte un bien d'une valeur considérable lorsqu'il n'a aucun espoir de recouvrer ce bien par un autre moyen ? Il y a surtout là une question de droit criminel et dont la décision dépend de l'interprétation plus ou moins large donnée aux articles 328 et 329 du Code pénal. Sur la question de savoir si l'article 328 s'applique à la défense de la propriété, V. Garçon, *Code pénal annoté* sous l'article 328, nos 42 et suiv.

Un propriétaire a-t-il le droit de placer dans son parc un détonateur ou un engin destiné à frapper automatiquement toute personne qui tenterait de s'introduire dans le domaine gardé ? (*Bulletin de la Société générale des prisons*, 1905, t. XXIX, p. 1035).

Un arrêt de la Cour de cassation l'a admis (Cass., 25 mars 1902, S. 1903.1.1), mais cette jurisprudence a été justement critiquée. V. la note de M. Lyon-Caen sous cet arrêt, et Garçon, *op. cit.*, sous l'article 329, nos 15 et suiv.

tribunaux et qui, dans l'état actuel du droit, n'a pas reçu de solutions précises (1).

Nous passons maintenant à l'examen de l'hypothèse dans laquelle l'agent s'est trouvé en état de nécessité sans qu'il y ait eu faute de la personne lésée. Il faut donc supposer que le danger sous la menace duquel il a commis l'acte dommageable est provenu soit d'une faute antérieure qui lui est personnelle, soit de la faute d'un tiers, soit de circonstances purement fortuites.

L'agent doit-il réparer ce dommage ?

En général, il est admis que l'état de nécessité ne met pas obstacle à la naissance de la responsabilité civile. L'agent, dans cet état, conserve une liberté relative ; il préfère causer à autrui un dommage plutôt que d'en subir un : rien n'est plus naturel que de l'obliger à indemniser celui à qui, par son acte, il a fait éprouver un préjudice.

Mais une restriction importante apportée à cette idée et lui enlevant beaucoup de sa portée est celle qui consiste à admettre que « la nécessité absolue ne peut jamais donner ouverture à dommages-intérêts » (2).

Que signifie donc cette distinction entre une nécessité « absolue » et une nécessité qui ne posséderait pas ce

(1) D'ailleurs, il ne s'agit pas de savoir ici à quelles conditions un acte de défense est imputable, mais à quelles conditions cet acte cesse d'être licite. Cette question sort donc en réalité de notre sujet, mais comme elle en est très voisine, nous lui consacrerons quelques développements (V. *infra*, p. 137 et suiv.).

(2) Willem, *op. cit.*

caractère ? L'acte nécessaire n'est-il pas un acte que pour éviter un danger, l'agent soit dans l'obligation absolue d'accomplir ? Si cette obligation ne s'impose pas à lui d'une manière absolue, peut-on dire qu'il se trouve en état de nécessité ?

Par l'expression « état de nécessité absolue », on fait donc allusion, non à l'impossibilité d'échapper au danger autrement que par l'acte incriminé, puisqu'à cet égard tous les actes nécessaires le sont d'une manière absolue, mais à la gravité du danger couru par l'agent. Dans tous les cas où l'agent a causé un dommage pour se soustraire à un mal considérable, cette expression d'appliquera ; et il sera alors admis que toute responsabilité fait défaut.

Cette solution nous paraît peu satisfaisante au point de vue de l'équité ; elle aboutit, en effet, à faire supporter à une personne les conséquences d'un acte dont a profité une autre personne, puisque, grâce à lui, celle-ci a pu sauvegarder un bien d'une valeur considérable, tel que la vie ou la santé. Mais l'on doit reconnaître qu'elle s'imposait avec la conception subjective de la faute.

Il n'y a pas de faute là où il y a réalisation d'un fait que la raison commande. Celui qui sauve la vie d'autrui en causant un dommage matériel à un tiers obéit à un devoir ; celui qui sauve sa propre vie au prix du même sacrifice, commet un acte possédant, si on le considère d'un point de vue désintéressé, une valeur intrinsèque aussi grande. Dans les deux cas, et tout intérêt particulier étant mis de côté, l'acte ainsi accompli présente le

même caractère de nécessité inéluctable. Il fallait donc admettre que celui qui lèse autrui dans de telles conditions, agit sous l'empire d'une force majeure et l'exempter de toute responsabilité ; à moins, bien entendu, que l'état de nécessité dans lequel il se trouve, ne provienne d'une faute qu'il aurait antérieurement commise ; auquel cas il ne serait pas justifié par la force majeure, car le dommage causé pourrait se rattacher à cette faute (1).

L'absence de toute faute, et par conséquent la possibilité pour l'agent d'invoquer la force majeure résulterait donc de ce que celui-ci peut justifier son fait par des raisons universellement bonnes. Il en serait ainsi lorsque ce fait a permis d'éviter un mal incomparablement plus grand que celui qui est survenu ; lorsque, par exemple,

(1) Ihering, en parlant des actes commis en état de nécessité, s'exprime ainsi : « Ils ne donnent lieu à aucune responsabilité. Le capitaine du navire qui jette des marchandises à la mer pour sauver le bâtiment et sa cargaison ; le pêcheur qui, pour dégager sa barque, coupe les filets et les amarres dans lesquels il s'est engagé sans sa faute ; le propriétaire qui démolit la maison en feu de son voisin, ne mettent point un *damnum injuria datum* : ils n'ont agi que contraints par la nécessité d'une situation dans laquelle ils se sont trouvés sans leur faute et dont ils peuvent rendre la fatalité seule responsable. » Ihering, *La faute en droit privé*, 1880, p. 50. On peut rapprocher de cette solution, celle qui se trouve consacrée par cette disposition du décret du 28 septembre 1791 précité. « Tout voyageur qui déclora un champ pour se faire un passage dans sa route payera le dommage fait au propriétaire, et de plus, une amende de la valeur de trois journées de travail, à moins que le juge de paix du canton ne décide que le chemin public était impraticable, et alors les dommages et les frais de clôture seront à la charge de la communauté » (Décret du 28 septembre 1791, XLI, *op. cit.*, p. 451). Mais dans cette hypothèse, la victime du dommage causé se trouve indemnisée.

une vie humaine, que ce soit celle de l'agent ou celle d'autrui, a été sauvée au prix d'un dommage purement matériel. Mais il n'en serait plus de même si, pour prévenir un certain dommage, il en avait été causé un d'une importance à peu près égale ; et c'est dans ce sens qu'il faut entendre l'idée rapportée plus haut (1) et d'après laquelle « on ne peut concevoir qu'il soit permis de causer un dommage à autrui pour s'en éviter un à soi-même. »

Tel est ce qui paraît résulter de la conception subjective de la faute ; et il est facile de se rendre compte combien, par l'effet de cette conception, l'application de la règle de la réparation des dommages commis en état de nécessité se trouve restreinte. On admet bien que le mal qui menace l'agent n'enlève pas à l'acte destiné à le prévenir, son caractère volontaire ; que par suite, cet acte pourrait être imputé en tant que simple fait ; mais l'on décide en même temps, que dans la plupart des cas, cet acte ne constituera pas une faute, parce que loin d'être répréhensible, il doit être, au contraire, considéré comme inspiré par le devoir ou par le bon sens, et comme digne par conséquent du « bon père de famille » sur la conduite duquel les partisans de la doctrine dominante ont toujours les yeux fixés pour l'appréciation de la « faute ». Et c'est pourquoi l'état de nécessité, lorsqu'il résultera du mal considérable et présent dont parle l'article 1112 du Code civil sera généralement un cas de non-imputabilité

(1) V. *suprà*, p. 51.

civile (1). L'agent ne sera condamné que si sa conduite est répréhensible.

Solution qui a une apparence d'équité, mais qui, en réalité, sacrifie complètement le droit des tiers : c'est là, à notre avis, une conséquence assez regrettable de la conception subjective de la faute. Nous allons voir que le droit allemand, tout en faisant sienne cette conception, en a, à cet égard, corrigé heureusement l'effet.

SECTION III. — Solutions du Code civil allemand.

Certains textes du Code civil allemand ayant résolu

(1) Nous disons « généralement » et non pas « toujours », car il y a lieu, relativement à l'effet de cette contrainte, de signaler une différence qui doit exister même avec la conception subjective de la faute entre le droit civil et le droit pénal.

En droit pénal, l'état de nécessité entraîne l'irresponsabilité parce que l'appropriation du fait par l'agent n'est pas suffisante pour que, d'après la doctrine utilitaire, il soit utile de punir.

En droit civil, on juge cette appropriation suffisante pour fonder l'obligation à la réparation ; mais cette obligation disparaîtra, lorsque l'acte dommageable cessant d'être blâmable, en égard au résultat heureux qu'il a permis d'obtenir, ne pourra être érigé en faute. Or, dans certains cas où un acte dommageable « nécessaire » constitue une infraction à la loi pénale, il arrive que cet acte considéré d'un point de vue désintéressé ne peut en aucune façon se justifier. Exemple : l'acte de celui qui sacrifie la vie d'autrui pour sauver la sienne, n'est qu'un acte égoïste, et s'il peut être excusé au point de vue pénal, il n'en doit pas être de même en matière de responsabilité civile.

Du moins, cette solution nous paraîtrait-elle assez conforme aux idées exposées ci-dessus. Mais il faut remarquer que les tribunaux appréciateurs souverains du fait constitutif de la force majeure pourront admettre la solution contraire sans que leur décision à cet égard donne ouverture à cassation.

en partie les difficultés que comporte la question des dommages causés en état de nécessité, il convient de rapprocher, des solutions que nous venons de dégager, celles qui résultent de ces textes (1).

Nous allons donc examiner les articles 227, 228 et 904 du Code civil allemand, ayant pour ambition, non de les étudier dans le détail, mais de noter les observations les plus intéressantes auxquelles ils donnent lieu.

Les articles 227 et 228 sont relatifs aux actes que l'on peut qualifier d' « actes de défense personnelle », mais chacun d'eux a un domaine distinct.

L'article 227 a trait à la légitime défense telle qu'elle est définie par le Code pénal, en remarquant que l'article 53 du Code pénal allemand a un domaine d'application beaucoup plus large que celui de notre article 64.

« La légitime défense suppose une atteinte matérielle dirigée contre la vie, le corps, la santé, l'honneur ou les biens de l'auteur de l'acte ou de toute autre personne

(1) Ces textes sont les articles 227, 228 et 904 du Code civil. Il y a lieu de signaler également l'article 229 qui légitime certains actes commis dans un but de justice personnelle. Voy. *suprà*, p. 61, note 1.

En réalité, les seuls textes ayant trait à l'état de nécessité (et par état de nécessité, nous faisons allusion à une situation qui ne légitime pas l'acte commis) sont d'une part l'article 904; d'autre part, et par accident, l'article 228.

Les articles 226 à 230 tranchent la question de la légitimité de certains actes, et non celle de l'imputabilité proprement dite. Mais l'article 227 a un rapport tellement étroit avec les articles 228 et 904 que son étude s'impose. Ayant d'ailleurs été amené à parler de la légitime défense quant aux biens en droit français, il est intéressant de rechercher comment elle est comprise dans le Code civil allemand.

quelle qu'elle soit. » De plus, « il n'y a pas à rechercher l'importance du danger couru ni sa proportion par rapport au mal qui pourra provenir de la légitime défense, dans tous les cas celle-ci se trouve fondée. C'est ainsi qu'au point de vue pénal, si celui qui défend sa propriété donne la mort, ce fait cesse d'être un meurtre punissable (1). »

Pour le reste, les conditions d'existence de la légitime défense sont les mêmes qu'en droit français et peuvent se résumer ainsi : il faut que le danger qui menace l'agent soit actuel, qu'il provienne d'une agression injuste, et que l'acte commis soit le seul moyen possible d'y échapper.

L'article 227 ne fait qu'étendre, en matière civile, le bénéfice de l'irresponsabilité dont jouit l'auteur d'un acte de défense personnelle en matière répressive.

L'article 228 prévoit l'hypothèse où le danger qui menace l'agent vient, non d'une agression injuste de la part d'autrui, mais d'une chose (ou d'un animal) appartenant à autrui. La question qui se pose est alors la suivante : l'agent peut-il légitimement détruire ou détériorer cette chose pour se soustraire au mal dont elle le menace ?

Lorsque le danger qui crée l'état de nécessité ne se rattache pas à une faute initiale de l'agent, aucune difficulté bien apparente ne se présente. L'acte qui consiste à endommager une chose pour l'empêcher d'être malfai-

(1) *Code allemand traduit et annoté* sous l'article 227, t. I, p. 337.

sante ne peut engager la responsabilité de son auteur. L'état de nécessité dans lequel se trouve celui-ci ne vient pas ici de l'agression injuste d'un tiers, mais il est dû à une chose dont un tiers doit répondre. Le propriétaire aurait été responsable de la lésion qui serait résultée pour l'agent, du fait de sa chose ; il serait donc mal fondé à demander la réparation du dommage que l'agent a été obligé de lui causer pour éviter cette lésion (1). Pourvu bien entendu que l'acte de celui-ci ait été absolument nécessaire et que le dommage causé ne soit pas hors de proportion avec le danger, la légitimité de cet acte ne saurait faire aucun doute.

Mais il n'en est pas de même lorsque l'agent a par sa faute provoqué le danger. Est-il rigoureusement exact ici de dire que le danger est causé par la chose ? Non. Il est dû en réalité à une faute de l'auteur de l'acte. Et

(1) L'état de nécessité se rattache ici à la faute présumée de la victime du dommage : celle qui aurait fondé l'action en dommages-intérêts de l'agent si celui-ci avait subi la lésion. Les conditions de la légitime défense quant aux biens, définie, p. 60, se trouvent donc réunies. Il peut arriver, il est vrai, qu'aucune faute n'ait été commise par le propriétaire et que sa chose soit devenue menaçante par suite d'un événement de force majeure. Mais même dans ce cas, il n'est pas injuste de considérer comme des risques attachés au droit de propriété les suites dommageables des actes rendus nécessaires par cette chose. D'ailleurs l'appréciation des conditions de la légitime défense doit se faire indépendamment de toute considération subjective relative à la victime du dommage. L'acte de celui qui repousse l'agression d'un fou en sacrifiant la vie de celui-ci ne cesse pas d'être légitime bien que l'acte du fou ne soit pas un acte coupable. De même celui qui endommage une chose pour éviter un danger dont cette chose le menace, agit dans la plénitude de son droit même si nulle faute subjective n'est imputable au propriétaire.

cette hypothèse doit être rapprochée de celle où une personne est obligée de détruire ou de détériorer une chose pour se soustraire à un mal auquel celle-ci est complètement étrangère ; hypothèse à laquelle s'applique l'article 904. Dans ces deux situations, l'agent se trouve vraiment en état de nécessité dans le sens étroit que nous attachons à cette expression (1).

Relativement aux actes accomplis dans ces conditions, la question de responsabilité, c'est-à-dire de réparation, n'était pas la seule qui se posât en droit allemand. Il s'agissait en outre de savoir si ces actes pouvaient justifier un fait de défense personnelle dans les conditions de l'article 227 ; si par exemple le propriétaire d'un canot avait le droit de repousser par la force celui qui serait venu s'y accrocher pour éviter de se noyer (2). Question qui semble étrange mais qui devait se poser en raison de l'étendue du domaine de la légitime défense du droit allemand. Aucune question ne donna lieu à des discussions plus mouvementées (3). Finalement ce fut la solution la plus conforme à l'équité qui triompha ; et l'on admit que les actes commis en état de nécessité ne pourraient pas être repoussés par le propriétaire des biens menacés (4).

(1) Le fait que ces deux situations sont l'objet de dispositions distinctes et les différences qui en résultent pratiquement, ne peuvent guère s'expliquer que par les travaux préparatoires.

(2) Exemple cité par Merkel (*die Kollision der rechtmässiger Interessen*), I, p. 38.

(3) V. *Code allemand annoté* sous l'article 228, t. I, p. 338.

(4) Il y a lieu à cet égard de signaler une différence importante

Quant à la question de réparation, celle qui nous intéresse directement, sa solution ne soulevait aucune difficulté dans le cas où une personne endommage une chose pour éviter un danger provenant de celle-ci, mais à la suite d'une faute de cette personne. Le dommage causé au propriétaire, se rattachant ici à une faute initiale de l'agent, il est évident que celui-ci doit le supporter : telle est la solution de l'article 228 (*in fine*), dont la disposition à cet égard ne donne lieu à aucune observation (1).

Il en est autrement de l'article 904 qui est ainsi conçu : « Le propriétaire ne peut interdire à autrui l'usage de sa chose si cela est indispensable pour écarter un danger présent incomparablement plus grand que le dommage

entre l'article 228 et l'article 907. L'article 228 s'appliquant aux actes dits de défense personnelle (qu'il y ait eu ou non faute de l'agent) exige que le dommage ne soit pas hors de proportion avec le danger. L'article 904 relatif aux actes destinés à éviter un danger ne venant pas de la chose, exige que le danger menaçant l'agent soit incomparablement plus grand que le dommage.

(1) Il convient cependant de remarquer que l'article 228 déclare non contraires au droit les actes dits de « défense personnelle », qu'il y ait ou non faute initiale de l'agent. Dans le cas où cette faute existe, on se trouverait donc en présence d'un acte non contraire au droit engageant cependant la responsabilité de son auteur. La rédaction de l'article 228 est vicieuse : ses termes s'appliquent à deux catégories d'actes différentes. Les actes de défense n'impliquant pas la faute de l'agent sont vraiment légitimes ; quant à ceux qui sont rendus nécessaires par la faute de l'agent, ils ne peuvent guère être considérés comme légitimes. En les déclarant « non contraires au droit », l'article 228 veut simplement dire qu'ils ne justifient pas de la part du propriétaire, des violences destinées à les repousser. Ce sont donc des actes contraires au droit, mais ne fondant pas la légitime défense de l'article 228.

qui doit en résulter pour lui-même. Il peut se faire indemniser du dommage causé (1). »

Le propriétaire obtiendra donc dans tous les cas la réparation du préjudice qui lui aura été causé ; il n'y aura pas à rechercher s'il y a eu ou non faute de l'agent. La « nécessité absolue » ne sera jamais une cause d'irresponsabilité civile : elle aura seulement pour effet de limiter le droit de défense que le propriétaire tient de l'article 227 (art. 904, 1^{er} alinéa).

En nous plaçant uniquement au point de vue de l'équité et en faisant, pour le moment, abstraction de toute autre considération, nous préférons cette solution à celle que nous avons exposée dans la section II. Considérons en effet dans quelles conditions la question se pose.

Un individu est menacé par un danger considérable qui n'est imputable à aucune volonté humaine. Pour l'éviter, il cause un dommage à la propriété d'autrui. Qui doit supporter ce dommage ?

Que ce soit l'agent ou le propriétaire du bien endommagé, le résultat auquel on aboutit semblera nécessairement injuste, car dans l'un et l'autre cas le poids du dommage sera supporté par une personne qui n'est pas en faute. Il y a là un fait inévitable auquel on doit se résigner.

Cependant, si l'on considère les parties en cause, on

(1) *Op. cit.*, t. II, p. 511.

constate que l'une d'elles a retiré de l'acte un avantage appréciable puisqu'il lui a permis de se soustraire à un danger considérable. N'est-il pas juste qu'elle ait à sa charge les conséquences dommageables de cet acte ? En décider autrement, ce serait déplacer d'une manière purement arbitraire les effets du cas fortuit.

Les dispositions de l'article 904 ne peuvent donc qu'être approuvées ; toutefois il y a dans ce texte une lacune.

S'il est logique de rendre l'agent responsable du dommage qu'il a causé pour éviter un danger qui le menaçait personnellement, il l'est beaucoup moins de le soumettre à l'obligation de réparer celui qu'il a commis pour écarter ce danger d'un tiers ; et c'est vraiment à ce tiers que cette obligation devrait incomber. Mais ni l'article 904, ni les travaux préparatoires ne sont en faveur de cette solution.

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE.

L'exposé qui précède, montre que la théorie française de l'imputabilité est partie intégrante de la théorie traditionnelle de la faute.

En admettant à la base de la responsabilité la faute subjective, c'est-à-dire un fait impliquant de la part de son auteur une certaine culpabilité, notre droit devait logiquement adopter les solutions qui ont été exposées dans la section II des chapitres précédents : solutions

qui, nous l'avons vu, ne sont pas sans mériter de graves reproches au point de vue de l'équité et que le nouveau Code allemand, tout en ayant de la responsabilité la même conception subjective, a amendées en partie.

En présence de cet état de choses, quelle va être notre attitude ?

Nous pourrions nous borner à souhaiter l'introduction dans notre législation de textes analogues à ceux du Code allemand et tempérant les résultats que comporte dans notre matière la théorie traditionnelle de la faute : l'équité y trouverait son compte sans qu'aucune question de principe fût mise en discussion.

Mais nous croyons pouvoir aller plus loin.

Les idées, relativement au fondement de la responsabilité, ont, depuis quarante ans environ, subi une évolution remarquable. La conception romaine de la faute, autrefois toute puissante, a fait place de plus en plus, en doctrine et en jurisprudence, à une conception plus large et répondant mieux aux nécessités actuelles. La responsabilité, de subjective, tend à devenir objective.

Retracer l'évolution qui s'est produite à cet égard, opposer la conception nouvelle à la conception traditionnelle en indiquant les raisons qui doivent faire préférer la première à la seconde, tel sera l'objet de notre deuxième partie. Ici, d'ailleurs, nous pourrions être assez bref : car nous n'aurons, le plus souvent, qu'à nous référer à quelques-uns des nombreux et intéressants ouvra-

ges qui ont été consacrés à la question du fondement de la responsabilité.

Ce travail préliminaire étant terminé, les questions dont nous avons indiqué les solutions d'après la doctrine dominante, se présenteront à nous dégagées de certaines considérations inhérentes à la théorie que nous aurons combattue ; il nous restera alors, dans une troisième partie, qui sera ainsi le pendant de la première, à rechercher comment ces questions doivent être résolues lorsque le point de vue objectif est ainsi substitué au point de vue subjectif.

DEUXIÈME PARTIE

LA CONCEPTION TRADITIONNELLE DE LA FAUTE ET LES IDÉES NOUVELLES

CHAPITRE PREMIER

GÉNÉRALITÉS. — LA CONCEPTION SUBJECTIVE ET LA CONCEPTION OBJECTIVE DE LA RESPONSABILITÉ.

Il nous suffira ici, pour caractériser l'idée traditionnelle de faute, sauf à la définir dans la suite d'une manière plus complète, de dire qu'elle suppose un fait se rattachant à une imprudence ou à une négligence coupables d'une personne déterminée ; fait qui, par conséquent, ne peut être imputé à cette personne que si certaines conditions subjectives se trouvent réunies en celle-ci. Issue du droit romain, développée par les romanistes, cette idée était naguère considérée comme le fondement incontestable de la responsabilité civile.

Pour se rendre compte de sa formation, il faut remonter à Rome jusqu'aux temps reculés où la responsabilité

civile ne se distinguait pas de la responsabilité pénale (1) ; et où celle-ci se manifestait sous la forme d'une « réaction violente contre toute injustice soufferte » (2) quel que fût l'auteur de celle-ci et indépendante par conséquent de toute idée de culpabilité. « C'est contre cette imputabilité pénale indépendante de toute idée de faute personnelle, que la réaction idéaliste rationnelle et spiritualiste s'est faite. On est arrivé avec le progrès des mœurs et de la raison à poser ce principe : pas de peine sans une faute, pas de responsabilité pénale sans culpabilité subjective (3). »

Mais cette formule « pas de responsabilité sans faute » devait continuer de s'appliquer à l'obligation purement pécuniaire de réparer les dommages même lorsque celle-ci se fut dépouillée de tout caractère pénal. Et elle est parvenue jusqu'à nous avec le prestige que lui procurait son origine romaine.

Il convient cependant de noter que cette conception de la responsabilité civile n'est pas sans avoir reçu quelques atteintes dans notre ancien droit. Et il est intéressant, à cet égard, de citer un arrêt du Parlement de Paris du 10 septembre 1683, bien postérieur par conséquent à la renaissance du droit romain, qui en condamnant un insensé

(1) Nous entendons le mot responsabilité dans un sens très compréhensif et comme désignant d'une manière générale l'état de celui qui subit un mal à la suite d'un fait accompli par lui.

(2) V. Ihering, *op. cit.*, p. 10 et 11.

(3) Saleilles, *op. cit.*, p. 57.

à des dommages-intérêts, a admis la responsabilité civile en dehors de toute idée de faute subjective.

Voici les faits tels qu'ils sont rapportés par Merlin (1) : « Un marchand de Paris, convaincu d'avoir de dessein prémédité coupé le nez à sa femme contre laquelle il avait eu des procès, fut condamné par une sentence du Châtelet, au fouet, à un bannissement de neuf ans, à une amende de 200 livres et à 6.000 livres de dommages-intérêts. Il y eut appel de cette sentence ; la famille chercha à établir l'imbécillité de l'accusé. Un premier arrêt ordonna une visite par médecin et une information de vie et de mœurs. Par l'arrêt du 10 septembre 1683, il fut dit que l'insensé serait enfermé à Bicêtre à la charge par sa famille d'y payer cinq cents livres pour sa pension. La sentence du Châtelet fut dès lors infirmée quant aux peines afflictives, mais elle resta dans son entier pour les dommages-intérêts. »

Nous nous trouvons donc en présence de deux conceptions de la responsabilité civile, l'une subjective, d'origine romaine, l'autre purement objective, d'origine coutumière et germanique (2). Mais alors que la première a fait l'objet d'une systématisation intense et a eu une brillante fortune, la seconde n'a été, jusqu'à la fin du siècle dernier, considérée que comme un vestige des temps passés.

Toutefois, il est possible de relever, dans tout le cours

(1) Merlin, *Répertoire*, V^o Blessé, § III, n^o 4.

(2) V. Saleilles, *op. cit.*, n^o 5.

du XIX^e siècle, tant en jurisprudence qu'en doctrine, quelques décisions se rattachant nettement à cette dernière conception.

En jurisprudence, la plus remarquable que nous ayons à signaler, et sur laquelle nous reviendrons, est un arrêt de la Cour d'appel de Montpellier, du 31 mai 1866 (1), qui posant, en règle générale, « que dans l'application des principes de la responsabilité civile, la loi ne tient compte ni de la volonté, ni de l'intention », condamne un insensé à des dommages-intérêts. Cet arrêt est d'ailleurs le seul qui, dans notre jurisprudence moderne, admette le principe de la responsabilité des personnes privées de raison. Mais en dehors de cette hypothèse, l'obligation de réparation civile a été admise par d'assez nombreux arrêts dans des circonstances exclusives de toute faute subjective (2).

En doctrine, il est également possible de trouver, dans la première moitié du XIX^e siècle, quelques manifestations d'une conception purement objective de la responsabilité (3).

(1) Montpellier, 31 mai 1866, S. 66.2.259.

(2) V. sur ces arrêts : Capitant, Les obligations de voisinage, *Revue critique*, 1900, p. 174 et suiv., et notamment p. 177, note 3, et p. 178, note 1 ; Teisseire, thèse précitée, p. 71 ; Corbesco, thèse précitée, p. 87 et suiv. ; Bosc, *Les éléments du délit civil*, thèse Montpellier, 1901.

(3) V. Merlin, *loc. cit.*, et V^o Démence, § 2, n^o 3 ; Carnot, *Commentaire sur le Code pénal*, art. 64, n^o 3 : « Mais au cas même de démence, le dommage causé par le crime ou le délit devrait être réparé, les biens de l'accusé devraient en répondre » ; Legraverend, *Traité de*

Mais cette conception devait s'affirmer et se développer d'une manière remarquable ces quarante dernières années. C'est à partir de 1871, en effet, que l'on peut voir se dessiner, en doctrine et en jurisprudence, le mouvement qui, ayant pour cause les difficultés auxquelles donnait lieu l'application de l'idée de faute subjective en matière d'accidents de travail et d'abord limité à cette matière, devait finalement tendre, dans tout le domaine de la responsabilité civile à la substitution du point de vue objectif au point de vue subjectif.

Ce mouvement ayant été brillamment retracé à plusieurs reprises, il est inutile ici d'en entreprendre à nouveau l'histoire (1). Ce qui importe seulement, c'est d'analyser l'idée nouvelle après avoir défini l'idée traditionnelle de faute, et de mesurer aussi la distance qui sépare la première de la seconde.

législation criminelle, chap. XIII, § 4. « La démence qui garantit un accusé des condamnations pénales n'empêche pas qu'il puisse être condamné à des dommages-intérêts pour la réparation d'un fait qui, sans cette excuse péremptoire, l'aurait exposé à des peines. Ses biens répondent évidemment du dommage dont il est la cause » ; Bélime, *Philosophie du droit*, p. 401.

(1) L'ouvrage de M. Saleilles sur les *Accidents du travail*, en retraçant l'évolution subie par la question, nous indique les origines de ce mouvement ; mais il constitue en outre le premier essai qui ait été fait en France, d'une théorie objective générale de la responsabilité ; et nous aurons à lui faire de nombreux emprunts quand il s'agira pour nous de définir la conception nouvelle.

CHAPITRE II

LA FAUTE SUBJECTIVE (1).

La responsabilité civile n'existe à la charge d'une personne que s'il existe, entre le fait dommageable et cette personne, un certain lien qui permette d'imputer celui-là à celle-ci : cela est évident.

Mais il est nécessaire de développer cette proposition ; plus précisément, d'indiquer la portée qui lui est attribuée dans la doctrine traditionnelle.

L'imputabilité implique dans cette doctrine l'existence d'un lien qui unisse l'agent, non seulement au fait dommageable, mais aux suites de ce fait : la faute consiste « soit à avoir voulu, non seulement le fait qui a été réalisé, mais la conséquence dommageable qui pouvait en résulter et qui, en effet, en est résultée ; soit, si on ne l'a pas voulue faute de l'avoir prévue, à s'être trouvé à même de prévoir cette conséquence et à ne l'avoir pas prévue par suite d'une négligence, d'une inattention qui impli-

(1) Peu d'idées en droit ont donné lieu ces dernières années à autant de discussions et ont fait l'objet d'autant de monographies que celle de la faute. Aussi n'est-il pas dans notre intention de faire ici, à proprement parler, une étude de la faute subjective ; mais, en envisageant le point de vue de l'imputabilité, de souligner la contradiction qui existe entre cette idée et les décisions pratiques que l'on prétend y rattacher.

que une faute personnelle de volonté (2) ». La faute, c'est donc un fait impliquant la culpabilité de son auteur, culpabilité résultant soit de l'intention, auquel cas aucune difficulté ne se présente puisque l'appropriation de ce fait et de ses conséquences est complète ; soit de la négligence que l'agent a mis à ne pas prévoir ces conséquences. Et alors se pose la question suivante : comment cette négligence doit-elle s'apprécier ?

Tiendra-t-on, pour l'appréciation de l'acte incriminé, de la conduite habituelle de l'agent, de son degré d'intelligence ou d'habileté et enfin de l'état d'esprit dans lequel il se trouvait au moment où il a accompli cet acte.

Logiquement, ce serait là une conséquence naturelle de l'idée fondamentale de la doctrine traditionnelle.

Mais cette solution n'a pas été admise, et il n'était guère possible de l'admettre, car elle aurait introduit dans la matière, une incertitude dont le droit civil ne pouvait pas facilement s'accommoder.

La conduite de l'agent est donc appréciée non *in concreto*, mais *in abstracto* c'est-à-dire en prenant comme terme de comparaison la conduite d'un être abstrait personnifiant la prudence et l'habileté et que l'on désigne sous le nom de « bon père de famille ».

Qu'en résulte-t-il ? C'est que dans la plupart des cas, et même dans tous les cas où le dommage résultera, non

(1) Saleilles, *op. cit.*, n° 27.

d'une faute intentionnelle ou d'une faute grossière, laquelle est assimilable au dol, mais d'une faute ordinaire, on en rendra responsable un individu auquel on ne pourra reprocher la moindre faute subjective dans le sens qu'il convient d'accorder à cette expression.

Peut-on, en effet, déclarer coupable un individu qui, ayant pris toutes les précautions dont il est capable pour ne pas causer de dommage, a cependant lésé autrui parce qu'il est de sa nature imprévoyant ou inhabile ?

Peut-on blâmer celui qui, d'ordinaire très prévoyant et très adroit, s'est trouvé au moment de l'acte dommageable, dans un état d'esprit tel qu'il n'a pu prévoir et éviter le dommage que la diligence du bon père de famille aurait prévenu ?

La doctrine traditionnelle déclare l'agent en faute relativement au dommage causé parce qu'avec un peu plus d'attention il ne l'aurait pas commis. Mais nous supposons, dans les hypothèses ci-dessus, que l'agent, de par sa nature, ou momentanément, est incapable de plus d'attention. Admettre sa responsabilité dans ces conditions, n'est-ce pas plutôt condamner la faiblesse ou la défaillance de ses facultés intellectuelles que sanctionner une faute coupable de volonté ?

En réalité, il n'y a guère que deux cas où l'on puisse établir la faute subjective. C'est d'abord lorsque le dommage a été causé intentionnellement ; c'est ensuite lorsque l'agent, sans le vouloir, l'a cependant prévu comme une suite possible de son acte, et que, connaissant les

mesures susceptibles de l'éviter, il a négligé volontairement de prendre ces mesures.

Mais lorsque l'agent, au contraire, n'a pas prévu le dommage, alors qu'il aurait été possible à un homme plus avisé de le prévoir, il a bien, en fait, violé la conduite qu'aurait observée le « bon père de famille » ; cette violation constitue en elle-même un fait anormal, irrégulier, mais à propos duquel on ne peut parler de faute subjective (1). Dans la plupart des décisions qui admettent l'obligation à la réparation civile, ce n'est donc pas cette faute qui se trouve sanctionnée, mais une faute d'imprudence purement objective.

Telle est la contradiction que l'on a justement relevée entre l'idée fondamentale de la doctrine dominante et les faits. Et le résultat du mouvement qui s'est produit contre la faute subjective a été, au point de vue que nous examinons, moins de heurter notre jurisprudence en matière de responsabilité civile, que de trouver l'idée qui doit véritablement la fonder (2).

(1) Cf. Saleilles, *op. cit.*, X : « Ce que l'on établit, c'est un fait matériel qui en soi aurait pu être autrement ; mais démontrer que la volonté qui a présidé à ce fait aurait pu prévoir autre chose que ce qu'elle a prévu, c'est véritablement un problème digne de la quadrature du cercle. » — Cf. également Corbesco, *op. cit.* : « Dire à un individu normal : « avec plus de réflexion et plus de prudence vous n'auriez pas commis cet acte », alors qu'*a priori*, à ce moment donné, cet individu n'était pas capable de plus de réflexion ou de prudence qu'il n'en a déployées, c'est comme si on tenait au dément le langage suivant : « avec de la raison, vous n'auriez pas causé le dommage. »

(2) Les difficultés réelles auxquelles donne lieu la théorie de la doctrine dominante sont relatives à la preuve à fournir d'un lien de

C'est cette idée que nous allons maintenant préciser : cela reviendra pour nous à indiquer les tendances qui se sont manifestées jusqu'à ce jour et à exposer, en même temps que les propositions nouvellement émises, les critiques que certaines d'entre elles nous paraissent mériter.

causalité entre une faute de volonté de l'agent et le dommage réalisé. Il ne suffit pas d'établir que l'agent a violé le devoir du bon père de famille : il faut également prouver que le dommage qui est résulté de son fait se rattache par un lien de causalité à la violation de ce devoir. En matière d'accidents du travail, cette preuve était pour l'ouvrier un fardeau sous lequel il succombait le plus souvent (Saleilles, *op. cit.*, n° 6). De là, le mouvement qui s'est produit, en jurisprudence d'abord, dans la sphère des accidents du travail et qui, en doctrine, devait s'étendre à tout le domaine de la responsabilité, mouvement dont nous allons avoir à rechercher l'aboutissement.

CHAPITRE III

LES IDÉES NOUVELLES SUR LE FONDEMENT DE LA RESPONSABILITÉ.

La notion traditionnelle de la faute étant rejetée comme trop étroite pour fonder la responsabilité civile, il s'agit maintenant de rechercher la base qu'il convient de donner à celle-ci : travail assez difficile, car il nous paraît impossible de ramener à l'unité les diverses opinions qui ont été émises à ce sujet.

Le résultat le plus certain du mouvement dont nous examinons la portée, a été de séparer nettement l'idée de réparation civile de celle de peine, et par suite d'écarter de la première toute idée de culpabilité morale.

En fait, il est indéniable, et le chapitre précédent a eu précisément pour but de le constater, que presque tous les arrêts, en parlant de faute, ne font nullement allusion à une faute subjective de volonté.

En droit, la prise en considération de la culpabilité de l'agent pour l'admission de sa responsabilité pécuniaire, ne peut être attribuée qu'à une confusion entre le point de vue du droit civil et celui du droit pénal : confusion qui s'explique historiquement mais qui aurait dû cesser

du jour où le domaine de l'action civile s'est trouvé distingué du domaine de l'action criminelle (1).

La réparation pécuniaire d'un dommage n'est pas une peine, c'est un risque que l'on met à la charge d'un individu : telle est l'idée nouvelle. Dès lors, il s'agit, en matière de responsabilité civile, non de condamner un coupable, mais d'obliger l'auteur d'un fait à indemniser celui qui a été lésé par ce fait (2). Subordonner cette obligation à la culpabilité de l'agent, ce serait la restreindre aux deux seuls cas où, nous l'avons vu, le dommage peut se rattacher à une faute subjective : au cas où l'agent l'a causé intentionnellement, et à celui, où le prévoyant, il a négligé de prendre les mesures qu'il savait susceptibles de l'éviter. Or c'est là une idée que la doctrine traditionnelle, en appréciant la faute *in abstracto*, a formellement rejetée.

La responsabilité civile se ramène à une répartition des risques. En présence d'un dommage, il s'agit de savoir qui va le supporter. Est-ce celui qui en a été la

(1) V. Saleilles, *op. cit.*, n° 55 et n° 38. — Dans certains arrêts, la confusion dont nous parlons est frappante. — V. notamment un arrêt de la Cour de Nancy du 9 décembre 1876, D. 79.2.47.

« Attendu que la condamnation à des dommages-intérêts constitue une sorte de peine et qu'elle perdrait cet utile caractère si, par son chiffre trop minime, et eu égard à la fortune du condamné, elle devenait illusoire et passait pour ainsi dire sans l'atteindre sur celui qu'elle doit au moins avertir. »

Sur la survivance de l'idée de peine privée en droit contemporain, V. Louis Hugueney, *Rev. crit.*, 1905, p. 406 et 490.

(2) Il s'agit bien entendu d'un fait qui ne constitue pas l'exercice d'un droit.

victime passive, ou celui à l'activité duquel il se rattache ? Aucun doute ne peut s'élever à ce sujet : celui qui a causé un dommage à autrui doit être tenu de le réparer (1).

Mais il nous faut maintenant justifier qu'une telle proposition, loin d'exclure toute idée de faute, implique nécessairement, de la part de l'agent, une faute, non pas bien entendu dans le sens traditionnel du mot, mais une faute que nous appellerions « faute objective », si cette expression ne prêtait à équivoque, et que nous allons essayer de définir. Et cela nous conduit à exposer les principaux points de la théorie nouvelle du risque, et à critiquer certains d'entre eux.

La responsabilité découle d'un fait ayant causé le dommage : telle est la conception qu'il s'agissait de concilier avec les textes. Il fallait avant tout acquérir une notion exacte de ceux-ci et distinguer d'une manière précise le domaine de l'article 1382 de celui de l'article 1383 (2). C'est ce qui a été fait ; et nous allons à cet égard indiquer les conclusions auxquelles est arrivé M. Saleilles (3).

L'auteur montre d'abord que, relativement « aux carac-

(1) Même remarque que note précédente.

(2) Nous nous bornons pour le moment à considérer la responsabilité du fait personnel, en nous réservant de dire plus loin quelques mots sur la responsabilité complexe des articles 1384, 1385 et 1386. Il y a lieu de remarquer que c'est par l'examen de ces derniers qu'il nous faudrait commencer si nous avions à retracer les étapes du mouvement qui s'est produit contre l'idée de faute subjective.

(3) Saleilles, *Accidents du travail*.

lères subjectifs et aux conditions subjectives du fait dommageable fondant le droit à la réparation civile, il n'y a rien dans l'article 1382 qui puisse nous autoriser à construire une théorie juridique quelconque » ; et que le mot *faute* qui s'y trouve renfermé, ne fait que préciser le rapport de causalité existant entre le dommage et l'acte volontaire d'une personne (1). Rien ne permet de supposer que cet article se restreigne au domaine du fait intentionnel. Il vise à la fois le délit et le quasi-délit. Par conséquent on ne peut pas prétendre que l'article 1383 définisse le quasi-délit.

L'article 1383 viserait donc l'abstention volontaire constitutive de dommage, tandis que l'article 1382 viserait le fait positif intentionnel ou non : c'est ce qui semble résulter en effet des termes de l'article 1383 qui oppose le fait à l'imprudence et à la négligence. Mais c'est ce qu'il ne paraît pas possible d'admettre, puisque, en dehors d'une obligation nous astreignant à agir, le fait de ne pas intervenir ne peut constituer une faute dont nous soyons responsables (2).

L'auteur en arrive à cette conclusion, c'est que le Code civil n'a pas défini le quasi-délit ; « que le législateur a entendu s'en remettre sous ce rapport à l'évolution historique elle-même, c'est-à-dire à la conception doctrinale qui était en voie de se constituer historiquement sur la matière..... Que notre devoir est donc de rechercher

(1) V. Saleilles, *op. cit.*, p. 43.

(2) *Op. cit.*, nos 29 et 31.

sur ce point, non pas l'idée exacte que le législateur s'est faite du délit ou du quasi-délit civil, mais l'idée que nous devons nous en faire à la suite des constatations de fait dont la jurisprudence nous fournit le critérium (1). »

Tout d'abord, il importe de déterminer le domaine d'application de l'article 1383. Ce texte ne s'applique pas à la simple abstention, puisque celle-ci n'est pas constitutive de quasi-délit : il vise l'abstention qui se réfère à une cause matérielle de dommage, laquelle rentre dans la sphère d'activité de celui qui s'est abstenu. Pour reprendre l'exemple donné, un individu dispose des pièges sur son terrain, et il néglige d'avertir les tiers du danger. Si quelqu'un s'y laisse prendre, la cause immédiate de l'accident sera bien son fait à lui, mais ce fait n'est devenu dommageable que par l'effet de l'imprudence de celui qui a disposé les pièges, imprudence qui est ainsi la cause seconde du dommage et dont l'auteur devra répondre. L'article 1383 doit donc être considéré comme érigeant en quasi-délit le fait d'imprudence auquel se rattache ainsi indirectement le dommage.

Quant à l'article 1382, il vise le fait positif, cause matérielle et directe du dommage réalisé : par exemple, le fait de celui qui, en courant, renverserait et blesserait une autre personne.

Telle est la distinction très nette qui est faite entre le domaine de l'article 1383 et celui de l'article 1382. Mais

(1) *Op. cit.*, n° 30.

ce qui nous paraît plus contestable, c'est la conséquence que M. Saleilles a prétendu en tirer au point de vue de la preuve qui incombe à la victime du dommage, pour obtenir réparation de ce dernier.

« L'article 1383 nous montre que, pour établir le droit à indemnité, il y a, sous une alternative, deux choses à prouver : ou le fait ou l'imprudence. Le fait, c'est forcément le fait positif, cause première du préjudice : l'individu a été en contact direct avec la personne blessée ou la chose endommagée. L'imprudence, c'est le fait de négligence, cause lointaine et seconde d'où est résulté un dommage pour autrui. Si le fait positif, cause première et directe, est prouvé, tout est prouvé ; et c'est seulement lorsqu'il ne l'est pas, qu'il faut remonter aux causes secondes, donc prouver le fait de négligence (1). »

Ainsi la négligence ou l'imprudence (nous verrons plus loin comment il faut entendre ces termes) ne devraient être prouvées que lorsque le dommage se rattache indirectement à l'activité de l'agent. Dans le cas où celui-ci, au contraire, a été « en contact direct avec la personne blessée ou la chose endommagée », il suffirait d'établir le simple fait. Or, nous estimons que cette distinction ne correspond pas à la réalité, et que la preuve du « simple fait » n'est jamais suffisante pour fonder la responsabilité.

Ce qui donne naissance à l'obligation de réparation

(1) *Acc. du trav.*, n° 33.

civile d'après l'article 1382, c'est, nous dit-on, le fait se révélant extérieurement comme la cause visible, immédiate et certaine de l'accident survenu. Mais la question est précisément de savoir si un fait pourra se révéler comme tel sans constituer objectivement un fait d'imprudence ou de négligence, et par conséquent, si, pour établir le lien de causalité entre le dommage et l'activité d'une personne, la victime de ce dommage n'aura pas à invoquer et à prouver, dans tous les cas, une imprudence, une irrégularité dans la conduite de cette personne.

Nous prétendons qu'une telle preuve incombera toujours à la victime du dommage : et nous allons essayer d'en justifier en raisonnant sur un exemple pratique.

Supposons qu'un piéton soit renversé et blessé par une voiture (1). On se trouve bien en présence, ici, d'un acte positif (le fait de se promener en voiture) qui a mis l'agent (le conducteur de la voiture) en contact direct avec la personne en laquelle le dommage s'est réalisé. Suffira-t-il à cette personne pour pouvoir, en vertu de l'article 1382, se faire indemniser du préjudice qui lui a été causé, d'établir la participation du conducteur de la voiture à ce préjudice ? Si cela était, il serait vrai de dire que la responsabilité de l'article 1382 découle de la preuve du simple fait. Mais il n'en est pas ainsi, et l'on peut facilement s'en rendre compte.

Dans l'hypothèse que nous considérons, le premier cri

(1) En admettant, pour ne pas compliquer les choses, que cette voiture est conduite par son propriétaire même.

du piéton sera naturellement pour imputer l'accident à la voiture, parce qu'il voit en elle la cause du mal dont il souffre. Or cette accusation sera-t-elle toujours justifiée ? Nullement. Tout ce que l'on peut dire, c'est que la voiture a causé le dommage. Mais ce qui nous importe au point de vue de la responsabilité, c'est de savoir à qui l'on doit attribuer, non le dommage, mais l'accident, la rencontre, d'où il est résulté : car autrement, il faudrait déclarer responsable le cocher de la voiture sous les roues de laquelle, un individu, pour se suicider, s'est jeté volontairement.

Ce que l'on peut constater matériellement dans l'accident dont il est question, c'est que deux corps de résistances différentes se sont heurtés ; que l'un d'eux (la voiture), en raison de sa solidité, s'est retiré indemne de ce choc, tandis que l'autre (le piéton), d'une résistance moindre, s'est trouvé endommagé. Dire que la voiture est la cause du dommage ou que le piéton en est la victime, c'est purement et simplement constater l'effet de la différence existant entre la résistance de la voiture et celle du piéton. Mais l'accident lui-même, à qui est-il imputable ? L'est-il au voiturier ou au piéton ? Est-ce le premier qui a écrasé le second, ou le second qui s'est fait écraser par le premier ? Voilà qui sera souvent plus douteux.

La question sera très nette dans deux cas : dans le cas où le cocher a jeté volontairement sa voiture sur le piéton, et dans celui où ce dernier s'est jeté sous la voiture pour se suicider. Dans ces deux hypothèses, le caractère intentionnel du fait le désignera d'une manière certaine

comme la cause de l'accident. Mais, en dehors de ces hypothèses exceptionnelles, comment déterminera-t-on l'auteur vraiment responsable du dommage ? Et pour considérer plus spécialement la situation du piéton demandeur à l'action en dommages-intérêts, à quelles conditions et comment, celui-ci pourra-t-il rattacher l'accident qui est survenu à l'activité du conducteur de la voiture ?

Il faut partir de cette idée, que l'accident, si l'on écarte l'intervention de toute force étrangère au fait de l'homme, apparaît comme un événement qui aurait pu être évité. L'activité du piéton et celle du voiturier pouvaient se manifester et coexister sans se heurter. Ce qui est normal, c'est que les voitures circulent dans les rues et que les piétons traversent celles-ci, sans qu'il en résulte le moindre dommage pour les unes ou pour les autres. Pourquoi ? Parce que le fait de se promener en voiture et que le fait de se promener à pied, lorsque les auteurs respectifs de ces deux actes conformément leur conduite à certaines règles, ne sont pas susceptibles d'entrer en conflit. Il y a, pour le voiturier comme pour le piéton, une manière de se conduire qui, si elle était observée, permettrait d'éviter toute collision entre le premier et le second, sauf bien entendu, l'intervention d'une force étrangère dont nous écartons l'hypothèse pour le moment. Si donc une collision se produit entre ces deux activités, il faut, pour que l'on puisse l'imputer à l'une d'elles, que celle-ci se trouve impliquer une infraction à cette manière de se conduire.

Mais cette proposition constitue précisément la réponse à la question que nous posons d'autre part, relativement à la preuve qui incombe au piéton demandeur à l'action en dommages-intérêts ; et plus généralement à la question à laquelle donne lieu l'application de l'article 1382.

Pour que le fait volontaire d'un individu soit un quasi-délit, il faut qu'il se présente comme un fait irrégulier, anormal, puisque c'est à cette condition seulement que l'on pourra le considérer comme ayant déterminé l'accident. Le piéton cherchera à établir que le conducteur de la voiture n'a pas observé les règlements ; que, par exemple, il marchait à une allure exagérée ou que sa voiture n'était pas éclairée à une heure où elle aurait dû l'être ; que sa conduite, en d'autres termes, n'a pas été conforme à celle du « bon père de famille » ; en un mot, qu'il a commis une faute.

Ce que la victime du dommage aura à prouver, c'est donc une faute, ou plutôt un fait fautif. Et nous arrivons à la conclusion que nous avons annoncée. Ce qui fonde la responsabilité, ce n'est pas le simple fait, c'est le fait irrégulier. Dans l'exemple ci-dessus, ce n'est pas pour le voiturier le fait de conduire une voiture, mais celui de la conduire à une allure exagérée ou sans prendre les précautions que nécessite un tel acte.

Conclusion qui paraît en contradiction absolue avec celle de M. Saleilles. Cependant, l'idée de cet auteur, en dernière analyse, ne diffère pas, quant au fond, sensiblement de la nôtre. Après avoir affirmé que la responsabilité

de l'article 1382 existe en dehors de toute faute présumée ou prouvée, et que, par suite, le défendeur à l'action en dommages-intérêts ne pourra se disculper en prouvant l'absence d'imprudence de sa part (1). M. Saleilles admet, en effet (2), l'existence du fait ne comportant pas de risques : et ce fait, c'est celui de l'individu qui « s'est entouré de toutes les précautions possibles ». Or, ce fait, c'est précisément celui que nous déclarons exempt de faute. La faute à laquelle nous faisons allusion plus haut, consiste à avoir négligé de prendre toutes ces précautions ; le fait pour une personne de les avoir prises, enlève tout caractère fautif à son acte : et si un tel acte ne comporte pas de risques, c'est parce que sa régularité empêche de voir en lui la cause du dommage qui est survenu.

Mais voici où la contradiction persiste. Pour M. Saleilles, le fait normal, c'est celui qui comporte des risques ; le fait exclusif de risques est l'exception. Or, celui qui invoque l'exception doit l'établir. Par conséquent, le demandeur à l'action en dommages-intérêts n'aurait, par application de l'article 1382, qu'à prouver le fait, et ce serait à l'auteur de celui-ci à établir, s'il le peut, que le caractère de son acte est d'exclure les risques.

L'idée dont nous sommes parti, nous empêche de partager cette manière de voir. La condition essentielle de la responsabilité de l'agent, c'est l'existence d'un lien de cause à effet entre son activité et le dommage qui est

(1) *Op. cit.*, n° 40.

(2) *Op. cit.*, n° 41.

survenu. Or, ce lien ne se présume pas : il faut l'établir. Mais l'établir, c'est montrer que l'activité de l'agent a été créatrice de risques, c'est invoquer l'irrégularité du fait accompli ; donc, c'est prouver la faute (1).

Il n'y a donc lieu de distinguer, ni quant à la question du fond, ni quant à celle de la forme ou de la preuve, la responsabilité de l'article 1382 de celle de l'article 1383. Qu'il s'agisse d'un fait de participation éloignée au dommage (art. 1383) ou d'un fait se rattachant directement à ce dommage (art. 1382), le demandeur à l'action en dommages-intérêts aura à sa charge la preuve d'une imprudence, d'une négligence, ou plus généralement d'une irrégularité affectant ce fait.

Mais que faut-il entendre exactement par là ? C'est ce point essentiel pour nos développements ultérieurs qu'il convient maintenant de fixer.

(1) L'idée d'une responsabilité fondée sur le simple fait, en dehors de toute irrégularité prouvée ou présumée de ce fait, répondait, au moment où elle a été émise, à des besoins spéciaux qui ont disparu depuis lors. Il s'agissait, avant la loi du 9 avril 1898, d'assurer à l'ouvrier, dans tous les cas, autant que possible, la réparation du dommage qui lui survenait à l'occasion de son travail, sans subordonner ce droit à une preuve, souvent difficile pour lui. Un moyen d'arriver à ce résultat, c'était de fonder la responsabilité du patron sur une faute contractuelle : idée brillamment défendue, mais non moins remarquablement combattue et réfutée (Saleilles, *op. cit.*).

Le second moyen était de fonder l'obligation à la réparation civile sur le simple fait de l'accident. Il fallait pour cela donner à l'article 1382, le domaine d'application très large qui est indiqué au texte, puisque la responsabilité du fait des choses qui incombait au patron n'était considérée que comme un cas particulier de celle du fait personnel (Saleilles, *op. cit.*, n° 26).

Nous avons exposé les raisons qui s'opposent à l'admission, à la base de la théorie de la responsabilité civile, de la faute telle que la conçoit la doctrine traditionnelle : et pour ce faire, nous n'avons eu qu'à reproduire, en les résumant, les critiques que n'ont pas ménagées à cette doctrine les partisans des idées nouvelles. Mais celles-ci ont-elles réellement consacré le progrès qui consistait à remplacer dans la matière le point de vue subjectif par le point de vue objectif ? Nullement ; nous allons pouvoir constater, en effet, qu'à la base de la théorie moderne du risque se rencontre souvent, sous une autre forme, l'idée que nous avons combattue plus haut.

Que dit-on dans la doctrine traditionnelle ? Que pour être responsable, l'auteur d'un fait doit avoir prévu les suites dommageables de ce fait ou avoir été en mesure de les prévoir. Le quasi-délit, c'est donc ici une faute coupable de volonté consistant soit à avoir agi malgré la prévision du dommage, soit à n'avoir pas eu cette prévision.

Voilà la conception que nous avons critiquée et à laquelle nous avons vu substituer celle du risque. Mais si la notion de risque est très claire dans le langage courant, il n'en est plus de même quand on l'envisage dans le domaine juridique. Ce qu'elle éveille clairement dans le langage de droit, c'est l'idée d'un dommage qu'il s'agit de faire supporter à quelqu'un ; c'est ainsi que l'on dit que la responsabilité civile a pour objet la répartition des risques. Mais comment doit se faire cette répartition ?

Voilà ce que l'expression « risque », quand on l'emploie seule, n'indique pas.

Dire que l'obligation de réparation civile est fondée sur le risque, cela signifie, par suite de l'opposition qui existe dans l'esprit entre la notion du risque et celle de la faute que cette obligation ne doit pas être considérée comme la punition d'une faute morale, mais comme une charge qu'il convient de faire supporter par le patrimoine d'un individu plutôt que par celui d'un autre.

Lorsqu'un dommage pouvant se rattacher au fait de l'homme se produit, il s'agit de savoir qui va le supporter définitivement. Est-ce l'auteur du fait dommageable ou sa victime ? Logiquement, en justice, ce doit être le premier. Pourquoi ? Parce que les risques doivent incomber plutôt à celui qui a agi, qui a déterminé le dommage, qu'à celui dont l'attitude a été purement passive (1).

C'est là une idée que la raison et l'équité imposent, mais qui a besoin d'être précisée.

Disons-nous que celui qui, par son fait, a causé un dommage, doit être tenu de le réparer ? Non, car une telle formule est incomplète. Elle indique bien le lien de causalité qui doit exister entre le fait et le dommage, mais elle ne montre pas le caractère volontaire de ce fait. Un individu, en courant, me bouscule et me fait tomber sur quelqu'un que je blesse. La cause immédiate de ce dommage est ma chute, c'est-à-dire mon fait, mais la cause

(1) « Qui casse les verres les paie », dit un proverbe rappelé par M. Saleilles, *op. cit.*, p. 58.

première et véritable en est le fait volontaire de celui qui s'est mis à courir ; mon fait ici n'est que le contre-coup d'une activité qui m'est étrangère, et il ne peut être question de m'en rendre responsable.

Il faut donc trouver une formule du quasi-délit qui exprime clairement le rapport qui doit exister entre une personne et un fait dommageable pour que celui-ci soit civilement imputable à cette personne. Mais voici que les difficultés apparaissent, car le point de vue subjectif menace ici de reprendre son empire.

Le fait constitutif de responsabilité, a-t-on dit dans une première formule, est celui qui implique, de la part de son auteur, acceptation des risques.

« L'idée du risque intervient psychologiquement dans la période de réflexion courte, ou longue, qui normalement précède tout acte. Avant d'agir, on pèse le pour et le contre. Suivant le côté où penche la balance, on agit ou l'on n'agit pas (1). » Si l'on agit, c'est que l'on préfère prendre à sa charge tous les risques qui peuvent résulter de son acte plutôt que de s'abstenir, donc, c'est que l'on accepte les risques.

Mais cette idée d'acceptation des risques, nous allons

(1) Teisseire, thèse précitée. — Cf. Saleilles, *op. cit.*, n° 40. « Etre en faute, au point de vue de l'idée de risque, ce n'est pas être coupable dans sa volonté, c'est s'être approprié volontairement un fait qui pouvait engendrer des risques... Toute activité qui rentre en contact avec le monde extérieur est une activité qui risque quelque chose et qui accepte cette part d'inconnu qui dérive de la complexité de la vie et qui est la condition même de toute initiative ici-bas. »

essayer de le montrer, est insuffisante pour fonder la responsabilité civile.

En quoi diffère-t-elle d'ailleurs de l'idée de faute ? En ce qu'elle fait justice de cette sorte de condamnation morale que, dans la doctrine traditionnelle, paraît impliquer pour l'auteur d'un fait dommageable, toute condamnation à des dommages-intérêts. Avec l'idée d'acceptation des risques, la réparation d'un dommage est considérée, non plus comme une peine, mais comme une dette ordinaire. La responsabilité civile, a-t-on dit justement, est devenue amoral. Mais a-t-elle cessé d'être subjective ? Non, car cette idée d'acceptation des risques implique non seulement le caractère volontaire du fait qui a causé le dommage, mais une certaine adaptation de la volonté de l'agent à ce dommage. Ne faut-il pas alors, avant d'admettre l'obligation à la réparation civile, rechercher dans chaque cas particulier si cette adaptation a réellement eu lieu, si celui qui a agi, a envisagé comme une conséquence possible de son acte la réalisation d'un dommage ? Pour avoir pu accepter les risques, l'agent doit avoir vu dans l'acte qu'il a accompli, un fait susceptible de risques. Mais comment vérifier cela, si ce n'est par une analyse de la volonté de l'agent, par l'examen des conditions subjectives dans lesquelles l'acte dommageable a été commis ?

On nous répondra que cette question d'acceptation ou de rejet des risques est, et doit être résolue en dehors de toute considération relative à l'agent et seulement d'après

la matérialité de l'acte accompli. Tel acte considéré en lui-même, impliquera acceptation des risques de la part de son auteur, tel autre se présentera comme l'acte d'un individu qui a rejeté les risques. Mais nous répéterons ici ce que nous avons dit à la charge de la conception traditionnelle de la faute : apprécier la faute *in abstracto*, c'est aboutir le plus souvent à déclarer responsables des personnes dont la conduite a été exempte de toute faute subjective ; de même, induire de l'examen des caractères objectifs d'un acte, que l'auteur de cet acte en a accepté les risques, c'est s'exposer à contredire les faits.

La prévision des risques, d'ailleurs, précède-t-elle normalement nos actes ? Il nous paraît difficile de l'affirmer. A part certaines actions complexes, celles que l'on peut qualifier d'entreprises et avant lesquelles nous pesons vraiment le pour et le contre que nous en escomptons, ceux de nos actes qui causent un dommage à autrui, seront souvent des faits de pure distraction, à propos desquels il est impossible de parler d'acceptation des risques. Car accepter ceux-ci, c'est se rendre compte qu'ils existent, c'est les prévoir ; c'est, en d'autres termes, agir en connaissance de cause. Or ne sommes-nous pas responsables des dommages auxquels nous nous attendons le moins, de ceux justement que la doctrine traditionnelle nous déclare en faute de ne pas avoir prévus ? »

Mais supposons que cette idée de risques accompagne la moindre de nos actions. Voici un homme qui veut écarter les risques, qui, par conséquent, est décidé à n'agir

qu'avec la certitude de ne pas causer de dommage à autrui et qui, dans ce but, s'entoure de toutes les précautions dont il est capable. Cependant, par suite d'un manque de clairvoyance, il commet un acte d'où résulte un dommage. Peut-on dire qu'il accepte les risques ? Non, mais on le rendra néanmoins responsable de son acte, parce que celui-ci se présente objectivement comme susceptible de risques, et que l'accomplissement de cet acte par un homme plus clairvoyant équivaldrait, en effet, à une acceptation des risques. Cet homme, ce n'est plus le « bon père de famille », dont la conduite est telle qu'elle ne saurait causer de dommages, mais c'est l'homme prévoyant et avisé qui calcule soigneusement la portée de tous ses actes et qui, en accomplissant ceux-ci, est censé en accepter les conséquences. En rapportant à ce type abstrait l'acte d'un individu pour savoir s'il y a eu ou non adaptation de la volonté de l'agent au dommage, n'aboutira-t-on pas le plus souvent à une conclusion contraire à la vérité ?

L'appréciation « *in abstracto* » du fait dommageable conduit à admettre la responsabilité de personnes dont la volonté aura rejeté les risques ou aura été indifférente à ceux-ci, de même qu'elle a pour résultat, dans la doctrine traditionnelle, de conclure à une faute coupable de volonté là où il n'y a qu'une irrégularité matérielle. N'en résulte-t-il pas que l'idée d'acceptation des risques est, au même titre que celle de faute subjective, insuffisante pour fonder l'obligation à la réparation civile ?

Il est indispensable, si l'on veut mettre la théorie de la responsabilité civile d'accord avec les faits, de la rendre indépendante de toute subjectivité.

Nous savons ce que l'on doit entendre par théorie subjective de la responsabilité : c'est celle qui exige, pour que l'obligation à la réparation civile prenne naissance, non seulement l'existence d'un lien de volonté entre l'agent et le fait qui a causé le dommage, mais également celle d'un lien, que nous appellerons lien du second degré, entre l'agent et les conséquences dommageables de ce fait ; c'est ce à quoi aboutissent, nous le répétons, la conception traditionnelle de la faute et la conception du risque que nous avons critiquée.

Dans la théorie objective que nous lui opposons, nous nous arrêterons, pour déterminer les conditions d'existence de l'obligation quasi-délictuelle, au premier des degrés que nous venons de distinguer. Ce qui importe au point de vue de la responsabilité civile, c'est que le fait d'où est résulté le dommage ait été voulu par l'agent, et nous aurons dans notre troisième partie à développer ce point. Quant à la question de savoir s'il y a eu ou non adaptation de la volonté de l'agent à ce dommage, elle nous sera indifférente (1).

(1) Nous considérons uniquement l'appropriation du fait par l'agent au point de vue de l'imputabilité, faisant ici abstraction de la question de savoir si, comme on l'a proposé, la réparation civile doit varier suivant le degré de cette appropriation. V. *infra*, p. 155 et 156.

Nous remplaçons ainsi, à la base de la responsabilité, la notion du risque accepté par celle du risque créé. L'expression « risque créé » montre bien le caractère volontaire du fait dommageable (1), mais elle indique aussi que ce lien de volonté doit seul être pris en considération dans notre matière et que nous devrons, en règle générale, faire abstraction de la direction de cette volonté.

Nous en aurions terminé en ce qui concerne l'opposition que nous avons à faire entre le point de vue objectif et le point de vue subjectif et la justification de la préférence que nous accordons au premier, si cette idée d'une responsabilité objective n'avait donné lieu à une critique qu'il nous faut maintenant examiner.

On a objecté que cette conception, en écartant de la base de la responsabilité toute considération morale et psychologique, était trop large et qu'elle n'aboutissait qu'à déplacer les cas fortuits et à menacer toute activité (2). Un pareil reproche est-il justifié ?

(1) La personne qui crée un risque, c'est celle dont l'activité volontaire en a été la source, et non celui dont le fait n'est que le contre-coup d'une force qui s'est exercée sur lui.

(2) V. Génv, *Revue trimestrielle de droit*, 1902 ; *Risques et responsabilité*, p. 824. — Cf. sur la notion du risque créé Planiol, *Rev. crit.*, 1905.

L'auteur, tout en trouvant cette expression trop compréhensive, paraît se rallier au fond à une conception objective de la responsabilité. Nous n'avons, du reste, employé cette expression que par opposition avec celle du risque accepté ; et nous reconnaissons

Il l'est pour une certaine théorie qui, rompant d'une manière absolue avec toute idée de faute, a érigé en quasi-délit le simple fait, le fait normal ; et nous avons dû nous-même critiquer cette manière de voir. Mais, est-ce le point de vue objectif qui est ici en cause ? Nullement : car nous avons vu que pour fonder la responsabilité du fait normal, cette théorie était obligée de faire intervenir l'idée d'acceptation des risques, idée purement subjective qui, ainsi que nous nous sommes efforcé de le montrer, doit être écartée du droit commun de la responsabilité ; et nous avons admis que l'obligation à la réparation civile résulte, non du simple fait, mais d'une faute de l'agent. Seulement, cette faute, ce n'est plus une imprudence ou une négligence coupables ; c'est un fait qui, dans sa matérialité, apparaît comme un fait anormal, irrégulier, contraire aux usages reçus.

Ce qui constitue la « faute objective », ce n'est donc pas, comme on l'a dit, la réalisation d'un dommage se rattachant à l'activité volontaire d'une personne, mais le fait que cette activité a causé un dommage en sortant des limites dans lesquelles elle aurait dû normalement se tenir. Il n'y aura pas de faute, et par conséquent pas de responsabilité, lorsque l'agent aura lésé autrui par l'exercice d'un droit. Les activités qui se trouvent menacées par la conception objective, ce ne sont donc que celles qui se manifestent d'une manière anormale.

qu'elle a besoin d'être complétée ainsi : risque créé contrairement au droit.

Le délit civil, c'est donc, en dernière analyse, un acte dommageable, volontaire, commis en violation du droit ; « c'est un fait constitué par ses circonstances matérielles et strictement objectives, exactement comme le délit pénal est un fait caractérisé avant tout par ses éléments matériels et objectifs. La seule différence est que, pour le délit pénal, les éléments matériels en sont précisés par la loi, il s'agit d'incrimination légale, tandis qu'ici, les éléments constitutifs et matériels du fait sont laissés à l'appréciation du juge (1). »

Mais ici précisément, se présente une question singulièrement compliquée : il s'agit en effet de rechercher le critérium qui devra être adopté par le juge pour la détermination de ces éléments constitutifs.

En présence d'un dommage se rattachant au fait volontaire d'une personne, il y a lieu en effet de rechercher si ce fait est, ou n'est pas contraire au droit ; or cette question pourra être délicate, car si nous pouvons nous faire une idée approximative de nos divers droits, il n'en est pas de même en ce qui concerne l'étendue exacte de chacun de ces droits ; et il y aura parfois quelque difficulté à savoir si l'auteur d'un acte dommageable a dépassé les limites de son droit.

A quelles conditions un fait sera-t-il illégitime ? C'est ce point que l'on s'est efforcé d'élucider en édifiant la théorie de l'abus du droit (2).

(1) Saleilles, *Acc. du trav.*, n° 35.

(2) Sur cette théorie : Charmont, *Revue trimestrielle de droit*,

Il ne peut être question de reprendre ici cette importante théorie ; mais, poursuivant l'opposition que nous avons établie dès le début de ce chapitre entre le point de vue objectif et le point de vue subjectif, nous devons montrer que, plus que jamais, le premier doit l'emporter ici sur le second.

Remarquons d'abord que le problème qui consiste à rechercher si le fait d'un individu est ou non contraire au droit, se décompose intellectuellement en deux opérations. Il faut, en premier lieu, connaître le contenu du droit que l'auteur du fait dommageable prétendra avoir exercé. Or voici un premier point qui ne fait aucun doute : c'est que cette recherche se fait en dehors de toute considération spéciale à l'agent. Si le droit est établi par des textes, ce sont ces textes qu'il faut interpréter en s'inspirant du but poursuivi par le législateur en le consacrant. S'il s'agit d'un droit naturel d'une liberté, il y a encore là une question d'appréciation qui consiste à comparer les valeurs respectives d'intérêts rivaux considérés uniquement en eux-mêmes.

Le droit étant ainsi délimité, il reste à savoir si, en commettant son acte, l'agent se trouve avoir ou non exercé ce droit. Quel est le caractère de cette recherche ? M. Saleilles nous fournit la réponse à cette question (1) :

1902, p. 113 ; Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, n° 878 ; Saleilles, *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1905, p. 325 et suiv., et les thèses précitées.

(1) Saleilles, *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1905, p. 334.

« Lorsque nous avons délimité le contenu d'un droit, celui du droit de propriété, par exemple, toutes les facultés qui se trouvent comprises dans le contenu du droit sont toujours, en elles-mêmes et par elles-mêmes, des actes licites à les prendre dans leur matérialité, et il n'y a à tenir compte, en ce qui concerne les faits extérieurs et matériels qui les caractérisent, ni du but auquel ils doivent servir, ni des résultats qu'ils sont appelés à réaliser. C'est pour eux, et en ce qui les concerne, qu'il est parfaitement exact d'affirmer qu'il ne peut être question d'une enquête à poursuivre relativement au but que l'on avait en vue et à l'intérêt moral ou économique auquel il s'agissait de donner satisfaction (1). »

Voilà le principe. Ce principe comporte-t-il des exceptions ?

On a établi la suivante : lorsqu'un acte rentrant normalement dans l'exercice d'un droit a été accompli avec l'intention exclusive de nuire, l'agent ne peut invoquer ce droit. Pour employer une expression qui a été critiquée (2), mais qui se trouve consacrée par l'usage, il y a, en pareil cas, « abus du droit » (3).

(1) S'il en était autrement, nos droits n'auraient aucune fixité ; si pour admettre ou rejeter la légitimité d'un acte on prenait en considération le but présumé ou prouvé que l'agent a poursuivi en l'accomplissant, on ferait dépendre de ces conditions subjectives non seulement l'étendue du droit de l'agent, mais celle du droit de la victime, puisque c'est celui-ci qui limite le premier.

(2) Planiol, *op. cit.*

(3) M. Saleilles réserve cette expression au cas où, sous le couvert de l'exercice d'un droit, un acte a été commis avec l'intention

C'est ce qui ressort de nombreux arrêts (1), et c'est ce qui ne peut qu'être approuvé. Il est impossible, en effet, de voir l'exercice d'un droit dans l'acte d'un individu qui n'aurait agi que dans le but de nuire à autrui (2). Mais cette idée ne contrarie en rien le principe établi. Elle nous permet simplement de conclure qu'à côté de faits illicites en eux-mêmes, il y en a d'autres qui le sont en raison de l'intention dolosive de leur auteur. L'intention dolosive étant pour ces derniers un élément constitutif du délit civil, il faut en faire la preuve, voilà qui est évident ; il faut par conséquent scruter la volonté de l'agent pour faire apparaître le mobile auquel il a obéi (3).

de nuire ; mais elle est employée plus généralement pour désigner certains faits dommageables qui, bien que licites en eux-mêmes, ont été par la jurisprudence considérés à juste titre comme devant, en dehors de toute intention dolosive de la part de leur auteur, donner lieu à une indemnité ; ceci concerne les dommages causés par l'exploitation de certaines industries aux propriétés voisines (V. *suprà*, p. 80, n. 2). L'auteur déclare que ces faits sont licites, mais qu'ils impliquent acceptation des risques.

(1) Sur ces arrêts : Beudant et Capitant, *Annales de l'Université de Grenoble*, 1906, t. XVIII, p. 134.

(2) Un pareil acte constitue en effet la violation d'un principe d'ordre public que M. Saleilles voudrait avec raison voir inscrit à la suite de l'article 6 du Code civil en ces termes : « Un acte dont l'effet ne peut être que de nuire à autrui sans intérêt appréciable et légitime pour celui qui l'accomplit, ne peut jamais constituer l'exercice licite d'un droit » (Saleilles, *op. cit.*). Par suite, non seulement cet acte donnerait lieu à des dommages-intérêts, mais celui qui s'en trouve menacé aurait à sa disposition des moyens légaux pour en prévenir l'exécution (*op. cit.*, p. 335).

(3) Ici semblent donc s'imposer les recherches subjectives : or ceci ne va pas sans difficultés ; il sera souvent impossible, à moins de l'aveu de l'agent, d'établir qu'il a commis son acte avec intention

Voilà un cas où la responsabilité est subordonnée à l'existence de certaines conditions d'ordre subjectif de l'agent. Peut-être en trouverons-nous d'autres ; mais ce qu'il importait d'établir, c'est que le fait normal de responsabilité, tel qu'il résulte des articles 1382 et 1383 du Code civil et de l'application qui est faite de ces textes n'implique réellement aucun élément subjectif prouvé ou présumé.

Abandonnons le domaine des articles 1382 et 1383 et abordons celui des articles 1384 et suivants.

C'est dans ce dernier que l'idée de faute subjective devait se montrer particulièrement insuffisante. Le développement de l'industrie et la fréquence des dommages qui en est résultée ont donné une importance considérable à la responsabilité du fait des choses ; c'est en effet à l'article 1384, § 1^{er}, que la jurisprudence a eu recours avant la loi du 9 avril 1898, pour élargir la responsabilité du patron en matière d'accidents de travail, et c'est en se référant à ce texte, qu'en dehors de cette matière, elle a

de nuire. Comme le fait remarquer M. Saleilles, l'auteur d'un tel acte trouvera toujours pour se justifier un motif licite.

Le caractère dolosif de cet acte ne pourra donc que se présumer d'après ses apparences extérieures : « Cette condition qui est une condition subjective en soi, n'est définie, et ne serait appréciée que d'après sa matérialité objective, exactement comme la faute d'imprudence de l'article 1383 est devenue aujourd'hui pour la jurisprudence une condition à vérifier d'après les circonstances extérieures du fait... » Mais ici, le fondement de la responsabilité est une faute subjective présumée, ce qui est intéressant à constater au point de vue de la capacité délictuelle.

admis, par de nombreux arrêts, la responsabilité en dehors de toute faute subjective.

Les premiers efforts de la doctrine ont alors tendu à séparer le principe de la responsabilité du fait des choses dans laquelle on introduisit l'idée des risques, de celui de la responsabilité du fait personnel qu'on laissait sous l'empire de la faute aquilienne (1). Mais lorsque cette idée de risque eut pénétré dans le domaine des articles 1382 et 1383, l'article 1384 put à nouveau être considéré « comme une application du principe général et de la formule de l'article 1382 » (2).

Ce qui ressort de l'examen de l'article 1384, c'est que les responsabilités qu'il édicte, si l'on en excepte celle des parents, instituteurs ou artisans, ne peuvent se fonder uniquement sur la faute subjective. Et les raisons que l'on en a données, par le fait qu'elles dérivent des textes mêmes, sont encore plus apparentes que celles que nous avons fait valoir pour exclure cette idée de faute de la base des articles 1382 et 1383. L'idée, qui seule, explique d'une manière satisfaisante la responsabilité du fait des commis et préposés, et celle du fait des choses que l'on a sous sa garde, c'est l'idée de risque. Seulement, l'attribution de ce risque a, en raison même de la nature des choses, une autre source que lorsqu'il s'agit d'un dommage se rattachant au fait personnel. C'est là un point sur lequel nous allons insister. Mais il nous faut,

(1) Jossierand, *De la responsabilité des choses inanimées*.

(2) Saleilles, *Accidents du travail*.

avant tout, reproduire pour mémoire les arguments décisifs que l'on a opposés à la conception traditionnelle de la responsabilité édictée par l'article 1384 (1).

L'un d'eux est tiré de la formule de l'article 1384, formule qui permet de voir dans cette responsabilité, une obligation ayant sa source dans la loi et existant en dehors de toute condition personnelle à celui à qui elle incombe.

A cela, on a répondu que l'article 1384 consacrait, dans les cas que nous considérons, une présomption de faute irréfragable ; cette faute consisterait, pour le propriétaire ou le gardien d'une chose, à avoir manqué de surveillance à l'égard de cette chose, et pour le patron ou le commettant, à avoir pris à son service un mauvais ouvrier ou un employé imprudent ; et l'on cite à l'appui de cette idée les travaux préparatoires.

Mais si les travaux préparatoires laissent supposer en effet que l'éventualité d'une faute est entrée dans les prévisions du législateur, si cette éventualité peut être considérée comme ayant déterminé la rédaction actuelle de la loi, il n'en a pas moins été établi qu'il est impossible de voir dans la faute le seul fondement des dispositions de l'article 1384, relatives au fait des choses et à celui des employés ou préposés (2).

(1) Sur ces arguments. V. les deux ouvrages précités.

(2) « On a pensé qu'il y avait beaucoup de chance, pour qu'il y ait eu négligence ; mais par contre, il a bien fallu admettre, que le maître de la chose pouvait n'avoir aucune faute à se reprocher. Donc ce qu'on a voulu avant tout, c'est lui faire supporter les ris-

Il n'y a, dans l'article 1384, qu'une disposition qui ait pour fondement unique l'idée de faute : c'est celle qui établit la responsabilité des parents, instituteurs ou artisans. La loi établit vraiment ici une présomption de faute, faute qui consiste à avoir violé un devoir de surveillance ; il en résulte que les personnes, contre lesquelles cette présomption existe, pourront être responsables en l'absence de toute faute réelle ; mais ce ne sera là qu'une conséquence de l'impossibilité de fait, où ces personnes seront quelquefois, de prouver cette absence de faute.

L'idée à laquelle se rattachent les autres dispositions de l'article 1384, comme aussi celles des articles 1385 et 1386, c'est celle d'un risque imposé par la loi au propriétaire (ou au gardien de la chose) et au patron, risque corrélatif de l'agrément ou de l'utilité qu'on retire des services d'une chose ou de l'activité d'une personne et consistant dans l'obligation de réparer les dommages causés par cette chose ou par l'activité de cette personne : tel est le point de vue qui devait s'imposer. Nous allons développer les différents termes de cette proposition.

ques... Si peu qu'on puisse supposer que la loi n'a pas été hostile à l'idée de faire supporter la responsabilité même à quelqu'un qui n'a aucune faute à se reprocher, le système de la présomption de faute n'existe plus ; le mot lui-même n'est qu'une fiction et un mensonge à rayer du vocabulaire juridique ». Saleilles, *Acc. du trav.*, n° 17. Ce qui d'ailleurs montre bien la faiblesse de la théorie traditionnelle, ce sont les difficultés qu'elle rencontre à rattacher tous les cas de responsabilité complexe à une faute. Sur la critique de l'idée de *culpa in eligendo*, V. Saleilles, *op. cit.*, n° 18.

1° *Il s'agit d'un risque imposé par la loi.*

La responsabilité des articles 1382 et 1383 résulte, nous l'avons vu, de l'activité de celui à qui elle incombe : on se trouve bien en présence d'un risque créé. Mais ici en est-il de même ? Non, car souvent l'obligation qui naît à la charge du patron ou du propriétaire ne pourra se rattacher à aucun acte ni à aucune attitude de ce patron ou de ce propriétaire. Le seul fondement de cette obligation, c'est cette idée de justice élémentaire que celui qui profite d'une chose ou des services d'une personne doit réparer les dommages causés par cette chose ou par l'activité de cette personne ; c'est là une idée qui se suffit à elle-même, et il n'est pas besoin de la renforcer par celle de création ou celle d'acceptation des risques (1).

2° *Ce risque est corrélatif de l'agrément ou de l'utilité que l'on retire de la chose ou des services de la personne.*

Il en résulte, en ce qui concerne les dommages causés par une chose, que la réparation de ceux-ci n'incombera pas forcément au propriétaire de cette chose. Ce point a été parfaitement établi ; et l'on a montré que les termes de la loi confirment tout à fait cette manière de voir.

L'article 1384 parle de celui qui a la garde, c'est-à-

(1) Cette idée de création des risques, du reste, sera souvent insuffisante pour fonder la responsabilité du fait des choses. Celui qui organise un outillage industriel crée un risque : celui qui achète cet outillage ne crée pas de risque. Il s'approprie un risque créé par un autre. Elle ne peut dans aucun cas expliquer la responsabilité du fait des personnes.

dire la maîtrise de la chose, et qui par conséquent se sert de cette chose et en retire profit : la personne responsable des dommages causés par cette chose, ce sera donc le propriétaire si c'est lui qui en a la jouissance ; sinon ce sera le locataire, l'usufruitier et, d'une manière générale, le détenteur de la chose.

L'article 1385, qui a trait au dommage causé par un animal, vise bien celui qui se sert de cet animal.

D'autre part, nous ne serons responsables du fait d'autrui, que si le fait incriminé peut être considéré comme rentrant dans les fonctions de celui qui a agi ; c'est là une idée dont l'application pratique pourra donner lieu à des difficultés, mais qui, au point de vue théorique, découle naturellement du principe établi ci-dessus.

3° Enfin le dommage doit avoir été causé par le fait de la chose ou l'activité du commis ou du préposé. — Cette condition est simple en apparence : elle exige cependant quelques explications.

En ce qui concerne le fait des personnes qui nous sont subordonnées, nous savons à quoi nous en tenir sur les caractères qu'il devra présenter pour engager notre responsabilité. Nous nous sommes expliqué sur ce point lorsque nous avons étudié les conditions d'application des articles 1382 et 1383. Ce fait, c'est une faute, mais une faute objective, c'est-à-dire un fait anormal, irrégulier, contraire aux usages reçus. Ce que la victime du dommage aura donc à prouver pour établir la responsa-

bilité du patron, c'est l'illégitimité de l'acte accompli par l'employé ou le commis. La responsabilité du premier n'est, si nous pouvons nous exprimer ainsi, qu'une double de la responsabilité du second, et elle est subordonnée à l'existence de celle-ci : c'est donc une question de responsabilité personnelle qu'il s'agit de résoudre préalablement à toute autre question.

Pour les dommages causés par les choses, le problème est plus complexe.

Les choses inanimées par elles-mêmes ne sont guère susceptibles de causer des dommages. « Leur fait » n'existe guère que par le fait de celui qui s'en sert et qui leur imprime un certain mouvement. Si ce mouvement leur est donné contrairement à certaines règles, et qu'il en résulte un dommage pour autrui, il y a bien là un fait de responsabilité, mais il se rattache plutôt à l'article 1382 ou à l'article 1383, qu'à l'article 1384, car la cause du dommage est ici, non le fait de la chose, mais celui de la personne qui s'en sert. Pour qu'il y ait vraiment « fait de la chose », il faut supposer qu'elle a été utilisée d'une manière conforme aux usages, et que toutes les précautions ont été prises pour éviter les accidents ; mais que, par suite d'un vice inhérent à cette chose, il en est survenu un. C'est par exemple une machine qui, mise en action sans qu'aucune imprudence ait été commise, fait explosion par suite d'un vice de construction, et blesse un tiers. Voilà un dommage qui ne peut se rattacher à aucune faute, même objective, de celui qui a utilisé la

chose : c'est un cas fortuit dans toute l'acception du terme, et c'est pour la doctrine traditionnelle un fait exclusif de toute responsabilité. Pour nous, au contraire, c'est-à-dire pour les partisans de la théorie objective, non seulement ce fait rentre dans le domaine de l'article 1384, mais il constitue le seul cas de responsabilité « du fait des choses » auquel s'applique réellement ce texte (1).

(1) Dès que l'accident se rattache à une faute objective du propriétaire, c'est, à notre avis, l'article 1383 qui s'applique. Ce que nous avons dit du fait des choses inanimées, s'applique au fait des choses animées (art. 1385) ; lorsque le propriétaire d'un chien enragé conserve ce chien chez lui et qu'un accident survienne, il y a là un dommage qui se rattache manifestement au fait personnel du propriétaire ; si, au contraire, le chien devenant subitement enragé, mord une personne, le dommage est vraiment causé par le fait de l'animal, et cette hypothèse rentre dans le domaine de l'article 1385.

Quant à l'article 1386, il consacre à la fois une responsabilité naissant du fait personnel (défaut d'entretien) et une responsabilité naissant du fait de la chose (vice de construction).

A l'idée d'une responsabilité indépendante de toute faute, on a objecté que le chapitre dans lequel se trouvent les articles 1382 à 1386 est intitulé : « Des délits et des quasi-délits ».

Mais une pareille objection n'a pas de valeur. Il y a, en effet, un cas où les partisans de la doctrine traditionnelle doivent reconnaître l'existence d'une responsabilité en dehors de toute faute : c'est celui que prévoit l'article 1386 *in fine*. La remarque qu'ils font ne vaut donc que comme une critique du plan observé par le législateur. « Le législateur nous a présenté dans un désordre critiquable deux théories bien distinctes : celle de l'obligation délictuelle et celle de l'obligation née de la loi » ; Jossierand, *op. cit.*

Au point de vue de la terminologie, d'ailleurs, et en faisant abstraction du sens précis, que ces expressions doivent à la tradition, nous avouons que l'appellation de quasi délit appliquée à un fait exempt de faute ne nous choque pas plus que celle de quasi-contrat désignant la cause d'une obligation naissant en dehors de toute manifestation de volonté.

La seule condition de la responsabilité du propriétaire ou de l'usager de la chose, c'est donc la causation du dommage par cette chose. Mais il convient de rechercher ce qu'il faut entendre par là, et il y a lieu à cet égard de distinguer, comme pour le fait personnel, le cas où cette chose a véritablement causé le dommage de celui où elle n'a été que l'instrument du dommage.

Le dommage ne sera imputable à la chose que si la cause de l'accident d'où il est résulté est inhérente à cette chose : c'est, par exemple, le cas cité plus haut où une chaudière explosant, ses éclats vont blesser un passant dans la rue ; c'est celui où un animal se précipite sur une personne pour la mordre ; c'est encore celui où une maison s'écroulant naturellement ensevelit quelqu'un sous ses décombres.

Mais ce lien de causalité entre la chose et l'accident n'existe pas si celui-ci a une origine extérieure à la chose ; il en sera ainsi lorsque la victime aura provoqué l'accident par son imprudence ; ou bien lorsque la chose n'est devenue dommageable que par l'effet d'une force extérieure telle qu'un tremblement de terre (1). La chose se trouve bien alors mêlée à l'accident, mais on ne peut lui imputer le dommage ; c'est pourquoi il est exact de dire que le propriétaire a à répondre des cas fortuits, mais non des cas de force majeure (2).

(1) Jossierand, *op. cit.*

(2) Sur la distinction entre le cas fortuit et la force majeure, V-Beudant et Capitant, *op. cit.*, p. 144, n. 4 ; Exner, *Traité sur la no.*

CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE.

La doctrine traditionnelle, en assignant à la responsabilité, pour fondement unique, la faute subjective, se trouve contredire les constatations de fait que permettent l'examen de la jurisprudence et l'étude des textes : telle est l'idée qui a servi de point de départ aux théories nouvelles.

Certaines de ces théories, soucieuses de conserver son unité au fondement de la responsabilité, ont eu pour objectif la substitution à la base trop étroite que donne, à l'obligation de réparation civile, la doctrine traditionnelle, d'une base plus large mais également unique. C'est la tendance qui a été généralement suivie ; mais il est permis de déclarer qu'en dépit de quelques brillantes tentatives, cet objectif n'a pas été atteint.

La complexité des faits et la formule même des textes rendent irréalisables, à notre avis, une telle entreprise (1).

tion de la force majeure et sur la responsabilité dans le contrat de transport.

(1) M. Teisseire (thèse précitée) a essayé de ramener au fait toutes les causes de responsabilité. Il y réussit en ce qui concerne les causes de responsabilité comprises dans les articles 1382 et 1383, mais ses conclusions sont plus contestables pour celles des articles 1383 et suivants. Il reconnaît du reste lui-même l'impossibilité de faire découler d'un fait la responsabilité des père et mère, instituteurs et artisans. Mais la même impossibilité existe à l'égard de la responsabilité du fait des choses si l'on admet qu'elle prend naissance dans les conditions que nous avons indiquées.

M. Planiol (Etudes sur la responsabilité civile, *Revue critique*, 1905, p. 277) essaye de parvenir à l'unité en élargissant considérable-

Aussi, dans l'analyse qui précède, loin de chercher à ramener à l'unité les faits de responsabilité, nous nous sommes efforcé, au contraire, de les différencier les uns des autres.

Pour résumer les résultats auxquels nous sommes parvenu, nous allons rappeler, dans l'ordre où nous les avons rencontrés, les quatre catégories dans lesquelles ces faits peuvent se répartir, ou plus exactement les quatre sources de la responsabilité.

Ce sont :

1° La faute d'imprudence objective ; plus généralement, le fait irrégulier en soi qui donne naissance à l'obligation de réparation civile en dehors de toute condition spéciale à l'auteur de ce fait (1).

C'est là le fait normal de responsabilité (art. 1382 et 1383).

2° Le fait dommageable qui, rentrant normalement dans l'exercice d'un droit, est illicite à raison de l'intention dolosive de son auteur ; c'est ce qu'on appelle spécialement l'abus du droit (art. 1382) (2).

ment la notion de la faute. Il distingue les fautes contre l'honnêteté, les fautes contre l'habileté et les fautes contre la légalité. Cette classification nous paraît comprendre les faits de responsabilité tels que nous les avons déduits des articles 1382 et 1383. Mais il n'en est pas de même des faits des articles 1384 et suivants, cela résulte d'ailleurs de la différence irréductible qui existe entre la conception que l'auteur possède de cette responsabilité et celle que nous avons exposée.

(1) Ce fait peut être accompagné de l'intention de nuire ou d'une faute subjective, mais ce n'est là qu'un élément purement accidentel du fait constitutif de responsabilité.

(2) V. *infra*, p. 153, n. 1.

3° Le fait des choses et des personnes dont on utilise les services (art. 1384, 1385 et 1386). La responsabilité qui en découle n'exige pas le fait personnel de celui à qui elle incombe ; elle résulte du lien de dépendance qui existe entre la personne ou la chose et le patron ou le propriétaire ; mais elle suppose établi le lien de causalité entre la chose ou l'activité de la personne et le dommage.

4° Le fait dommageable se rattachant à la violation d'un devoir établi à la charge de certaines personnes. Ceci se réfère principalement à la responsabilité des parents, instituteurs et artisans à l'égard du fait de leurs enfants, élèves et apprentis. Le devoir dont la violation entraîne l'obligation à la réparation civile est ici un devoir de surveillance (1).

(1) Une telle responsabilité ne peut résulter que de la violation d'un devoir établi par la loi.

Il est reconnu, en effet, que la violation d'un devoir moral n'engage pas notre responsabilité juridique (V. *infra*, p. 153, n. 2) : c'est à cette idée que se rattache le principe d'après lequel l'abstention n'est constitutive du quasi-délit que lorsqu'elle peut être considérée comme une infraction à une obligation légale.

Comme obligation légale nous citons celle que consacre implicitement l'article 1384 parce que c'est la plus générale ; mais ce n'est pas la seule ; et il est possible de trouver dans le Code civil quelques textes consacrant des devoirs particuliers.

TROISIÈME PARTIE

SOLUTIONS PROPOSÉES

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

La question qui consiste à rechercher les conditions à exiger chez l'auteur d'un fait pour que la responsabilité naisse à sa charge à la suite de ce fait, question que nous avons posée au début de cet ouvrage et dont nous avons indiqué la solution traditionnelle, doit maintenant être traitée d'après les données que nous venons d'établir.

Le fait générateur de responsabilité n'a pas les caractères que l'on est habitué à lui voir attribuer ; c'est ce que nous avons essayé de justifier dans notre seconde partie. Ce fait, ce n'est pas une faute coupable de volonté : c'est une faute qui n'a rien de subjectif. Sans doute, certains cas de responsabilité ne peuvent se rattacher qu'à un fait comprenant parmi ses éléments, un élément subjectif, mais cet élément n'est qu'accidentel, c'est à-dire qu'il est spécial à certains délits civils ; et s'il convient d'en tenir compte dans l'étude particulière de ces délits,

il faut, au contraire, en faire complètement abstraction pour déterminer les conditions générales de l'imputabilité civile.

Nous avons établi que le fait d'où résulte la responsabilité comprend trois éléments (1) qui sont :

1° Un lien de volonté entre une personne et un fait ;

2° Un rapport de cause à effet entre ce fait et un dommage ;

3° Le caractère illégitime de ce fait.

De ces trois éléments, c'est le premier qui va faire l'objet principal de nos explications, puisque c'est à lui que se rapportent toutes les conditions de la responsabilité relatives à l'agent, et que nous avons établi la parfaite indépendance de cet élément vis-à-vis des deux autres. Si nous sommes appelé à traiter certaines questions qui ressortissent à la détermination du troisième élément, c'est parce que nous avons été amené à les étudier dans notre première partie en raison du rapport étroit qui, dans la doctrine traditionnelle, existe entre ces questions et notre sujet proprement dit.

Enfin, c'est du fait personnel (2) seulement que nous devons nous occuper puisque nous admettons que le fait

(1) Nous avons défini le délit civil : un fait dommageable, volontaire et accompli contrairement au droit.

(2) Par fait personnel nous entendons non seulement celui des articles 1382-1383, mais celui des parents, instituteurs et artisans (art. 384). Le dommage dont ils doivent répondre se rattache à un défaut de surveillance de leur part c'est-à-dire à leur fait personnel.

des choses et des personnes dont nous utilisons les services engage notre responsabilité en dehors de tout fait volontaire de notre part. La source de l'obligation à la réparation civile est ici un rapport de droit ou de fait existant entre la personne ou la chose qui a causé le dommage et la personne qui en est civilement responsable. L'imputabilité (1) résulte, par la volonté de la loi, de l'existence de ce rapport ; c'est, si l'on veut, une imputabilité légale (2).

Cette idée qu'un lien de volonté existant entre un fait et une personne est nécessaire pour que cette personne soit tenue en vertu des articles 1382-1383 de réparer le dommage causé par ce fait, se justifie d'elle-même. On ne peut rendre responsable d'un fait une personne à laquelle il est étranger. Il faut, pour que la responsabilité naisse à la charge de cette personne, que celle-ci soit l'auteur du fait incriminé. Cela implique d'abord qu'elle l'a accompli matériellement, mais cette condition n'est pas suffisante.

Un fait exécuté physiquement par un individu peut avoir sa cause dans une force étrangère à celui-ci. Cet

(1) Nous entendons toujours ce mot dans le sens très large que nous avons indiqué ; par imputabilité nous désignons ici les conditions qui doivent se trouver réunies chez un individu pour que celui-ci ait à répondre du fait de la personne ou de la chose dont il utilise les services.

(2) Son étude consisterait à déterminer la nature de ce rapport dans les différents cas.

individu n'a, en pareil cas, joué que le rôle purement passif d'un instrument. « Son fait » est en réalité celui de la puissance humaine ou naturelle à laquelle il s'est trouvé soumis ; et l'on ne peut, à quelque point de vue que l'on se place, le lui imputer.

Une personne ne peut être déclarée l'auteur d'un fait que si la cause de celui-ci lui est inhérente ; et la cause d'un fait inhérente à une personne, c'est la volonté de cette personne.

La volonté peut porter, non seulement sur le fait, mais encore sur ses conséquences : la prévision de celles-ci peut déterminer ce fait en mettant en œuvre telle tendance bonne ou mauvaise et en la faisant prévaloir sur les autres tendances de l'individu. La recherche de la cause, des mobiles de cette volonté s'imposera lorsqu'il s'agira de porter un jugement sur la valeur morale de l'acte accompli ou de savoir si, au point de vue du droit pénal, l'auteur de cet acte doit être frappé d'une peine. Nous avons vu qu'elle devait, au contraire, être écartée en matière de responsabilité civile.

La causation d'un fait par une volonté même indifférente quant aux motifs, constitue une appropriation suffisante de ce fait pour fonder l'obligation à la réparation civile ; mais cette appropriation est un minimum au-dessous duquel le fait cesse de produire des conséquences juridiques à l'égard de la personne dont il émane physiquement. Ceux de nos faits (1) pour lesquels elle n'existe

(1) Par « nos faits », nous entendons ceux qui paraissent dus à notre propre activité.

pas, ne pourront nous être imputés même civilement. Les événements dont la preuve fera ainsi apparaître le caractère non-volontaire d'un fait constitueront des cas de non-imputabilité civile ; c'est la recherche de ces événements que nous allons entreprendre.

Notre critérium pour la détermination des cas de non-imputabilité civile est donc assez différent de celui de la doctrine traditionnelle. D'après celle-ci, tout événement qui enlève à un acte son caractère d'acte de volonté coupable doit être rangé parmi ces cas. Les conditions de l'imputabilité sont alors les mêmes en droit civil et en morale. Pour nous, au contraire, la responsabilité civile ne disparaît que lorsque le caractère volontaire de l'acte incriminé fait défaut ; l'imputabilité civile se confond avec l'imputabilité psychologique.

Nous allons donc, adoptant ce dernier point de vue, rechercher, dans les différents cas que nous avons examinés dans notre première partie, quelle solution doit être donnée à la question que soulève chacun d'eux (1).

(1) Nous observerons, dans l'examen de ces cas, un ordre différent de celui que nous avons suivi dans la première partie : nous commencerons par rechercher l'influence sur la responsabilité, des faits externes à l'agent, parce que c'est pour eux que nos déductions seront les plus simples.

Dans la théorie traditionnelle, au contraire, ce sont les solutions admises relativement aux personnes moralement irresponsables qui se rattachent le plus naturellement au principe de cette théorie.

CHAPITRE PREMIER

DES DOMMAGES CAUSÉS DANS CERTAINES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES.

La question que nous avons à résoudre dans le présent chapitre est celle-ci : quelles sont, parmi les circonstances ayant accompagné ou provoqué un fait, celles que le défendeur à l'action en dommages-intérêts pourra invoquer pour se soustraire à la responsabilité de ce fait ? Il s'agit, en d'autres termes, de rechercher les événements qui constituent ce que l'on appelle des cas de force majeure (1).

Certaines hypothèses ne donnent lieu à aucune difficulté.

L'irresponsabilité de l'agent ne fait aucun doute lorsque l'acte dont il est l'auteur apparent est dû en réalité à une force qui lui est étrangère. Il en est ainsi lorsque l'agent a subi une contrainte physique ; son rôle est alors

(1) L'expression « force majeure » a un sens différent suivant la théorie qui l'emploie.

Dans la théorie traditionnelle, elle désignera tout événement qui enlève à un acte, le caractère d'acte blâmable que cette théorie attribue au fait constitutif de responsabilité.

Dans la théorie objective, elle ne s'appliquera qu'à celui qui détruit le lien de causalité entre la volonté de l'agent et le fait dommageable.

celui d'un instrument; sa volonté est complètement étrangère au fait.

A cette hypothèse, on peut assimiler celle où un individu se trouve, contre sa volonté, soumis au sommeil hypnotique. Les actes qu'il accomplit dans cet état ne peuvent, sous aucun rapport, lui être imputés (1).

Dans ces hypothèses, la volonté de l'agent fait complètement défaut, il ne peut être question de responsabilité (2). Mais il en est autrement lorsque l'agent a accompli un acte dans des circonstances qui ont diminué sa liberté sans la supprimer tout à fait. Il s'agit alors de savoir si le lien de volonté qui unit le fait à l'agent est assez fort pour entraîner la responsabilité civile de ce dernier; si, en d'autres termes, l'état de nécessité constitue un cas de non-imputabilité civile.

La solution que nous devons donner à cette question résulte nettement des explications que nous avons consacrées à celle-ci dans la première partie.

Le caractère volontaire de l'acte commis en état de nécessité n'est pas et ne peut pas être contesté. Comme on l'a dit, il s'agit d'un acte que l'agent préfère accomplir

(1) V. Lefort, *L'hypnotisme au point de vue juridique*.

(2) La responsabilité de l'agent disparaît également lorsque son acte lui a été imposé par un ordre de la puissance publique. Sa volonté se trouve alors absorbée dans celle de l'autorité sur l'ordre de laquelle il agit. Il n'est alors et ne peut être qu'un instrument passif, puisque toute résistance de sa part serait brisée par la force (*infra*, p. 57). Il en est de même dans le cas de contrainte morale exercée par un individu dans les conditions indiquées, p. 59. Il y a alors déplacement de l'imputabilité.

plutôt que de subir le danger qui le menace ; l'appropriation de cet acte est donc manifeste.

Ceci étant posé, l'agent doit-il être soumis à la réparation du dommage causé dans ces conditions ?

Nous savons comment la doctrine traditionnelle, tout en reconnaissant qu'il n'est pas permis de causer un dommage à autrui pour s'en éviter un à soi-même, admet que la nécessité absolue est un cas de force majeure.

Pourquoi ? Parce que l'acte dommageable « nécessaire », bien que restant volontaire, ne constitue pas une faute puisque les circonstances dans lesquelles il a été commis lui enlèvent tout caractère de culpabilité.

Telle est la conclusion de la doctrine traditionnelle. La nôtre sera différente parce que notre point de départ est autre ; si nous admettons que la responsabilité civile se trouve conditionnée relativement à l'agent, non par un acte coupable, mais par un fait de volonté, si l'acte « nécessaire » est un fait de volonté, nous devons conclure que l'état de nécessité ne constitue jamais un cas de non-imputabilité.

L'état de nécessité ne donne lieu à aucune question relativement à l'existence de l'élément moral du délit civil, mais il n'en est pas de même en ce qui concerne celle du dernier des éléments que nous avons distingués dans celui-ci. Les circonstances qui ont rendu l'acte nécessaire n'auront aucune influence sur l'imputabilité proprement dite ; mais c'est d'elles que dépendra la valeur

des intérêts qui se sont trouvés en conflit, et c'est à elles qu'il faudra se reporter pour apprécier le caractère légitime ou illégitime de l'acte accompli ; et c'est là notamment qu'apparaissent la nouveauté et, croyons-nous, le mérite de la conception objective.

La doctrine traditionnelle, pour résoudre la question de la responsabilité des dommages causés en état de nécessité, se place à un point de vue strictement individuel puisqu'elle se borne à apprécier la conduite de l'agent dans les circonstances où il s'est trouvé. La théorie que nous exposons se place à un point de vue plus élevé, car, se reportant aux circonstances dans lesquelles le dommage a été causé, elle compare les intérêts respectifs de l'auteur et de la victime de ce dommage, et elle donne la préférence à celui qui lui semble le plus légitime ; par là, elle mérite réellement d'être qualifiée de « théorie sociale ».

Ainsi comprise, la question de la responsabilité des dommages causés en état de nécessité, sort du cadre de cet ouvrage, mais les développements que nous avons dû consacrer aux solutions qui lui sont données par la doctrine traditionnelle, exigent maintenant comme contre-partie nécessaire, quelques indications sur la conception que nous en avons.

Notre point de départ est que, pour la traiter, il faut cesser de prendre en considération l'impression plus ou moins grande que les circonstances dans lesquelles s'est

trouvé l'agent ont produite sur ce dernier, puisque nous admettons que cette impression ne sera jamais assez forte pour enlever à l'acte commis son caractère volontaire. La seule question qui se pose est celle de savoir si, étant données les conditions dans lesquelles il a été accompli, cet acte est contraire au droit.

Pour la résoudre, une distinction s'impose relativement à l'origine de l'état de nécessité.

Nous allons examiner successivement deux cas bien différents :

1° Celui où l'acte dommageable est devenu nécessaire sans le fait de la victime du dommage ;

2° Celui où il est devenu nécessaire par le fait de celle-ci.

1° *L'acte dommageable est devenu nécessaire sans le fait de la victime du dommage.*

L'hypothèse par l'examen de laquelle nous débutons est celle que l'on a généralement en vue lorsque l'on parle de dommage causé en état de nécessité.

L'agent, menacé d'un danger, soit dans sa personne, soit dans ses biens, l'évite en sacrifiant la vie ou le bien d'un individu complètement étranger à ce danger ; c'est-à-dire que cet individu ne pourrait en aucune façon être rendu responsable du mal que l'agent aurait subi, s'il n'avait pas accompli son acte. Cet acte oblige-t-il à la réparation du dommage causé ?

Nous répondons : oui, dans tous les cas.

Il pourra arriver (il arrivera même souvent) que l'acte accompli, loin d'être blâmable en soi, sera au contraire un acte utile...

Exemple : Pour éviter un dommage de cent dont est menacée ma propriété, j'en cause un de dix à la propriété de mon voisin. Ce faisant, je commets, à mon point de vue, un acte nécessaire, puisque si je m'étais abstenu j'aurais subi une lésion importante ; mais, tout intérêt personnel mis à part, j'accomplis un acte utile socialement, car la conservation d'un bien de cent, importe plus à la société que celle d'un bien de dix.

Enfin, aucun reproche ne peut être adressé, bien que l'utilité sociale de son acte puisse être plus contestable, à celui qui sauve sa vie en causant à autrui un dommage purement matériel.

Mais s'ensuit-il que dans ces deux hypothèses l'agent doive être dispensé de réparer le dommage ? Non, car celui-ci constitue une violation du droit d'autrui. Sans doute, l'acte commis se justifie par les circonstances. Mais en quoi celles-ci ont-elles pu créer, au profit de l'agent, le droit de léser une personne ? Ces circonstances ont-elles annihilé le droit de propriété de cette personne sur l'objet endommagé ?

Tout ce qu'il convient d'admettre, c'est que l'état de nécessité confère le droit d'utiliser la chose d'autrui (1) et qu'il apporte au droit de propriété d'autrui sur

(1) C'est là un droit naturel dont l'existence ne fait aucun doute,

cette chose une restriction corrélatrice. Il y a là une sorte d'expropriation pour cause de nécessité privée ; mais cette expropriation ne doit pas être une spoliation. Elle implique, de la part de celui auquel elle a profité, l'obligation à une indemnité.

L'état de nécessité ne fait donc pas « tomber » l'obligation à la réparation civile.

Par qui cette réparation est-elle due ? Elle l'est, sans aucun doute, par celui qui a causé le dommage. Il en est ainsi, même lorsque l'état de nécessité dans lequel s'est trouvé l'agent est imputable à la faute d'un tiers ; mais, en pareil cas, le premier aura un recours dont l'objet principal sera le montant de l'indemnité due au propriétaire du bien endommagé.

Nous avons supposé, jusqu'à présent, que l'agent a causé un dommage pour éviter un danger qui le menace personnellement. Que décider si l'acte dommageable a été commis dans l'intérêt d'un tiers (1) ? En justice,

mais qu'il serait néanmoins utile de limiter par un texte, comme il a été fait par le Code civil allemand.

Un exemple pratique d'un tel droit c'est le droit de réquisition militaire exercé en temps de guerre.

(1) On peut même concevoir que le dommage a été commis dans l'intérêt de la victime de ce dommage. Exemple : on enfonce les portes de la maison d'un individu pour le sauver de l'asphyxie. Il est évident que cet individu serait mal venu à demander des dommages-intérêts aux auteurs de cet acte.

c'est ce tiers qui devrait être soumis à l'obligation de réparation civile. Tout au moins, doit-on reconnaître à l'agent, si on le déclare personnellement responsable, un recours contre celui auquel son acte a profité (1).

2° L'acte dommageable est devenu nécessaire par le fait de la victime

Lorsque, pour me défendre contre une agression injuste, j'agis dans les conditions prévues par l'article 328 du Code pénal, il est évident que je ne peux, en aucune façon, être rendu responsable de cet acte, puisqu'en le commettant, je n'ai fait qu'exercer mon droit.

Le Code pénal de 1791 édictait formellement qu'en cas d'homicide légitime, il n'y avait lieu de prononcer aucune condamnation (2). Celui de 1810 n'ayant pas reproduit cette disposition, certains auteurs en ont conclu que la décision du juge criminel portant que l'in-

(1) Ce recours peut se fonder sur l'idée de gestion d'affaires. Celui qui s'oblige envers autrui pour écarter un danger de cet individu, gère vraiment les affaires de ce dernier.

Il a du reste été fait une application de cette idée par la jurisprudence dans un cas très voisin de celui que nous examinons : celui où un individu subit directement un dommage en rendant service à autrui. Il s'agissait d'une personne qui s'était fait blesser en arrêtant des chevaux qui s'étaient emballés. Le tribunal civil de la Seine a admis au profit de cette personne l'existence d'un recours contre le propriétaire de ces chevaux, et elle a fondé ce recours sur la gestion d'affaires (Trib. civ. Seine, 3 janvier 1900, *Le Droit*, 2 mars 1900, S. 1902.2.217). Cette idée a été critiquée ; il faut reconnaître en tout cas qu'elle permet de remédier heureusement à une lacune du Code.

(2) Code pénal de 1791 (art. 5, du tit. II, sect. I^{re}, 2^e partie).

culpé a agi en état de légitime défense ne mettait pas obstacle à ce qu'il puisse, au civil, être poursuivi et condamné pour le même fait.

Nous rejetons sans hésitation cette idée.

La légitime défense, a-t-on dit, n'est pas exclusive de toute faute de l'agent, « car il est possible que l'agent, même en exerçant ce droit de défense, ne soit pas exempt, d'imprudence ou de précipitation, qu'il n'ait pas proportionné la résistance à l'attaque, qu'il ait continué les coups quand l'agression n'existait plus » (1).

Mais, dans ce cas, peut-on dire que l'inculpé a agi en état de légitime défense ? Non. Il a dépassé son droit ; il a donc commis une faute.

« Mais le juge criminel, dit Sourdat, doit faire une large part à un homme placé dans de telles circonstances. La mesure et la réflexion sont difficiles à garder en pareil cas, et l'on serait très rigoureux d'appliquer une peine même légère quand la provocation a pris un tel caractère de gravité. Le juge civil a, au contraire, le droit de fixer exactement les caractères constitutifs de la faute pour en ordonner la réparation (2). »

Sans doute ; mais ne voit-on pas que si l'agent a dépassé son droit de légitime défense, ce n'est pas par application de l'article 328 ou de l'article 329 du Code pénal qu'il peut être soustrait à la condamnation, mais

(1) Chauveau et F. Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. IV, n° 1499.

(2) Sourdat, *op. cit.*, t. I, p. 392.

par application de l'article 64. L'agent s'est cru en danger ; il a subi une contrainte morale. Il sera acquitté au point de vue pénal, sans que cet acquittement mette obstacle à ce qu'il soit pour le même fait condamné à des dommages-intérêts.

Au contraire, lorsqu'une personne a agi dans les conditions prévues par les articles 328 ou 329 du Code pénal, lorsque l'existence de ces conditions a été admise expressément par la juridiction criminelle (1), cette personne doit être à l'abri de toute condamnation à des dommages-intérêts (2).

Des difficultés pourront s'élever dans certains cas sur la question de savoir si j'ai agi dans les limites de mon droit de légitime défense : il y a donc le plus grand intérêt au point de vue pénal et, accessoirement, au point de vue civil à déterminer exactement l'étendue de ce droit ; mais c'est là une question qui a trait à l'interprétation des articles 328-329 du Code pénal et dont nous n'avons pas à nous occuper (3).

L'hypothèse que nous allons examiner, appartient exclusivement au droit civil.

(1) A tort ou à raison, les décisions de la justice criminelle ayant l'autorité de la chose jugée devant la juridiction civile.

(2) C'est d'ailleurs dans ce sens qu'est fixée la jurisprudence (V. un arrêt de la Cour de Limoges du 24 juin 1884, S. 86.2.57 ; un arrêt de la Cour de cassation du 24 février 1886, S. 86.1.176). — Cf. la note précitée de M. Lyon-Caen sous l'arrêt de la Cour de cassation du 25 mars 1902.

(3) V. *suprà*, p. 62.

Nous supposons que pour écarter un danger qui me menace dans mes biens, j'en cause un aux biens de la personne qui a créé l'état de nécessité où je me trouve (1).

Suis-je responsable de ce dommage ? Non : l'agent se trouve en pareil cas, a-t-on dit assez exactement, en état de légitime défense quant aux biens. Seulement comme cette légitime défense ne se trouve définie par aucun texte, il est assez malaisé de se faire une idée de son étendue.

L'agent reste certainement dans les limites de son droit lorsque le dommage qu'il cause à autrui est inférieur ou au plus égal à celui qu'il aurait subi. Le propriétaire du bien endommagé se trouve posséder deux qualités : celle de victime du dommage lui donne théoriquement droit à une réparation civile ; mais sa qualité d'auteur de l'état de nécessité dans lequel s'est trouvé l'agent le rend responsable vis-à-vis de ce dernier du montant même de cette réparation. Il y a là deux responsabilités qui s'annulent.

En dehors de ces limites, l'agent exerce-t-il son droit de légitime défense ? Pourra-t-il causer légitimement un

(1) Nous considérons non seulement le cas où le danger qui me menace est dû au fait de cette personne (qu'il y ait ou non dol de sa part), mais également celui où il a été provoqué par le fait d'une chose qui lui appartient. Nous supposons, en un mot, que cette personne aurait été responsable du dommage qui serait survenu, si je n'avais pas agi.

dommage supérieur à celui dont il est menacé (1)? Si oui, quelle proportion devra-t-il exister entre le dommage causé et le dommage évité? Ce sont là des questions qui demanderaient à être résolues législativement.

(1) L'existence de ce droit nous paraît certaine. Le propriétaire d'un bien endommagé par un individu a bien la faculté de demander à celui-ci la réparation du dommage; mais souvent cette ressource sera illusoire parce qu'en dehors de la nécessité de connaître l'auteur responsable du fait dommageable, elle implique la solvabilité de celui-ci, et l'établissement d'une preuve souvent difficile à fournir.

Il faut donc, si l'on veut assurer une protection efficace de nos droits, nous mettre en mesure, non seulement de demander la réparation d'un dommage déjà causé, remède qui sera souvent inefficace, mais aussi d'empêcher autrui de nous nuire, même si on ne le peut qu'en lui causant un dommage supérieur à celui dont il nous menace; pourvu bien entendu que le dommage causé ne soit pas de proportion avec le dommage évité. Notamment, le propriétaire ne peut empêcher autrui de lui causer un dommage lorsque ce dommage permet d'éviter pour l'auteur de ce dommage ou pour une autre personne un dommage incomparablement plus grand (V. *suprà*, p. 135). L'état de nécessité dans lequel se trouve autrui enlève au propriétaire le droit de s'opposer préventivement à l'atteinte dont il est menacé, mais elle lui laisse, nous l'avons vu, celui d'en demander réparation. — Cf. les articles 228 et 904 du Code allemand.

CHAPITRE II

LES PERSONNES ANORMALES ET LA RESPONSABILITÉ CIVILE.

Nous arrivons à la plus délicate des questions que comporte notre étude : celle de la situation des personnes privées de raison au point de vue de la responsabilité civile.

Nous savons que l'irresponsabilité civile de ces personnes est pour les auteurs traditionnels une sorte de dogme ; et il n'en peut être autrement si l'on considère les caractères que ces auteurs attribuent au fait constitutif de la responsabilité. Mais elle ne devait pas être défendue que par eux : certains des adversaires de la conception subjective de la faute se sont en effet refusés d'aller jusqu'à admettre l'idée d'une responsabilité indépendante de la raison.

Cependant, la gravité des inconvénients que présente, au point de vue de l'équité, l'irresponsabilité absolue des personnes privées de raison ressort des tentatives qui ont été faites pour y remédier.

Nous avons vu comment la jurisprudence s'efforce de rattacher coûte que coûte, le dommage causé par un dément à une faute antérieure de l'agent : elle voit une faute dans les excès que celui-ci a faits antérieurement, excès

qui ont pu provoquer la folie ; et alors, elle établit un lien entre cette faute et le fait dommageable (1). Ce lien est bien fragile, il faut même beaucoup de bonne volonté pour l'apercevoir, mais, en le créant, la jurisprudence peut, dans certains cas, donner satisfaction à l'équité tout en respectant le principe traditionnel. Mais cette ressource lui fera souvent défaut. Et la victime du dommage causé par un dément sera alors, contrairement à toute justice, privée de recours contre l'agent, quelle que soit la fortune de celui-ci. Un pareil résultat est, au contraire, impossible dans les pays dont les législations contiennent des dispositions analogues à celles de l'article 829 du Code civil allemand (2).

En France, le principe de la responsabilité du dément a fait ces dernières années des progrès remarquables.

(1) La responsabilité du dément a même été admise en dehors de toute faute antérieure de l'agent, par un jugement motivé exclusivement par des considérations d'équité. V. aff. Blondeau, Trib. civ. Seine, 5 mai 1893, *Le Droit*, 10 août 1893.

(2) Autriche : articles 1308, 1309, 1310 du Code civil ; Suisse : article 58 du Code fédéral ; Portugal : articles 2377, 2378, 2379 du Code civil ; Espagne : Code pénal ; Principauté de Monaco : Code général des biens ; Svod russe, § 445 ; Vénézuéla : 25-1^o Code pénal.

Le droit anglo-américain paraît également favorable à la responsabilité du dément.

La responsabilité du dément et du jeune enfant était admise également par l'ancien Code prussien. L'article 41 de ce Code s'exprimait dans ces termes : « Si des furieux ou des enfants au-dessous de sept ans causent un dommage, on ne peut en poursuivre la réparation sur leurs fortunes qu'après avoir discuté celle de leurs parents ou de leurs curateurs. »

Un parti important de doctrine lui est devenu favorable (1). Enfin, il a inspiré une proposition de loi déposée en 1902 par M. Pourquery de Boisserin sur le bureau de la Chambre des députés (2).

C'est ce principe qu'il nous faut maintenant justifier. Il se rattache logiquement à la conception de la responsabilité que nous avons définie. Mais nous savons qu'il a été critiqué par des partisans déclarés de cette conception. Ce sont donc les critiques qui lui ont été adressées par ceux-ci, que nous allons essayer de réfuter.

§ 1. — Les personnes anormales et l'idée de responsabilité civile.

Ce qui, pour certains, est un obstacle à l'admission des solutions que nous proposons, c'est cette idée que

(1) V. Pascaud, La responsabilité des aliénés, *Rev. crit.*, 1905, p. 219 ; Perreau, *Rev. crit.*, 1902, p. 405 ; Planiol, *Traité de droit civil*, t. II, n° 916, n. 1, p. 273, Ripert, *Rev. crit.*, 1909, p. 129 ; Corbesco, thèse précitée.

(2) Séance du 19 février 1902, *Journal officiel*, session ordinaire, 1902, p. 770. Cette proposition est ainsi conçue. « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par le fait duquel il est arrivé, à le réparer. Le dément sera civilement responsable du préjudice par lui causé. »

On peut adresser un reproche à cette proposition : c'est qu'en faisant découler la responsabilité du simple fait, elle est trop compréhensive. Le seul dommage que nous ayons à réparer, c'est celui que nous avons causé par un fait contraire au droit

Sous cette réserve, ces dispositions indiquent bien les deux étapes que nous aurons parcourues relativement à la question que nous traitons actuellement. Ce qui nous reste à établir, c'est le lien qui existe entre la première et la seconde.

l'on ne peut concevoir une responsabilité quelconque en dehors de la raison. Mais cet argument, qui est très fort en apparence, ne repose que sur une fausse acception du mot responsabilité.

Traditionnellement, la responsabilité suppose en effet un être doué de raison ; il en est ainsi parce que, quel que soit le domaine où on l'envisage, elle ne s'applique qu'au fait impliquant, chez son auteur, une certaine disposition d'esprit bonne ou mauvaise (1). La sanction seule varie : en morale, elle consiste dans une louange ou dans un blâme ; en droit pénal, c'est une peine publique ; enfin en droit civil, c'est une réparation civile ou plutôt une peine privée.

Mais si l'on admet que la responsabilité civile consiste pour une personne dans l'obligation de réparer le dommage causé par elle sans qu'aucune faute morale lui soit imputable, non seulement l'argument que nous examinons perd toute sa force, mais il apparaît qu'une telle obligation peut, sans aucun doute, incomber aux personnes privées de raison.

Il a été aisément fait justice de la comparaison que l'on a prétendu établir, au point de vue de la situation de la victime, entre le dommage causé par un fou et celui qui résulterait, par exemple, de la chute d'une tuile sous l'action du vent et qui constitue ce que l'on appelle un

(1) Ortolan, *Traité de droit pénal*, loc. cit.

cas fortuit (1) ; dans la seconde hypothèse, la force même des choses empêche la victime d'obtenir une réparation ; dans la première elle se trouve en présence d'un agent possédant un patrimoine sur lequel il est possible de l'indemniser (2).

C'est un fait indéniable que leur seule qualité de représentants d'un patrimoine expose les personnes privées de raison à devenir débitrices d'autrui. Elles peuvent se trouver obligées en vertu de l'enrichissement sans cause, cela est certain ; mais la doctrine traditionnelle ne doit-elle pas admettre au moins dans un cas, sous peine d'arriver à un résultat injustifiable, qu'elles peuvent être tenues d'une obligation dite quasi-délictuelle ?

Une maison appartenant à un dément cause un dommage en s'écroulant par suite d'un vice de construction. Quelle raison aurait-on ici de soustraire le propriétaire à la responsabilité de ce dommage ?

Et si l'on adhère à la théorie exposée d'autre part, peut-on concevoir que le défaut de raison chez une per-

(1) Ulpien, lib. 18, *ad edictum* (L. § § 1 et § 2, Dig. *ad legem Aquiliam*, IX ; 2) s'exprime ainsi : « Et ideo quærimus si furiosus damnum dederit an legis Aquiliæ actio sit. Et Pegasus negavit : quæ enim in eo culpa sit, cum mentis suæ non sit ? Et hoc est verissimum. Cessabit igitur Aquilia actio quemadmodum si quadrupes damnum dederit Aquilia cessat, aut si tegula cecident. Cf. Deschamps, thèse précitée.

(2) Perreau, *loc. cit.* — Cf. Belime, *Philosophie du droit*, liv. IV, chap. II, p. 401.

sonne la fasse échapper à la responsabilité des articles 1384 et suivants (1) étant donné que cette responsabilité ne suppose chez un individu que la seule qualité de patron ou de propriétaire ?

Dire qu'une personne est responsable au point de vue civil, cela signifie donc simplement que la réparation d'un dommage doit être prélevée sur les biens de cette personne (2). Or, nous venons de voir que les biens des personnes privées de raison doivent répondre sans aucun doute de certains dommages. Que reste-t-il donc de l'objection que l'on a opposée à l'idée d'une responsabilité indépendante de la raison ? Puisque le patrimoine du dément et du jeune enfant répond des dommages causés par ce patrimoine, ne peut-on concevoir qu'il réponde également des dommages causés par le fait personnel de son représentant ?

**§ 2. — Le fait personnel des personnes anormales
et la responsabilité civile.**

Les personnes anormales doivent-elles répondre civilement de leur fait personnel ?

(1) Exception étant faite pour la responsabilité des parents, instituteurs et artisans.

(2) Le mot responsabilité désigne donc réellement, en droit civil, l'affectation de certains biens à la réparation d'un dommage. C'est le patrimoine d'une personne qui est responsable plutôt que cette personne. Ne dit-on pas d'ailleurs que les biens d'une personne répondent de ses dettes ? Quel rapport peut-on établir dans ces conditions entre la responsabilité civile et la responsabilité morale ?

Il nous faut, tout d'abord, rejeter l'un des arguments que l'on a donnés en faveur de l'affirmative : c'est celui qui consiste à dire que la responsabilité n'implique ni l'intention ni la volonté. Cet argument, nous le trouvons dans l'arrêt de 1866 que nous avons rapporté, le seul, nous l'avons vu, qui soit en faveur de la solution que nous défendons (1).

Que la responsabilité civile n'implique pas l'intention, cela est évident ; mais il en est autrement en ce qui concerne la volonté, puisque, seul, le caractère volontaire d'un fait permet de rattacher ce fait à l'activité d'un individu. Un fait que nous n'avons pas voulu nous est étranger, et l'on ne peut nous en déclarer responsables ; et inversement l'accomplissement volontaire d'un fait constitue de ce fait une appropriation suffisante pour que l'on en impute civilement les conséquences à l'agent (2).

Notre question revient donc à savoir si le fait du fou ou du jeune enfant possède ce caractère volontaire qui permette de le considérer comme émanant de leur personnalité, et conséquemment de le leur imputer civilement.

(1) Montpellier, 31 mai 1866, S. 66.2.239 : « Attendu que, dans l'application des principes de la responsabilité civile, la loi ne tient compte ni de la volonté ni de l'intention. »

(2) « C'est évidemment dépasser la mesure que d'éliminer la volonté de l'élément constitutif de la responsabilité civile, mais il n'est pas nécessaire qu'elle soit aussi nettement caractérisée qu'en matière pénale. Il suffit qu'elle ne puisse être assimilée à un cas fortuit ou de force majeure. » Pascaud, *loc. cit.*

S'il fallait en croire la jurisprudence, la volonté ferait complètement défaut à ceux auxquels manque le discernement. Les arrêts qui rejettent la responsabilité du dément, en effet, en donnent généralement pour raison que le dément n'a pas de volonté (1).

Mais c'est là, une idée psychologiquement fausse : et l'on a très justement fait observer que ces arrêts confondent la volonté avec l'intention (2).

Il est impossible de nier l'existence de la volonté chez le dément. Sans doute, cette volonté n'est pas éclairée par la raison : celui en qui le discernement fait défaut ne se rend pas compte de la valeur morale de ses actes, et il serait difficile de l'en déclarer responsable au point de vue pénal (3). Mais la cause de son acte est en lui. Ne fait-il pas librement ce qui lui passe par la tête, ce qu'il veut ? Et l'appropriation de cet acte n'est-elle pas au moins aussi grande que celle des actes que nous accomplissons par pure distraction, actes que l'on n'hésite

(1) V. notamment un arrêt de la Cour de cassation du 21 octobre 1904, S. 1902.1.32 : « Puisque toute responsabilité suppose une faute et qu'il n'y a pas de faute quand la volonté fait défaut... » — Un arrêt du 14 mai 1866, D. 67.1.297 : «... Que par l'emploi de l'expression faute, la loi suppose évidemment un fait dépendant de la volonté ; qu'un fou n'ayant pas de volonté ne saurait être rendu responsable... » — Cf. Demolombe, *Cours de droit civil*, t. XXXI, p. 682.

(2) Voy. Corbesco, thèse précitée, p. 199 et suiv. ; Austin, *Lectures ou jurisprudence*, t. XVIII, p. 423.

(3) Certains criminalistes n'en demandent pas moins que le fou criminel soit frappé de peines.

pas à nous imputer civilement (1) ? N'en est-il pas de même de l'acte du jeune enfant (2) ?

Nous concluons donc au rejet de l'opinion exprimée par M. Labbé et rapportée précédemment (3), d'après laquelle la folie constituerait un cas de force majeure exemptant l'agent de la responsabilité, même lorsque celle-ci découle du simple fait.

Une personne qui, dans un accès d'aliénation mentale, détruit l'objet de son obligation, est libérée vis-à-vis de son créancier en vertu de l'article 1148 ; voilà ce que prétendait l'auteur.

Mais l'article 1147 auquel il faut se reporter pour connaître les conditions de la force majeure, ne paraît pas

(1) « Qu'un dément, irrité par les procédés dont un de ses gardiens use envers lui, conçoive l'idée de s'en venger : il s'arme d'un bâton, attend sa victime dans un coin isolé, puis après avoir recherché si aucun témoin n'est là pour le voir, il lui en assène un violent coup et lui casse un bras ; cet aliéné n'a sans doute pas l'intention de commettre un délit, mais peut-on dire qu'il n'a pas eu la volonté de frapper ? Ainsi l'acte du fou n'est ni un cas fortuit ni un événement de force majeure, car il dérive de l'état mental de son auteur sans que le hasard ou une force extérieure quelconque aient déterminé sa perpétration. » Pascaud, *op. cit.*

(2) Il faut, en ce qui concerne la responsabilité du jeune enfant, faire quelques réserves. Si l'on envisage l'hypothèse, d'ailleurs purement théorique, d'un dommage causé par un enfant de quelques mois, on ne peut guère parler ici d'appropriation du fait par l'enfant : les faits du jeune enfant étant de purs réflexes. Mais il y a appropriation de ce fait par la personne qui a la garde de l'enfant. Cette personne sera naturellement responsable en vertu de l'article 1384 si elle est le père ou la mère de l'enfant, sinon elle le sera en vertu de l'article 1383, car c'est sa négligence qui a rendu possible la causation du dommage par l'enfant.

(3) V. *suprà*, p. 33 et suiv.

favorable à cette manière de voir. Cet article n'exempte le débiteur de dommages-intérêts que lorsque l'inexécution de son obligation provient d' « une cause étrangère qui ne peut lui être imputée ». Or la folie est-elle une cause étrangère à l'agent ?

Pour écarter ce mot, M. Labbé considère son emploi comme équivalent à un redoublement de l'idée exprimée par les mots : qui ne peut être imputée. Cette explication n'est guère plausible. Mais, même si nous l'admettons, l'opinion que nous exposons ne nous paraît pas plus soutenable.

L'expression « force majeure » éveille l'idée d'une force plus puissante que notre volonté, subjuguant celle-ci et nous déterminant à agir ou à nous abstenir contre notre gré.

La démence constituerait donc une pareille force : ce serait une force intérieure, une volonté.

Il y aurait alors, chez le dément, deux volontés, l'une saine et raisonnable constitutive de la personnalité de ce dément ; l'autre, déraisonnable, plus forte que la première et se manifestant extérieurement par des actes incohérents.

Mais psychologiquement, en est-il ainsi ?

Nullement. Le fou est comparable à un jeune enfant : comme à ce dernier, il lui manque la raison. Or, peut-on dire que l'enfant, lorsqu'il agit, subit l'effet d'une force majeure ? Non. Il obéit à sa volonté, mais comme celle-ci n'est pas guidée par la raison, les actes qu'il accomplit,

sont le plus souvent en opposition avec le bon sens. Il en est de même du dément (1) ; et l'on doit, à notre avis, considérer les actes qu'il accomplit, non comme des faits exclusifs de sa personnalité, mais comme des faits où sa personnalité se manifeste pleinement.

**§ 3. — De certaines responsabilités ne pouvant
incomber aux personnes anormales.**

L'acte du dément ou du jeune enfant, ne pouvant être assimilé à un cas fortuit ou à un événement de force majeure, est susceptible d'obliger son auteur en vertu de l'article 1382 : voilà la conclusion à laquelle nous arrivons. Mais nous savons, pour avoir opposé les unes aux autres les sources de l'obligation à la réparation civile, qu'il existe certaines responsabilités dont ne peuvent être tenues les personnes privées de raison.

Il nous suffira de rappeler les hypothèses où il en est ainsi.

(1) Il y a certains cas où l'on serait mieux fondé à prétendre que l'agent obéit à une force majeure ; c'est lorsque sans être atteint de folie proprement dite, il agit sous l'influence d'une tendance qui, démesurément grandie, est devenue chez lui une passion ou une manie. On se trouve alors véritablement en présence d'un individu chez lequel il existe deux volontés. D'une part la raison lui permet de se rendre compte des conséquences regrettables de l'acte que lui suggère la passion, et il voudrait ne pas le commettre. Mais cette passion, plus puissante que sa volonté, le détermine à agir. Ne subit-il pas ici une sorte de contrainte ? Mais précisément, sa responsabilité demeure entière ici parce que la cause de cette contrainte ne lui est pas extérieurement. V. *suprà*, p. 38 et notes.

1° C'est, en premier lieu, celle où le fait de responsabilité implique, comme élément constitutif, le dol de l'agent. Comme on l'a fait remarquer, la réparation civile prend en pareil cas le caractère d'une peine privée. Il ne peut être question de la faire supporter à une personne moralement irresponsable (1).

2° C'est enfin l'hypothèse où la responsabilité se rattache à la violation d'un devoir. Comme exemple du devoir, nous avons cité le devoir de surveillance qui incombe aux parents, instituteurs et artisans, à l'égard de leurs enfants, élèves et apprentis. D'autres devoirs résultent de textes particuliers.

En dehors d'un texte formel, ou d'un contrat, sommes-nous tenus d'agir pour autrui ? La violation d'un devoir purement moral peut-elle entraîner notre responsabilité ? Cette question a été vivement discutée et elle a été résolue avec raison dans le sens négatif (2). Quoi qu'il en soit, il est certain qu'une responsabilité de cette nature n'incomberait jamais aux personnes privées de raison, puisqu'on

(1) Il en est ainsi dans certains cas de dommage moral, tel que celui qui résulte de la diffamation et de la calomnie. — Cf. Hugueney, *La peine privée en droit contemporain*, thèse Dijon, 1904, p. 269 et suiv. Le droit anglais distingue de même les « torts » pour lesquels on doit tenir compte de la fraude ou de la malice de l'auteur du dommage, et ceux pour lesquels cette considération ne doit pas intervenir. Sur les *exemplary damages* (extra ou aggravated damages), V. Hugueney, *op. cit.*, p. 279 et suiv.

(2) V. la note de M. Tissier sous un arrêt de la Cour de cassation du 16 avril 1894, S. 1895.1.273 ; cf. Saleilles, *Acc. du trav.*, n° 31 et notes 71 et 72 ; Corbesco, thèse précitée, troisième partie.

ne peut concevoir que ces personnes soient tenues d'aucune obligation de faire, légale ou conventionnelle (1).

§ 4. — De quelques règles relatives à la responsabilité des personnes anormales.

Nous avons pu jusqu'à présent écarter de notre sujet toute considération subjective : mais il ne s'agissait pour nous que de déterminer le minimum des conditions d'existence de l'obligation à la réparation civile.

(1) On peut cependant concevoir que la question de l'imputabilité se pose en matière de responsabilité contractuelle à l'égard d'une personne privée de raison. Exemple : Une personne promet son fait à autrui et, avant l'exécution de l'obligation, se trouve frappée d'aliénation mentale. Que devient cette obligation ?

On peut considérer alors la survivance de la folie comme un cas fortuit, c'est-à-dire comme un événement qui met obstacle à l'exécution du contrat d'une manière absolue et qui ne pouvait être prévu au moment de la conclusion de ce contrat.

Le débiteur est sans aucun doute libéré.

On peut concevoir également qu'un incapable rende impossible par son fait l'exécution d'une obligation de donner. Précisons : Il ne s'agit pas de la violation de l'obligation positive de conserver la chose jusqu'à la livraison, puisque cette obligation n'incombe pas personnellement à l'incapable. Il s'agit d'un fait positif de destruction ou de détérioration. Mais ici, s'agit-il de responsabilité contractuelle ? Nullement. De deux choses, l'une, ou la chose est déjà devenue la propriété du créancier (art. 1138), et il s'agit alors d'un dommage causé à autrui et tombant dans le domaine d'application de l'article 1382 sans qu'il y ait à tenir compte du lien contractuel existant entre la victime du dommage et l'agent ; ou la propriété de la chose n'est pas encore transférée au créancier ; il s'agit par exemple d'une vente faite sous condition suspensive ; et les risques sont sans aucun doute pour l'auteur du fait, resté propriétaire de la chose.

Devra-t-on tenir compte de la gravité de la faute commise dans la mesure de cette réparation ? Les partisans de la théorie objective se montrent favorables à la solution affirmative, et celle-ci nous paraît, en effet, compléter heureusement cette théorie et donner satisfaction à l'équité (1).

Il convient donc d'établir une hiérarchie entre les fautes.

En premier lieu, figure la faute objective qui n'implique aucune culpabilité de la part de son auteur et qui se présente simplement comme un fait irrégulier, anormal.

Ensuite, vient la faute subjective qui consiste dans une imprudence ou une négligence coupables de l'agent, ou dans un manquement à un devoir.

Enfin, il y a la faute intentionnelle, c'est-à-dire le fait accompli avec l'intention de nuire.

Seule, cette dernière doit obliger à la réparation intégrale, parce que, seule, elle implique une complète appropriation du dommage ; la faute subjective de négligence ne peut entraîner qu'une réparation atténuée ; quant à la faute purement objective, elle crée une sorte de coparticipation aux risques entre l'auteur et la victime du dommage (2).

Si l'on admet cette graduation dans la réparation civile, la responsabilité des personnes privées de raison ne

(1) V. Saleilles, *Accidents du travail*, t. IX ; Teisseire, *op. cit.*

(2) Saleilles, *loc. cit.*

consistera pour elles que dans cette obligation de participation aux risques, puisque leur fait ne peut être qu'une faute objective.

Voilà déjà un tempérament à la responsabilité des personnes anormales ; en voici un autre que nous déduisons d'une règle dont l'admission ne soulève aucune difficulté. Cette règle peut se formuler ainsi : lorsqu'un dommage peut se rattacher à la faute de plusieurs personnes, il y a lieu de le faire supporter à l'auteur de la faute la plus grave, c'est-à-dire à celui qui s'est approprié le dommage de la manière la plus complète.

Supposons, par exemple, qu'un jeune enfant cause, par son fait, un dommage à autrui. Ce fait constitue une faute objective suffisante, à notre point de vue, pour fonder la responsabilité ; mais cet enfant a des parents auxquels on pourra peut-être reprocher un manquement dans le devoir de surveillance qui leur incombe en vertu de l'article 1384, faute d'un degré plus élevé ; enfin on peut concevoir que cet enfant n'a été qu'un instrument entre les mains d'un tiers qui s'est servi de lui pour l'accomplissement d'un acte nuisible à autrui.

Dans cette hypothèse, qui doit-on rendre responsable du dommage ? Le tiers, sans aucun doute. Si l'enfant a, au contraire, agi de son chef, ce sont les parents qui auront à répondre du dommage, à condition, bien entendu, qu'ils ne fassent tomber la présomption de faute qui existe contre eux. La responsabilité personnelle de l'enfant ne viendra qu'en dernier lieu, et à défaut de toute autre responsabilité.

D'une manière générale, nous dirons que la responsabilité d'une personne anormale ne doit être que subsidiaire. Elle ne doit prendre naissance que si la réparation du dommage ne peut être obtenue d'un tiers chargé de la surveillance de cette personne.

En ce qui concerne le jeune enfant, cette responsabilité deviendra bien rarement effective (1), puisqu'il existe une présomption de faute contre ses parents ; mais il n'en est pas de même en ce qui concerne de dément majeur. On ne peut, en effet, dans l'état actuel des textes, rendre responsables de ses actes, ni ses parents, ni son tuteur (2) dans le cas où il est interdit, à moins, bien entendu, d'imprudence caractérisée de la part de ces personnes (3). C'est là un point sur lequel notre législation pourrait utilement être complétée.

La dernière règle que nous poserons relève uniquement de considérations d'équité. L'application stricte du principe de la responsabilité des personnes anormales, même avec les restrictions que nous venons d'indiquer, peut avoir des inconvénients. Si un dément de condition modeste cause un dommage important à autrui, elle a pour effet de réduire à la misère un individu qui, en raison de sa faiblesse d'esprit, est incapable de pourvoir

(1) Nous ne faisons pas allusion à l'état d'insolvabilité personnelle dans lequel il se trouvera le plus souvent.

(2) De même qu'on ne pourrait déclarer civilement responsable le tuteur d'un mineur, si ce tuteur n'est pas l'un des parents de l'enfant. V. *suprà*, p. 40, n. 1.

(3) V. *suprà*, p. 43, n. 1.

par lui-même à sa subsistance. C'est là un résultat qu'il importe d'éviter. Aussi conviendrait-il, si l'on consacrait ce principe législativement, d'édicter que son application ne pourrait, dans aucun cas, priver le dément ou le jeune enfant des ressources qui sont nécessaires à leur entretien.

CONCLUSION

En ayant terminé avec l'examen des diverses questions que nous nous sommes proposées, il nous faut maintenant dresser l'inventaire des résultats de nos investigations. Et pour cela, il nous paraît nécessaire de résumer le travail que nous avons accompli.

Notre première tâche a consisté, en exposant les solutions données par notre droit à ces questions, de définir le principe auquel elles se rattachent : c'est l'objet de notre première partie.

Nous avons ensuite, dans une seconde partie, opposé à ce principe traditionnel, celui qui nous paraît prévaloir aujourd'hui.

Enfin nous avons indiqué, ce dernier principe étant admis, comment devaient être résolues les difficultés qui avaient été examinées précédemment et qui sont relatives : 1° aux dommages causés par les personnes privées de raison ; 2° aux dommages causés en état de nécessité.

Que les solutions proposées découlent de la conception objective de la responsabilité, c'est là un point que nous croyons avoir établi et sur lequel nous ne reviendrons pas.

Considérées en elles-mêmes et dans leurs grandes li-

gues, ces solutions sont incontestablement plus satisfaisantes que celles qui sont admises actuellement en France. Et ce qui montre bien qu'elles répondent à un besoin, c'est qu'elles se trouvent consacrées, sous une forme à peu près semblable, par la plupart des codes étrangers modernes.

Il est donc souhaitable (et nous ne pensons pas que personne soit disposé à le nier) que l'article 1382 de notre Code soit modifié dans le sens que nous venons d'indiquer.

Sur ce point, aucun désaccord ne pouvait donc s'élever. Mais une question plus délicate demandait à être résolue. Il s'agissait, en effet, de savoir si les solutions proposées devaient être considérées comme des exceptions à apporter au nom de l'équité à un principe qu'il fallait conserver à la base de la responsabilité ; ou si elles n'étaient que la conséquence de la substitution, au fondement traditionnel de l'obligation à la réparation civile, d'un fondement plus rationnel.

Il est facile de se rendre compte que l'intérêt de cette question n'est pas purement théorique.

Si, par exemple, nous parlons de cette idée que l'obligation du dément à la réparation civile a l'équité pour fondement unique, cette obligation n'existera que dans des limites assez étroites ; l'équité exige que le dément riche répare le dommage qu'il a causé à un individu pauvre ; elle est indifférente à l'existence de cette obligation

lorsque la fortune du premier est sensiblement équivalente à celle du second, et par suite on doit, dans ce cas, revenir à la règle, c'est-à-dire à l'irresponsabilité (1).

Si, au contraire, on admet le principe d'une responsabilité indépendante de la raison, on aboutit à un résultat inverse. Le dément devra, en règle générale, réparer le dommage causé par lui : sa responsabilité sera le droit commun. Seulement, il conviendra de faire exception à ce principe lorsque son application aboutirait à une violation de l'équité. Celle-ci jouera donc un rôle comme précédemment, mais son action s'exercera en sens contraire.

Nous avons, adoptant ce dernier point de vue, déduit les conséquences d'une conception strictement objective de la responsabilité civile. Et maintenant que sont connues ces conséquences, nous allons pouvoir nous rendre compte plus facilement de la valeur, par rapport à l'idée traditionnelle de faute, de l'idée dont elles découlent.

Une question se pose préalablement à toute autre : le principe des solutions que nous avons proposées, peut-il être accepté en l'état actuel des textes ?

Il serait difficile de soutenir que les rédacteurs du Code ont consacré ce principe ; mais il est, croyons-

(1) Cf. l'article 829 du Code civil allemand. Cet article ne soumet le dément à la réparation civile « que dans la mesure où d'après les circonstances, et en particulier d'après la situation respective des parties, l'équité exige un dédommagement ». V. *suprà*, p. 45.

nous, impossible d'affirmer qu'ils l'ont rejeté. Comme le dit M. Saleilles, l'absence, à cet égard, de toute manifestation d'intention de la part du législateur, permet de supposer que celui-ci n'a consacré par les articles 1382 et suivants que quelques solutions concrètes, et que pour « la construction juridique et la systématisation de la matière, il s'en est remis au développement des conceptions doctrinales » (1). Nous avons pu constater d'ailleurs que non seulement la formule des textes autorisait la conception objective, mais qu'elle lui donnait un appui (2).

Mais cette conception est-elle, en droit, supérieure à la conception traditionnelle de la faute ?

Ce qui, tout d'abord, le donne à penser, ce sont les tendances qui se sont manifestées en sa faveur tant en doctrine qu'en jurisprudence ; nous avons vu comment la jurisprudence a été amenée à sacrifier, dans certains cas, l'idée de faute subjective. Seulement, elle n'a pas cru pouvoir abandonner franchement cette idée, parce qu'elle voyait à cela un obstacle dans les textes (à tort, croyons-nous) ou dans la tradition. Mais le fait que certaines de ses décisions procèdent exclusivement d'une

(1) Saleilles, *Acc. du trav.*, n° 30.

(2) V. *suprà*, p. 113 et 114. — Quoi qu'il en soit, l'intervention du législateur est désirable relativement à ce point. L'équité exigeant, nous l'avons vu, que certaines restrictions soient apportées à l'application du principe que nous défendons.

conception objective de la responsabilité établit bien que cette conception répond à un besoin pratique. Et nous attachons à cette constatation purement empirique, une grande importance.

Mais voici une considération d'un autre caractère, qui s'impose si l'on examine le but de l'obligation à la réparation civile. Relativement à ce point on peut concevoir trois opinions :

1° L'une, que nous ne signalons que pour mémoire, consiste à dire que la réparation civile est destinée à punir la maladresse ou la négligence de l'auteur du fait dommageable (1).

2° La seconde, qui paraît plus plausible, se place à un point de vue utilitaire. Elle considère que les articles 1382 et suivants ont pour but de nous imposer, par la menace de l'obligation de réparer les dommages que nous causons à autrui, certaines précautions destinées à éviter les actes susceptibles d'en provoquer. La réparation civile aurait alors, dans le domaine des intérêts privés, la même fonction que la peine en matière répressive (2). Mais cette opinion, en confondant le domaine du droit pénal et celui du droit civil, laisse en dehors de toute explication certains cas où l'idée de réparation civile s'impose.

3° Il importe, pour trouver le fondement rationnel de

(1) V. *suprà*, p. 87.

(2) V. *suprà*, p. 43 et suiv. — Dans ce sens, Mataja, *das Recht des Schadenersatzes*, p. 19.

la réparation civile, de se rappeler que la responsabilité pécuniaire, n'est qu'une dépendance du droit civil. Or il est permis d'assigner à celui-ci un double objectif. D'une part il détermine nos divers droits en même temps que leur mode de formation et leurs causes d'extinction. D'autre part, il a à rendre effectifs les avantages qui nous sont conférés par ces droits. C'est ce dernier rôle que remplissent entre autres les articles 1382 et suivants (1). Ces textes apparaissent donc comme le complément nécessaire de nos droits. Ceux-ci seraient illusoires si nous n'avions pas la possibilité d'obtenir une réparation lorsqu'ils sont violés par autrui ou par ce qui appartient à autrui ; mais, en outre, ils ne posséderaient en aucune manière la fixité qu'ils doivent présenter si l'on faisait dépendre cette réparation de l'état mental de la personne qui les a violés ou des circonstances dans lesquelles celle-ci a agi.

Seule, par suite, la théorie objective assure une protection efficace de nos droits. C'est là une supériorité qui ne peut lui être contestée. En obligeant l'auteur d'une faute objective à réparer le dommage qu'il a causé, elle lui fait supporter un cas fortuit si l'on entend par là

(1) Le droit civil est donc à la fois « déterminateur » et « sanctionnateur ». On a, à ce point de vue, établi une opposition entre le droit civil et la procédure civile. Cette opposition est exacte si on ne l'entend pas d'une manière trop absolue. La vérité est que le rôle principal des textes compris dans le Code civil est « déterminateur ». Tandis que ceux dont l'ensemble constitue la procédure civile sont surtout « sanctionnateurs ».

un fait dommageable n'impliquant pas la culpabilité de l'agent. Mais la théorie traditionnelle n'a-t-elle pas, au point de vue de l'équité, un résultat au moins aussi malheureux en laissant sans aucun recours la victime passive de cette faute ?

Loin d'aboutir à une violation de l'équité, la première permet au contraire de donner dans la mesure du possible satisfaction à celle-ci, si, comme on le fait généralement, on la combine avec le système de la réparation partielle. Ce système consiste, nous l'avons vu, à ne soumettre l'auteur de faute purement objective qu'à une participation au risque créé par lui.

Ainsi, le dément, celui qui s'est trouvé en état de nécessité, et plus généralement celui dont la conduite est exempte de toute faute subjective, ne serait tenu que d'une réparation atténuée du dommage causé par lui. Ce dommage serait alors réparti entre l'auteur du fait dommageable et la victime de ce fait.

Même ainsi répartie, la charge du dommage paraîtra toujours trop lourde puisqu'elle pèsera sur des personnes dont la conduite est exclusive de toute culpabilité. Le seul remède à cet état de choses, c'est l'assurance qui, par la division qu'elle opère des pertes résultant des cas fortuits permet d'en atténuer considérablement les effets. Peut-être est-il permis d'espérer qu'un jour viendra où, grâce à une extension et à une application con-

venables du principe de l'assurance, tous les dommages se rattachant à une faute purement objective de l'homme seront traités de cette manière ; et l'on peut émettre des hypothèses sur le rôle possible de l'Etat relativement à ce point. Mais en admettant que cet espoir d'une mise en pratique de l'idée de solidarité sociale ne soit pas chimérique, le jour de sa réalisation se fera longtemps attendre.

Jusqu'à l'avènement de ce jour, la question de responsabilité se posera à l'occasion des dommages dont nous venons de parler ; et il faudra, pour la résoudre, choisir entre deux intérêts qui pourront sembler également respectables. Du moins, le système de la coparticipation aux risques, que l'on a proposé comme solution de cette question, peut être considéré, au point de vue de l'équité, comme réalisant un progrès sur le système traditionnel de la réparation intégrale. Et à ce titre, il nous paraît mériter quelque avenir.

Vu :

Le Président de la thèse,
A. TISSIER.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	Pages vii
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE LES SOLUTIONS ACTUELLES

TITRE PREMIER

CHAPITRE UNIQUE. — La question de l'imputabilité	
en droit	9
SECTION I. — <i>Généralités</i>	9
SECTION II. — <i>La théorie du droit pénal et la question de l'imputabilité civile</i>	48
§ 1. — Examen des articles 64 et 66 du Code pénal . .	48
§ 2. — Délimitation du sujet. — Position de la question.	23

TITRE II

La question de l'imputabilité civile.

CHAPITRE PREMIER. — Les personnes anormales au	
point de vue de la responsabilité civile	30
SECTION I. — <i>Généralités</i>	30
SECTION II. — <i>Solutions pratiques du droit français</i>	37
SECTION III. — <i>Solutions du Code civil allemand</i>	44
CHAPITRE II. — Les actes accomplis dans des condi-	
tions anormales au point de vue de la responsa-	
bilité civile.	48
SECTION I. — <i>Généralités</i>	48

SECTION II. — <i>Solutions du droit français</i>	53
SECTION III. — <i>Solutions du Code civil allemand</i>	67
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE.	74

DEUXIÈME PARTIE

LA CONCEPTION TRADITIONNELLE DE LA FAUTE ET LES IDÉES NOUVELLES

CHAPITRE PREMIER. — <i>Généralités. — La conception subjective et la conception objective de la responsabilité</i>	77
CHAPITRE II. — <i>La faute subjective.</i>	82
CHAPITRE III. — <i>Les idées nouvelles sur le fondement de la responsabilité</i>	86
CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE.	121

TROISIÈME PARTIE

SOLUTIONS PROPOSÉES

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE	125
CHAPITRE PREMIER. — <i>Des dommages causés dans certaines circonstances exceptionnelles</i>	130
CHAPITRE II. — <i>Les personnes anormales et la responsabilité civile.</i>	142
§ 1 ^{er} . — <i>Les personnes anormales et l'idée de responsabilité civile</i>	144
§ 2. — <i>Le fait personnel des personnes anormales et la responsabilité civile.</i>	147
§ 3. — <i>De certaines responsabilités ne pouvant incomber aux personnes anormales.</i>	152
§ 4. — <i>De quelques règles relatives à la responsabilité des personnes anormales.</i>	154
CONCLUSION.	159

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
